

LE JOURNAL DE HITLER EST-IL AUTHENTIQUE ?

(Page 26)

HISTOIRE

Katyn : un charnier signé Staline

(Page 2)

INDE

Gandhi, une légende un alibi

(Page 5)

CHINE

Entre Moscou et le Vietnam

(Pages 6 et 7)

LIBAN

Amine Gemayel : du style dans l'adversité

(Page 4)

FRANCE

Le P.C.F. en transition

(Page 9)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision



DERNIÈRE ÉDITION -

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11893

4,60 F

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 AVRIL 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

L'AFFAIRE DES SOVIÉTIQUES EXPULSÉS DE FRANCE

M. Andropov semble avoir renoncé aux représailles

« Prendre des mesures de rétorsion contre des Français travaillant en Union soviétique aurait été la chose la plus facile du monde », a dit M. Andropov à M. Augstein, rédacteur en chef du Spiegel, dans son premier entretien accordé à un journaliste occidental et son premier commentaire sur l'expulsion des quarante-sept Soviétiques de Paris. « En faisant preuve de modération, nous sommes guidés par le souci des intérêts à long terme des relations soviéto-françaises, qui ont de la valeur pour nous et qui se sont développées durant une longue période dans l'intérêt du maintien de la détente en Europe. »

Le secrétaire général du P.C. soviétique laisse donc entendre très clairement qu'aucune représaille ne seront exercées, pour le moment du moins, contre le personnel français présent en U.R.S.S.

Malgré l'expulsion des quarante-sept diplomates et représentants soviétiques en France, M. Andropov n'exercera probablement pas de représailles contre le personnel français présent en U.R.S.S. Tel est le sens des propos tenus mardi 19 avril par le secrétaire général du P.C. soviétique au Spiegel, à paraître le 25 avril. Les différents politiques entre les deux pays n'en restent pas moins fondamentaux, notamment à propos du problème des euromissiles.

Malgré l'expulsion des quarante-sept diplomates et représentants soviétiques en France, M. Andropov n'exercera probablement pas de représailles contre le personnel français présent en U.R.S.S. Tel est le sens des propos tenus mardi 19 avril par le secrétaire général du P.C. soviétique au Spiegel, à paraître le 25 avril. Les différents politiques entre les deux pays n'en restent pas moins fondamentaux, notamment à propos du problème des euromissiles.

« des fonctionnaires qui ne résident plus en France depuis plus de six mois » ou d'autres « qui n'étaient arrivés en France que deux semaines plus tôt », ni de mettre en garde contre toute interprétation tendant à voir dans cette modération la preuve de la culpabilité des diplomates soviétiques. « C'est ridicule, dit-il. Si quelqu'un interprète notre attitude de cette manière, il ne comprend rien à la politique étrangère soviétique ». D'ailleurs, a-t-il encore averti, « cela ne veut pas dire que nous tolérerons l'arbitraire ou que ce soit à l'égard de nos diplomates et autres collègues qui travaillent dans nos représentations à l'étranger ».

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

LA RIGUEUR EN FRANCE

Les états-majors syndicaux confrontés au désarroi des militants

Dans un pays où le syndicalisme ne regroupe qu'à peine 20 % des salariés, rarement le malaise syndical n'a été aussi pesant et aussi grave.

Tous les syndicats s'attendent, après les élections municipales, à une nouvelle vague de rigueur, mais aucun ne pensait que la cure d'austérité serait aussi rude et aussi dépourvue de perspective sociale.

Toutes les confédérations sont confrontées aujourd'hui au mécontentement d'une base qui n'a pas encore montré qu'elle était

Les syndicats réagissent au deuxième plan de rigueur gouvernemental avec plus de fermeté que lors du premier. La C.G.T. multiplie les journées d'action, au niveau fédéral. La C.F.D.T. organise une semaine de débats et d'initiatives du 25 au 29 avril. F.O. se prononcera le 25 avril sur une éventuelle action. La C.F.T.C. a lancé une quinzaine d'actions du 1^{er} au 15 mai. Et la C.G.C. annonce déjà une grève générale pour l'automne.

vraiment décidée à se mobiliser contre la politique gouvernementale, mais qui attend de son syndicat encore plus de fermeté dans

ses réactions. Qu'ils soient à la C.G.T., à la C.F.D.T. ou à F.O., des militants s'interrogent : à quoi sert le syndicalisme s'il reste les

bras croisés face à un plan qui, pour le moins, va faire monter le chômage ?

A la C.G.T., qui réunit son comité confédéral national les 27 et 28 avril, on refuse de se laisser enfermer dans « un faux débat » que M. Viannet a exposé ainsi dans la Vie ouvrière : « Ou bien on accepte sans broncher ou bien on déclare la guerre. » La C.G.T., ajoute-t-on, est un syndicat, et l'heure n'est pas à la résignation. Il s'agit de « faire contrepoids » aux manœuvres « du capital international visant à inférioriser la politique du gouvernement dans un sens défavorable aux travailleurs ».

La modération de M. Krasucki au « Club de la presse » d'Europe 1, le 10 avril, préfigurait déjà le vote par le parti communiste des ordonnances. Certes, la centrale cégétiste continue de proclamer son « désaccord sur une partie des mesures », notamment au regard des ponctions sur le pouvoir d'achat et des conséquences du plan sur l'emploi, elle appelle à l'action « sous toutes les formes », encourageant les journées nationales et pétitions.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 24.)

AU JOUR LE JOUR

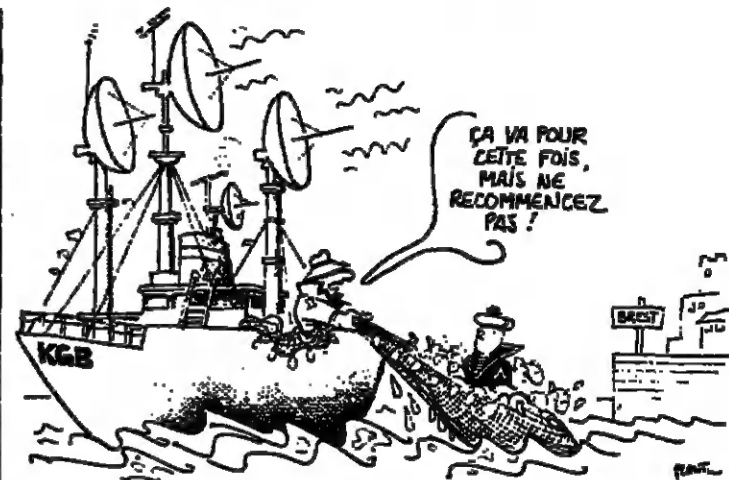
Couple

Ils portaient des prénoms qui fleurissaient au début de ce siècle : Lucien et Augustine.

On les a retrouvés morts, ces deux octogénaires, dans leur petite maison de l'Hérault. Le mari - retraité de la S.N.C.F. - était allongé sur le lit, mort depuis dix jours. Elle gisait à côté du lit, morte depuis trois jours. Une semaine de veille, de jeûne et de chagrin avait eu raison d'elle.

Et vous auriez voulu qu'elle fasse la « une », cette tendresse qui aura traversé en silence notre siècle de fer ? Oui.

BRUNO FRAPPAT.



La guerre de l'ombre sur mer

Sans qu'il y ait expulsion de Français par Moscou, les Soviétiques commenceraient-ils à rendre la monnaie de leur pièce, après le renvoi chez eux de quarante-sept de leurs ressortissants, à Paris et à Marseille, au début de ce mois ? Accusés d'espionnage et d'actions inamicales à l'encontre d'intérêts jugés vitaux pour la France, notamment en matière de technologie militaire et dans le domaine naval, les Soviétiques useraient-ils d'agaceries - sur le terrain même des méfaits dont on les a chargés ? De récents incidents donneraient à le croire.

Hérissé d'antennes, qui lui permettent d'intercepter les communications d'autrui, le bâtiment soviétique collecteur de renseignements GS-242 (AGI, selon le code de l'OTAN, pour Auxiliary General Intelligence) est, depuis plusieurs jours, au large des côtes du Finistère. Ce bâtiment, un ancien cargo de transport de munitions, est officiellement baptisé, par les Soviétiques, navire hydrographique. Ce qui a l'avantage de camoufler le rôle exact de ce type de bateaux fort répandus dans la flotte de l'amiral Gorchkov, le chef d'état-major de la marine de guerre soviétique quasi inamovible depuis des lustres.

Seulement, le GS-242, comme ses jumeaux, est truffé d'antennes extérieures - y compris, dans le cas présent, une antenne parabolique à l'arrière - qui permettent de détecter et d'analyser des émissions électromagnétiques et radioélectriques de toutes les gammes de fréquences. On trouve habituellement ce genre de navires aux abords des bases de sous-marins stratégiques - celle de Tiro Longue, non loin de Brest - ou dans le sillage des flottes occidentales en manœuvre.

Le 1^{er} avril, quelques jours avant l'annonce de l'expulsion de quarante-sept diplomates et journalistes soviétiques de France, le GS-242 s'est mis en place au large du Finistère. Il s'est même approché à 30 nautiques (environ 56 kilomètres) du port de guerre de Brest. Officiellement, il croise dans la zone économique exclusive de la France, là où, selon le droit maritime international, la navigation militaire et commerciale demeure aussi libre qu'elle l'est, de tout temps, en haute mer.

De tels mouvements sont intéressés et non pas innocents.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 3.)

LE MÉTRO DE LILLE SUR LES RAILS

(Lire notre supplément pages 15 à 20.)

De notre envoyé spécial

Marseille. - Le juge d'instruction de Saint-Quentin, M. Régis Vanhès-brouck, a-t-il déjà perçu ? M. Bernard-Fernand Paringaux, soixante-six ans, le seul homme qui, officiellement, connaît la destination finale des quarante et un fils de dioxine de Seveso, après les avoir échoués comme courriers jusqu'à Saint-Quentin, semble indéchiffrable. Écroulé depuis vingt-cinq jours, il se zait obstinément. A chaque audition, il manifeste sa volonté de ne point parler. « Ses déclarations sont quel-

que peu répétitives », déclare le procureur de la République.

M. Paringaux, à entendre ses proches, ne voudrait traiter une parole donnée sous contrat au destinataire final de la dioxine. « Il a fait de cet engagement à ne pas trahir un secret », déclare M. Olivier Maurin (Marseille), un de ses deux avocats, « un point d'honneur conforme à ses valeurs. » Un serment d'honneur que M. Paringaux a aussi montré comme réminiscent et comme officier des Forces françaises libres, plus tard décoré de la Légion d'honneur. Un sens du devoir, sans doute, lorsque, en février encore, se sentant menacé, il prenait la présidence de sa société de courtage, la Spécific, assurée jusqu'alors par sa femme.

Pas question, dans tout cela, d'un quelconque appât du gain qui, pourtant, d'après le magazine allemand Stern, se monterait à 1 million de dollars (environ 7 millions de francs). « M. Paringaux est injustement emprisonné, comme au Moyen Âge, dans un cul-de-basse-fosse », déclare un de ses amis, M. Serge Léonard, expert au tribunal de commerce et président d'une association marseillaise pour l'exploitation de la Méditerranée (ASTEM). Sans doute par amitié, il n'hésite pas à ajouter : « La dioxine froide, de toute façon, n'est pas dangereuse. » M. Paringaux est un homme droit et loyal, un excellent père de famille, affirme-t-il à lui le président du Propeller Club de U.S., un Rotary maritime dont M. Paringaux est le vice-président.

Cet excellent père de famille aurait-il été victime, comme il

l'affirme, d'une « lettre de caducité » ? Est-il l'âme de cette fable empoisonnée ? Son système de défense, en tout cas, apparaît déjà clairement : les véritables responsabilités seront situées ailleurs, « à un autre niveau », déclare son avocat. Huit sociétés ont au total eu à connaître, à un titre ou à un autre, de l'élimination de la dioxine. Aucune ne fit face à ses responsabilités, que ce soit Hoffmann-La Roche à qui le gouvernement français pourrait, affirme-t-on au secrétariat d'État à l'environnement, renvoyer les fûts de dioxine si on les retrouvait, ou la société transitaire Gontrand qui, à Saint-Quentin, a dédouané la dioxine, enregistrée sous un nom plus qu'approximatif. Seul donc M. Paringaux, courtier solitaire de Marseille, accepta en toute connaissance de cause ce contrat. Il en assume aujourd'hui encore tout le poids lorsqu'il affirme au juge qui l'interroge que les fûts ne présentent aucun danger pour la population : « Je n'en suis pas sûr, dit-il, courir de risques à quiconque pour de l'argent. »

« C'est un monsieur très intelligent et prudent », confirme le responsable du S.R.P.J. d'Amiens, après l'avoir interrogé. M. Paringaux, toujours en voyage à la recherche d'un nouveau brevet, d'une nouvelle aventure dans la lutte contre les déchets, juge sans doute le défilé de la dioxine à sa mesure : « Il doit bien y avoir, confie-t-il, à plus d'un an à ses amis, des moyens d'éliminer la dioxine de Seveso. »

NICOLAS BEAU.

(Lire la suite page 10.)

M. THOREZ-VERMEERSCH invitée du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M^{me} Jeannette Thorez-Vermeersch, venue de l'ancien secrétaire général du parti communiste français, Maurice Thorez, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 24 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. Ancien député de la Seine de 1946 à 1958, sénateur jusqu'en 1968, démissionnaire alors du bureau politique du P.C., en désaccord avec la direction actuelle du parti, M^{me} Thorez-Vermeersch répondra aux questions d'André Panneton et de Patrick Jarron, du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Fournier, de R.T.L., le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Dates

RENDEZ-VOUS

- 24 avril. Autriche : élections générales.
- 25 Luxembourg : conseil des ministres des Dix (jusqu'au 26).
- 26 Tchad, visite de M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération ?
- Portugal : élections générales.
- Paris : réunion des 22 pays de l'O.C.D.E.
- Paris : conférence internationale sur la Namibie (jusqu'au 29).
- Exercices de l'OTAN en Méditerranée.
- Washington : réunion des cinq grands producteurs de céréales.
- 27 Addis-Abeba : réunion de la commission économique pour l'Afrique à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire.
- Inde : rassemblement des Sikhs pour l'autonomie du Pendjab.
- Luxembourg : conseil des ministres de l'agriculture.
- 27-28 Bruxelles : session spéciale de l'Assemblée européenne sur l'emploi.
- 28 Varsovie : réunion de la Diète.
- Washington : session du comité d'aide au développement de la Banque mondiale.
- 30 Cuba : visite de M. Charles Fiterman, ministre des transports.

IL Y A QUARANTE ANS, LA DÉCOUVERTE DE KATYN

Un charnier signé Staline

La nouvelle laisse d'abord l'Europe incrédule. Le 13 avril 1943, Radio-Berlin, immédiatement relayée par la presse du continent occupé, annonce : « Nous avons reçu une dépêche de Smolensk nous informant que les habitants du pays ont indiqué aux autorités allemandes un endroit où les bolcheviks avaient organisé des exécutions secrètes et où dix mille officiers polonais avaient été assassinés par la Guépéou. Les autorités allemandes se sont donc rendues à un endroit appelé Kozie Gory, une station climatique située à 10 kilomètres à l'ouest de Smolensk, où une découverte atroce a été faite. Il a été trouvé un fossé de 38 mètres sur 16 dans lequel étaient empilés en douze couches les cadavres de trois mille officiers polonais. Ces officiers étaient vêtus de leurs uniformes. Certains étaient ligotés. Tous avaient des blessures par balle dans la nuque. Ces officiers se trouvaient précédemment dans un camp à Kozielek, près d'Orel. En février et mars 1940, ils avaient été amenés en wagons à bestiaux jusqu'à Smolensk. De là, ils avaient été transportés en camions à Kozie Gory, où ils furent assassinés par les bolcheviks. La recherche d'autres charniers se poursuit. »

Ainsi éclatait une des affaires les plus sinistres et peut-être les plus lourdes de conséquences de la seconde guerre mondiale. Elle avait pour théâtre une forêt appelée Katyn.

Un scepticisme général

Longtemps, nombre de contemporains se refusèrent à prendre pour argent comptant ce que leur disait Goebbels, un fielleux menteur. Mais un menteur d'autant plus redoutable que, parfois, quand cela l'arrangeait, il disait aussi la vérité. Quarante ans après l'événement, il est impossible de prétendre que le battage fait autour de la tragédie fut simplement un coup de propagande. Le dernier en date des livres consacrés à ce sujet, celui de M^{me} Alexandra Kwiatkowska Viatteau, ne laisse guère de doute sur l'origine du crime, même si les mobiles véritables sont loin d'être éclaircis.

En cette année 1943, où le sort des armes commençait à tourner contre eux, les nazis avaient tout intérêt à faire éclater une bombe qui avait une chance de provoquer la débandade dans le camp de leurs ennemis. Mais, en ce temps-là, l'Europe asservie, qui attendait aussi des Russes la délivrance, n'était guère disposée à admettre que les Soviétiques avaient trucidé froidement des milliers de cadres d'un pays devenu par la suite leur allié.

Il y a une quarantaine d'années, quatre commissions se sont succédées sur les lieux du crime. Les trois premières, à l'époque de l'occupation nazie, il s'agissait de

la commission spéciale allemande, de la commission internationale des représentants des instituts de médecine légale et de criminologie de la Croix-Rouge polonaise. Elles aboutirent pratiquement à la même conclusion : les cadavres trouvés dans le charnier de Katyn y avaient été enfouis avant l'arrivée des troupes allemandes. Donc, l'exécution ne pouvait être que le fait de Soviétiques.

Alors que les Allemands avaient admis parmi les enquêteurs des personnalités neutres et des Polonais, Moscou façonna une commission entièrement à sa convenance. Ses experts estimèrent que les officiers polonais prisonniers des Russes n'avaient pu être évacués à temps au moment de l'agression allemande et qu'ils avaient été massacrés par les nazis à la fin de l'été 1941. La commission affirma que onze mille cadavres avaient été découverts à Katyn et que, avant de lancer leur « coup de propagande », les nazis avaient « confisqué » les documents postérieurs à mai 1940 que portaient les cadavres. Cela afin de prouver que le carnage avait été accompli sous le règne soviétique. Cette besogne de « nettoyage » aurait été faite par cinq cents prisonniers soviétiques, « tous fusillés », sauf un certain Egorov, disparu, mais qui avait déclaré avoir fait ce travail avec ses camarades en mars 1943.

Malheureusement, le témoignage de la commission internationale des représentants des instituts de médecine légale et de criminologie paraît plus convaincant. Les examens du lieu et des corps auxquels se sont livrés les membres de cette commission indiquent que le crime a dû être commis à la date annoncée par les Allemands et que les corps étaient dans un état tel que personne n'aurait pu les manipuler entre le moment de leur enfouissement en 1940 et celui de leur découverte en 1943.

Le drame de la mer Blanche

Un fait retient l'attention. Dans leur révélation du 13 avril 1943, les Allemands disent que « le nombre total des officiers assassinés se monte à 10 000, ce qui représenterait l'ensemble des officiers polonais faits prisonniers par les Russes ». Or, rappelle M^{me} Kwiatkowska Viatteau, « le nombre des officiers polonais exhumés à Katyn s'élevait à 4 143, dont on avait identifié 2 815 et à coup sûr 2 730. (...) Le nombre total des corps était d'environ 4 500, et il correspondait à celui des officiers évacués de Kozielek. D'ailleurs, toutes les pièces et tous les documents témoignaient de ce que la totalité de ces personnes venaient de Kozielek et que l'on n'avait pas retrouvé ceux de Starobelsk ou d'Ostachkov. »

On comprend que les Allemands aient gonflé le chiffre des cadavres pour accabler davantage encore leurs ennemis soviétiques. Pourquoi les Soviétiques ont-ils eux aussi gonflé ce chiffre ? En 1939, lors du partage de la Pologne, ils avaient fait prisonniers quelque 15 000 officiers d'active ou de réserve. De ce total, il ne restait à la fin de la guerre que quelques survivants. 5 000 grades avaient été internés à Kozielek, 4 000 à Starobelsk, 6 500 à Ostachkov. Selon le témoignage d'un survivant, 6 000 officiers polonais ont été embarqués sur des péniches qui furent coulées en mer Blanche.

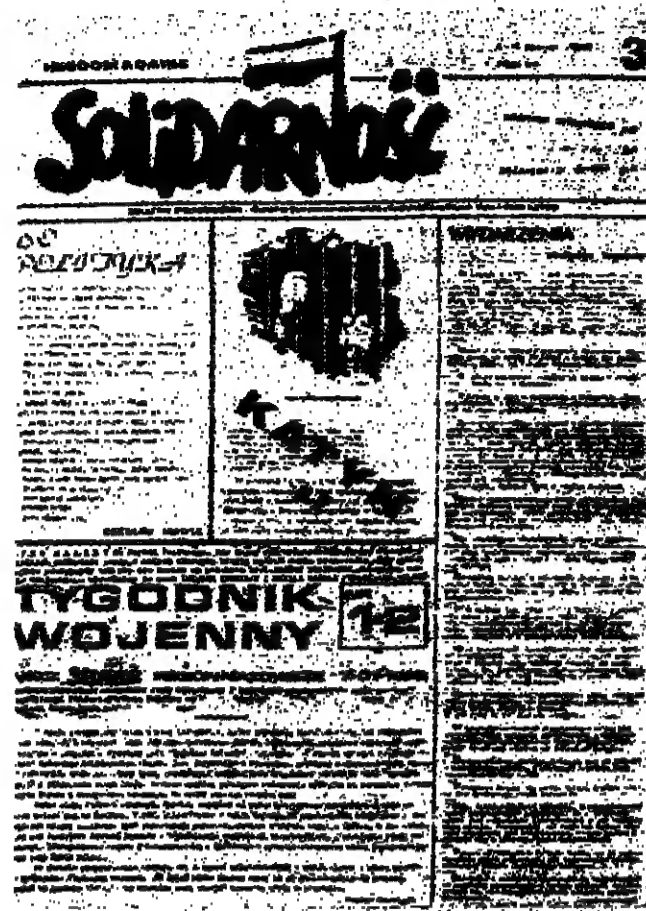
A la fin des hostilités, il fallait quand même trouver une explication à la disparition de ces milliers d'officiers. Pourquoi ne pas prétendre, avec la force que confèrait la victoire, qu'ils avaient presque tous péri à Katyn, massacrés par les Allemands ? La justification ne vaut guère, mais jusqu'à ce jour elle permet aux autorités soviétiques de n'avoir pas de comptes à rendre.

Une confidence de Béria

Reste à savoir pourquoi un tel crime a été commis. L'hypothèse la plus « indulgente » s'appuie sur une confidence de Béria. En octobre 1940, le colonel Berling, interné à la Lioubanka et sollicité pour former une armée prosoviétique en cas de conflit avec l'Allemagne, proposa : « Nous avons d'excellents cadres dans les camps de Kozielek et de Starobelsk. » « Non, lui répondit Béria, pas ceux-là. En ce qui les concerne, nous avons commis une grosse erreur. » On a dit, ou supposé, que, prévoyant une attaque allemande possible, Staline aurait ordonné sans donner d'autres précisions : « Liquidés les camps de prisonniers. » Et que le N.K.V.D. aurait compris, à tort, qu'il fallait « liquider » les prisonniers eux-mêmes.

Les bourreaux ont pu penser que, catholiques convaincus et anticomunistes avérés, ces prisonniers représentaient pour leurs geôliers l'ennemi de classe presque à l'état pur, les futurs cadres qui s'opposeraient un jour à la satellisation.

L'U.R.S.S. n'a sans doute pas fini de payer les conséquences du crime, même si dans un premier temps elle put en tirer quelque profit. Le premier bénéficiaire en 1943 fut évidemment le régime nazi qui réussit, en révélant la découverte du charnier, à semer la zizanie dans la coalition adverse. Certes, Américains et Britanniques s'efforcèrent de minimiser l'affaire, car ils étaient préoccupés essentiellement par la poursuite de la guerre. Mais le gouvernement provisoire polonais installé à Londres ne pouvait adopter une telle attitude.



Solidarność et Katyn.

Dès le 15 avril, il décida de demander une enquête du comité international de la Croix-Rouge. Les nazis eurent vent de cette résolution et ils s'arrangèrent pour que le représentant de la Croix-Rouge allemande à Genève fit la même démarche auprès du comité international une heure avant le départ des Polonais. Les Soviétiques accablèrent alors les Polonais de Londres d'être de connivence avec les hitlériens et, le 29 avril, ils rompirent toutes relations avec ce gouvernement. La voie était ainsi dégagée pour la mise en place d'un gouvernement polonais procommuniste, seul reconnu par les Russes et grâce auquel le pays, après des péripéties diverses, serait incorporé au bloc de l'Est.

Katyn fut utilisée aussi que Yalta par le Kremlin pour imposer en fin de compte à la Pologne un régime qu'elle ne parvint toujours pas à supporter. Mais cette tragédie est devenue l'un des ingrédients essentiels de l'exécution des Polonais à l'égard de leurs voisins. Dès 1956, à la faveur du « printemps en octobre », des voix de plus en plus nombreuses revendiquaient le droit à la vérité. Beaucoup attendaient de Gomulka qu'il fit la lumière. Le dossier fut enterré. Ces dernières années, l'« Université volante » a exercé son activité (illégal) pour restituer au pays l'histoire que le régime lui refuse.

Solidarność a repris le flambeau en demandant à « en faisant officiellement la lumière sur Katyn, on ne contribuerait pas à améliorer les rapports soviéto-polonais ».

Toutes ces demandes se sont heurtées à une fin de non-recevoir parce qu'il ne faut pas « soulever un passé difficile ».

Les Polonais ne demandent même pas réparation pour ce crime. Ils veulent simplement que les Soviétiques reconnaissent ce qui s'est passé en 1940. Après, mais après seulement, ils pourraient tirer un trait et même, selon M^{me} Kwiatkowska Viatteau, Katyn deviendrait « symbole de la réconciliation possible ». Mais les Soviétiques ne paraissent nullement disposés à tolérer que les Polonais rappellent ce sinistre passé. Pour eux, ce qui dérange n'a pas existé. Les Polonais revendiquent l'histoire que leur « alibi » veut gommer, ils réclament le droit d'honneur ouvertement leurs martyrs. Aussi longtemps que l'abîme ne sera pas vidé, aucun accord profond ne sera possible entre deux nations que la géographie condamne au voisinage et que l'histoire escamote vers la haine.

BERNARD FERON.

* Alexandra Kwiatkowska Viatteau, 1940-1943 - Katyn, l'énigme polonaise, 175 pages, 25 F. Collection « La mémoire du siècle », Éditions Complexe, Bruxelles.

CORRESPONDANCE

Oui, le Parlement européen existe !

L'article de notre collaborateur Philippe Lemaître sur le Parlement européen : « Un quart de siècle d'existence » (le Monde daté 27-28 mars), a suscité de la part de membres de cette institution malmenée des réactions d'un ton vif. En voici quelques extraits...

Sous le titre « Le Parlement européen : une revendication populaire », M. Gérard Israël nous adresse un long texte où il observe notamment :

« Le Parlement européen se trouve au point de convergence de traditions nationales et parlementaires différentes. Il n'est pas rare que des intérêts nationaux, lors de certains votes, prennent le pas sur ceux de la Communauté. Inversement, il arrive souvent que les députés fassent prévaloir l'intérêt supérieur de l'Europe sur toute autre considération. Il n'y a là que le jeu normal des règles

démocratiques régissant une assemblée pluri-nationale.

« Le conseil des ministres, organe suprême de la Communauté, au sein duquel s'expriment, avec vigueur, les intérêts nationaux, peut quelquefois, lorsqu'il joue vraiment son rôle, trouver dans certaines positions du Parlement européen une porte de sortie alliant dans le sens communautaire. Ainsi, l'Assemblée de Strasbourg peut parfois montrer le chemin au conseil... »

« Face à une crise économique grave et probablement durable, la représentation populaire européenne essaie d'accomplir son devoir : elle souligne, par la seule voie qui lui est reconnue, que le chômage qui sévit en Europe gâche l'équilibre de nos sociétés. Le Parlement européen appelle à la protection sociale de l'individu face à ce fléau. En contribuant à définir cette nécessaire conjugaison des économies qui est la seule solution à la crise, l'Assemblée européenne entend favoriser les options indispensables au redressement de l'Europe. »

Fournissant plusieurs exemples à l'appel de cette thèse (Irlande du Nord, expulsions du Nigéria, négociations sur la C.S.C.E., droits de l'homme), M. Israël conclut :

« Dès lors, peut-on être aussi sévère que Philippe Lemaître devant certaines difficultés d'un Parlement qui groupe dix nationalités, « parle » sept langues et qui, maître de son ordre du jour, à la différence de l'Assemblée nationale française, par exemple, croit encore à la vocation universelle de l'Europe ? »

Le reproche du « papillonnage »

« Finalement, l'article m'a frappé par son manque de nuances, écrit M. Dieter Rogalla. Un processus de démocratisation, tel que je le vois dans ce Parlement et indépendamment de tout ce que l'on pouvait imaginer de mieux en lui, mériterait en soi une approche plus positive que ne le suggère le mot « inexistance ».

« (...) Le papillonnage, largement dû aux sept langues de travail, s'avère particulièrement mal quand il est mentionné par un Français (je passe sur les raisons bien connues de cet état de fait). Les « palabres trénelles », les débats « banals » ou les politiciens « peu compétents », tout cela me donne l'envie, mais je la classe sans suite aussitôt, de publier mes analyses de l'un ou l'autre des journalistes que je connais. »

Une « attaque exagérée »

« Puis-je exprimer, demande pour sa part M. Gérard Fuchs, l'inquiétude de principe qui est la mienne devant toute attaque exagérée d'une institution démocratique ? Un Parlement peut, certes, accomplir plus ou moins bien son travail, mais son existence même, avec ce qu'elle suppose de possibilité de contrôle des exécutifs, ne paraît en soi positive. (...) »

L'article est injuste, car les commentaires de Philippe Lemaître vont totalement à l'encontre des vingt mois de mon expérience d'élus. J'ai rencontré dans ma commission - celle du développement - des collègues actifs et avertis ; notre dialogue avec les autres institutions européennes a, à plusieurs reprises, permis d'améliorer des décisions et de mettre en avant des idées nouvelles ; nos contacts extérieurs ont contribué, je crois, positivement au rayonnement de l'Europe sur cette scène essentielle pour notre avenir qui est celle du dialogue Nord-Sud (...).

« Nul doute que c'était à la fois un défi et un pari que de faire travailler pour la première fois aussi directement ensemble quatre cent trente-quatre parlementaires de dix pays, rassemblés en huit groupes politiques multinationaux. Mais nul doute aussi, et moi à mes yeux, que l'urgence entre les États-Unis et l'U.R.S.S. d'une Europe capable d'affirmer la double exigence de la démocratie politique et économique est à ce prix. »

Des « alibis » de grande qualité

M. von Arnim nous écrit : « En l'absence d'une législation attribuant les compétences indispensables au travail du Parlement, celles-ci ne peuvent lui venir que de la volonté des pays membres par le truchement du conseil. Or vous n'ignorez pas que le conseil s'est bien gardé de lui octroyer ces compétences et qu'il les a réservées jalousement pour lui-même en accord avec les particularismes nationaux. »

« C'est un honneur qu'il faut rendre aux parlementaires de Strasbourg qui, frustrés de leur influence, ont su élever le débat au-delà du prix de la viande porcine, au profit de débats de fond et de grande qualité. Souhaitons que leur effort trouve un jour une réponse heureuse pour l'Europe. »

« J'ajouterais que l'ampleur intellectuelle et morale de leur expression est bien souvent supérieure à celle de nos parlementaires nationaux, qui, par leur préférence pour la politique politicienne, obscurcissent les desseins les plus généreux. »

Etranger

13

VT

LE

BULLETIN

L'impasse en Namibie

Comme il y a deux ans, le siège de l'UNESCO à Paris accueille, du 25 au 29 avril, une Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, réunie sous l'égide des Nations unies, de concert avec l'Organisation de l'unité africaine et la SWAPO, Organisation du peuple du Sud-Ouest africain, qui dirige la guérilla sur le terrain. Mais le climat a nettement changé, et l'UNESCO devrait être le cadre, la semaine prochaine, de propos bien amers, notamment de la part des Africains à l'intention des Occidentaux, en particulier des Américains, qui ne sont pas parvenus, dans l'intervalle, à dénouer un conflit à la fois grave et complexe.

Tout d'abord, la négociation n'a jamais paru à ce point dans l'impasse. L'administration républicaine des États-Unis prône un « engagement constructif » auprès de la République Sud-Africaine, qui occupe encore ce territoire namibien dont la tutelle lui a été retirée par l'ONU en 1967.

Cette tactique n'a guère porté de fruits. Les Américains n'ont pas eu beaucoup de succès, jusqu'à nouvel ordre, dans leur dialogue avec Luanda. Les officiels angolais leur reprochent de continuer de lier le règlement namibien à un retrait du contingent militaire cubain.

Enfin, officiellement depuis quelques mois, les négociations bilatérales entre Pretoria et Luanda n'ont abouti, pour l'instant, qu'à mettre en relief l'importance des désaccords entre les deux capitales.

Autrement dit, la Conférence de soutien au peuple namibien, que l'Afrique du Sud boarde parce que ses protégés de Windhoek n'ont pas été invités, n'est déjà donné comme objectif, selon M. Mishra, commissaire des Nations unies pour la Namibie, de mobiliser l'opinion en faveur de la lutte du peuple namibien et de ses alliés, les États africains de la « ligne de front ».

Pour le gouvernement français, cette Conférence se résume à Paris n'est pas forcément opportune. En 1981, au lendemain même de l'entrée en fonctions de M. Mitterrand, MM. Cheysson et Jospin — ce dernier en tant que premier secrétaire du P.S. — avaient choisi cette tribune pour exprimer la position et les sentiments des socialistes, et leurs interventions avaient été chaleureusement applaudies.

Les Français semblent s'être interrogés depuis sur l'opportunité de demeurer au sein de ce « groupe de contact » occidental chargé par les Nations unies de tenter de régler le conflit, et dont l'action a été limitée sinon paralysée par la ligne adoptée par les États-Unis (lesquels en sont membres au même titre que l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, le Canada et, bien entendu, la France).

En outre, tout en restant ferme sur les principes — ainsi que l'a prouvé l'interdiction récente faite aux sportifs amateurs français de se rendre au pays de l'apartheid — la France a d'autres préoccupations que de réduire son commerce avec l'Afrique du Sud et d'y limiter ses investissements.

Le ministre des relations extérieures doit assister à la séance d'ouverture de la Conférence, mais la présence française y sera, sans doute, plus discrète qu'en 1981.

ESPIONNAGE ET DIPLOMATIE

M. Andropov semble avoir renoncé aux représailles envers la France

(Suite de la première page.)

Il reste que la détermination manifestée par la France à jouer un rôle : M. Mitterrand aurait fait savoir qu'une nouvelle liste très conséquente de diplomates soviétiques « expulsables » serait présentée si des représailles étaient exercées. Une détermination que la Grande-Bretagne venait d'affirmer pour sa part en expulsant un nouveau diplomate soviétique uniquement en « représailles pour les représailles » exercées par Moscou après une première vague d'expulsion décidée par Londres. Le Kremlin est soucieux de maintenir un niveau important de représentation dans les capitales occidentales, plus important généralement que celui des mêmes pays à Moscou. Il a donc intérêt à éviter l'escalade, ne serait-ce que pour obtenir le droit de remplacer les personnels ex-

pulsés : à Paris, ce droit ne semble pas lui avoir été encore reconnu.

Or, après la « vague française » et les mesures de moindre ampleur prises à Washington, Londres, Bern, La Haye, Copenhague, Madrid, Bruxelles et tout récemment par l'Australie (qui a procédé vendredi à l'expulsion d'un premier secrétaire), ce sont près de soixante-dix diplomates et représentants soviétiques qui ont dû quitter leur poste dans ces conditions depuis le début de l'année, contre quarante-neuf pour toute l'année 1982 et vingt-sept en 1981. Une certaine psychose en résulte pour ceux qui restent, sous l'effet des commentaires ou « révélations » des médias : c'est ainsi qu'un hebdomadaire de Hong-Kong, *Asiaweek*, vient de publier une liste des « diplomates-espions » de l'U.R.S.S. dans six capitales d'Asie.

A Bangkok notamment, où travaillent plus de quatre-vingts soviétiques (contre six ou sept diplomates thaïlandais seulement en poste à Moscou), un haut fonctionnaire des services secrets a révélé ce samedi que des preuves étaient collectées contre une dizaine de représentants soviétiques en vue d'une éventuelle expulsion.

A Tokyo d'autre part, le directeur de la rédaction du quotidien *Sanket Shimbum*, accusé par un détecteur d'avoir coopéré avec les services soviétiques, a démissionné de ses fonctions tout en protestant de son innocence.

Les désaccords de Genève

En ce qui concerne la France en tout cas, l'agence Chine nouvelle n'a pas tort d'estimer ce samedi que si l'expulsion des « 47 » a « considérablement embarrassé l'Union soviétique » et si « les

contradictions entre les deux pays se sont aggravées », les deux pays « ne semblent pas souhaiter voir leurs relations complètement paralysées ». L'une de ces « contradictions » est le différend sur les euromissiles. M. Andropov rappelle, dans ses déclarations au *Spiegel*, qu'une des principales raisons de son refus d'accepter « l'option zéro » de M. Reagan est que celle-ci refuse de prendre en compte les armements français et les armements britanniques.

On note encore que M. Andropov met en garde les États-Unis contre toute installation de fusées à moyenne portée en Alaska (« si cela devait se produire, nous ne resterions pas sans réagir »), mais qu'il s'efforcera à l'avenir de « rechercher un langage commun » avec Washington.

C'est également sur une note relativement apaisante que M. Gorbatchev, membre du Politburo et secrétaire du comité central, a terminé le rapport qu'il a présenté vendredi au Kremlin en l'honneur de l'anniversaire de Lénine. Malgré de vives critiques des États-Unis, l'orateur s'est dit « prêt à établir des ententes sur la base de la réciprocité (...) conformément au principe de l'égalité et de la sécurité égale » en matière d'armements, ainsi qu'à rechercher « la suppression de la tension dans les relations internationales, de bonnes relations normales avec tous les pays, y compris les États-Unis ».

C'est peut-être sur cette modération que se fonde l'optimisme mesuré manifesté vendredi à Bruxelles par M. Burt, secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires européennes. Parlant à l'issue d'une réunion du groupe consultatif spécial de l'OTAN sur les euromissiles, M. Burt a cru pouvoir remarquer que les Sovi-

tiques « ont dit qu'ils n'accepteraient pas la proposition (de M. Reagan), mais non pas qu'ils refusent de négocier à son sujet ». Il a aussi jugé que la réaction initiale de M. Gromyko, le 2 avril, « a été hâtive et ne représente pas le dernier mot » de Moscou. De même, M. Hernu, qui visitait le même jour la Norvège du Nord, a estimé que « l'on commence à parler sérieusement à Genève ».

Le fils de Brejnev décoré

Le choix de M. Gorbatchev, un spécialiste de l'agriculture, pour présenter le rapport solennel sur Lénine, en présence de M. Andropov, a attiré une fois de plus l'attention sur l'absence à cette manifestation de M. Tchernenko, le numéro deux du parti qui, en tant que responsable de l'idéologie, paraissait mieux désigné pour ce rôle. M. Tchernenko était déjà le seul membre du Politburo absent lors d'une réunion consacrée à l'agriculture le 18 avril et l'on s'interroge sur le statut actuel de celui qui passe pour le chef de file du clan des « brejnéviens ».

Une satisfaction a été en principe accordée à ce groupe sous la forme d'un « diplôme d'honneur » décerné par le présidium du Soviet suprême de la fédération de Russie à M. Iouri Brejnev, fils de l'ancien secrétaire général et premier vice-ministre du commerce extérieur. Toutefois, cette décoration apparaît bien mince compte tenu des postes occupés par son titulaire (M. Iouri Brejnev est membre suppléant du comité central) et certains observateurs à Moscou, cités par l'A.F.P., croient savoir qu'il ne s'agit là que d'un « prix de consolation » avant une prochaine éviction de M. Brejnev de ses fonctions actuelles.

MICHEL TATU.

La guerre de l'ombre sur mer

(Suite de la première page.)

La zone dans laquelle évolue le GS-242 est proche de zones d'exercice ou d'essais de la marine française, et — ce n'est pas un effet du hasard — le sous-marin expérimental *Gymnote* procède actuellement à des tirs expérimentaux du nouveau missile stratégique M-4 destiné aux sous-marins nucléaires lance-engins.

Le 20 avril, le GS-242, qui déplace 700 tonnes, a été rejoint par le dragueur soviétique *Yarka-644*, de 400 tonnes, qui lui a fourni des matériaux et des vivres au cours de transferts en mer observés par des navires de la marine nationale. Le 21 avril, ce dragueur de mines de haute mer, accompagné du pétrolier soviétique *Olekma*, qui déplace 4 500 tonnes à pleine charge, est surpris par l'escorte d'escadre *Vauquelin*, circulant à contre-sens sur le « rail » d'Ouessant après avoir ravitaillé le GS-242. Les deux bâtiments sont passés outre aux injonctions du *Vauquelin*, qui a dressé un procès-verbal à expédier à Moscou, et ils ont continué leur route en toute impunité.

« Ce n'est pas très amical, concède, avec un humour très britannique, un officier supérieur de la marine, mais, dans le cas du GS-242, ce n'est pas, non plus, formellement interdit, puisque la mer appartient à tout le monde. En revanche, pour l'incident du « rail » d'Ouessant, l'affaire est une infraction caractérisée, car les équipages de guerre soviétiques, d'habitude plus disciplinés, à moins d'un ordre contraire, ne peuvent pas ignorer les règles de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, à Londres, qui fixe, en-

tre autres, les conditions de la circulation dans la Manche. »

En réalité, ce double incident est une raison supplémentaire, pour l'état-major, d'être irrité par cet homologue, indirect, d'un pays étranger rendu à la technologie française. Une marque d'intérêt dont il se passerait bien en tous les cas. Mais une marque d'intérêt, aussi, si peu discrète qu'elle est à l'origine, en partie du moins, de la décision, exécutée le 5 avril dernier, d'expulser trois membres du consulat général soviétique à Marseille en même temps que leurs amis de Paris.

En effet, l'Atlantique n'est pas le seul terrain « de chasse » des « navires-espions » soviétiques. Avec, notamment, l'arrivée de sous-marins nucléaires d'attaque à Toulon, les ports de la Méditerranée sont devenus des cibles privilégiées, au point que les marins de la préfecture et de l'escadre ne dissimulent plus leur agacement devant de telles actions. « On ferme les portes, expliquent-ils, « ils » rentrent par la fenêtre. »

Récemment, c'est un navire soviétique qui, se prétendant en panne à proximité du port italien de Gênes, où existent d'importants chantiers navals, entrainait... avec Toulon pour demander qu'on le repare de toute urgence dans les ateliers du port de guerre français. C'est encore un autre bateau soviétique qui, arguant du mauvais temps qu'il était apparemment le seul à endurer en Méditerranée occidentale, sollicitait l'autorisation de mouiller, en attendant, devant la Corse.

L'an dernier, il n'y a pas eu moins de cinquante-cinq demandes d'escales soviétiques dans

les ports français du littoral méditerranéen. En toute candeur. Elles viennent de bâtiments de guerre, par la voie diplomatique ou militaire et avec un préavis minimum d'un mois, ou de navires de commerce, soumis à la même demande préalable, mais vingt jours, au minimum, avant l'escale.

Il s'agit de demandes d'entretien ou de réparations à Toulon, La Seyne ou Marseille, puisque, depuis les événements d'Afghanistan, toutes les relations d'escalade de bâtiments de guerre soviétiques en France et de bâtiments de guerre français en Union soviétique ont été suspendues.

Acharnement

Sur place, la difficulté commence lorsqu'il faut identifier le navire : pétroliers-ravitailleurs, bâtiments-ateliers, navires océanographiques, hydrographiques et de recherche scientifique... Les Occidentaux s'accrochent pour classer ces catégories de bateaux — souvent armés par des équipages militaires ou par des civils de la marine marchande d'État — parmi les bâtiments auxiliaires de la marine de guerre soviétique.

L'acharnement de certains « civils » à ramener dans le droit chemin un marin soviétique, qui se cache, par exemple, dans un village du Haut-Var pour demander ensuite asile à la France, tendrait à prouver que ce classement est justifié.

Une autre difficulté provient de l'incapacité des techniciens français à déterminer, avec précision, la nature et les performances de certains équipements du bord pour, éventuellement, en neutraliser les effets s'il s'agissait de matériels d'études ou de mesures des fonds marins. Des responsables de la préfecture maritime, à Toulon, ne décolèrent plus depuis que des équipes franco-soviétiques de recherches océanographiques ont pu — en vertu d'accords de coopération scientifique en apparence anodins — pratiquer des relevés bathymétriques et bathythermiques, par exemple, qui permettent, à qui le souhaite ensuite, d'apprécier les conditions de propagation des ondes en Méditerranée occidentale. « Une étude, dit-on, qui a dû beaucoup apprendre aux Soviétiques sur la qualité de la transmission des ondes à des sous-marins français en mission. »

Sur la mer, dès le temps de paix, tous les coups sont permis, à commencer par l'espionnage délibéré, ostentatoire ou volontairement provocateur. La marine nationale est probablement, de toutes les forces armées françaises, celle pour laquelle les menaces sont permanentes ou latentes et qui peut rapidement basculer, sans véritable préavis, de l'état de tension ou de crise à la réalité de l'affrontement militaire.

JACQUES ISNARD.

APRÈS LA VISITE DE M. CHEYSSON

Bucarest espère que les relations franco-roumaines pourront « rentrer dans la normale »

Les conversations que M. Cheysson a eues durant deux jours, jeudi et vendredi, à Bucarest, ont fait apparaître quelques désaccords fondamentaux (le *Monde* du 23 avril), mais ils ont permis aussi de recenser des convergences de vues en matière économique et culturelle, soulignant du côté français et roumain. Ainsi, selon M. Stefan Andrei, ministre roumain des affaires étrangères, cité par l'A.F.P., les deux parties se sont attachées à « regarder vers l'avenir et non vers le passé » : leurs entretiens ont abouti, toujours selon lui, à « une meilleure compréhension réciproque, qui peut permettre de rentrer dans la normale ». M. Andrei a toutefois attaqué, lui aussi, comme l'avait fait M. Ceaucescu, « certains médias français [qui] présentent d'une manière déformée la réalité roumaine, sur un ton et dans un esprit inamical qui désinforme et offense le peuple roumain ».

La France a obtenu néanmoins des assurances pour le déblocage

d'un certain nombre de dossiers humanitaires, notamment sur des réunions de familles et des mariages mixtes. Les deux pays sont aussi tombés d'accord pour souligner, selon l'expression française, « le caractère inadmissible de toute contrainte pesant sur les relations économiques Est-Ouest et qui ne serait pas justifiée par des motifs de sécurité ».

Rentrant à Paris vendredi, M. Cheysson s'est arrêté à Belgrade pendant deux heures, pour des entretiens avec son collègue yougoslave, M. Molisov. Selon notre correspondant Paul Yankovitch, il a été question d'une visite de M. Mitterrand en Yougoslavie dans le courant de l'année. La date n'en a pas été fixée, mais elle pourrait se situer dans le courant de l'automne. En revanche, aucune indication n'a été donnée à Bucarest pour une éventuelle visite du président en Roumanie, visite qui avait été initialement envisagée pour septembre 1982.

La double mort des Arméniens

Yves Ternon
La cause arménienne



L'ALTERNATIVE TERRORISTE

Seuil

Etranger

Trouver l'âme sœur en Chine populaire

L'amour en Chine... vaste problème. Et pas seulement, on s'en doute, en raison du nombre des citoyens et citoyennes en quête d'âme sœur. Les survivances du passé et les exigences du régime pèsent sur les amoureux.

De notre correspondant

Pékin. — La scène se passe dans un train. Des étudiantes de l'université de Pékin, joyeuses de partir en vacances. Près d'elles, une adolescente, visiblement déprimée, se recroqueville sur sa banquette. Curieuse, l'une des étudiantes s'approche de la jeune fille et essaie d'engager la conversation. Un jeune homme s'interpose et coupe net le dialogue à peine ébauché. De plus en plus intriguée, l'étudiante se promène d'un bout à l'autre du wagon. Elle confie alors à cette amie tombée du ciel que ses parents l'ont vendue au jeune homme qui l'accompagne pour qu'il en fasse son épouse. L'adolescente, qui le connaît à peine, se refuse à devenir sa femme. Elle a donc décidé de se suicider si elle n'arrive pas à échapper à ce mariage désigné avant le terme du voyage.

Bouleversée, l'étudiante s'engage à lui porter secours et se précipite vers ses compagnons pour leur faire part du drame qui est en train de se nouer. Des commentaires indignés et désapprobateurs s'élèvent du petit groupe. Des voyageurs s'en mêlent. Un complot s'échafauda pour sauver la petite fiancée vendue. L'étudiante, arrivée à sa propre destination, parvient à « enlever » la jeune fille et la conduit dans sa famille.

Après deux semaines passées chez sa bienfaitrice, l'adolescente est accompagnée dans son village par deux femmes des services de police. Mais les parents, paysans d'une grande pauvreté, ayant à leur charge une famille nombreuse, restent intraitables. Ils menacent même leur fille de se tuer devant elle, si elle refuse d'obtempérer. Désespérée, l'adolescente adresse une lettre à son amie, où elle lui explique que, prisonnière des mœurs traditionnelles de son village, elle n'a d'au-

tre solution que de se suicider. La malheureuse n'aura pas à mettre son acte à exécution. Son ange gardien alerte la presse, forçant ainsi les responsables locaux du parti à sortir de leur indifférence et à intervenir.

Le courrier du cœur

Ce pourrait être le scénario d'un mauvais feuilleton. Il retrace pourtant des faits réels que vient de vivre Han Wenjuan, une lycéenne de 16 ans, originaire de la commune de Tianfu dans le Shaanxi, et son amie Zhang Xiaolin, une étudiante de l'institut des télécommunications de Xian. Des faits qui sont loin d'être exceptionnels et dont il arrive fréquemment qu'ils se terminent de façon tragique. « L'amour est souvent difficile pour les jeunes gens en Chine », constatait récemment la responsable au quotidien populaire *Pékin-Soir* de la chronique « Problèmes familiaux ». Label pudique — en Occident, on l'aurait qualifié de « Courrier du cœur » — d'une rubrique hebdomadaire essentiellement consacrée aux problèmes sentimentaux et dévorée, depuis sa création il y a trois ans, par des millions de lecteurs. Mais label révélateur dans la mesure où il sous-entend que l'amour ne peut être lié — du moins officiellement — qu'à la création d'une cellule familiale. La chroniqueuse de *Pékin-Soir* en apporte une preuve lorsqu'elle dit que les jeunes Chinois « ne se courtisent guère avant d'avoir atteint leur vingtième année » et qu'un premier rendez-vous « sérieux » est considéré comme un engagement réciproque qui doit immanquablement mener à « l'existence le plus important d'une existence en Chine ». Engagement moral s'entend. Car toute relation sexuelle avant le mariage est l'objet d'une réprobation générale. « S'y laisser entraîner est toujours une erreur, et les jeunes le savent », déclare fermement notre chroniqueuse.

Amour exclusif donc. Et qui doit être pur, annonciateur d'un foyer durable, conformément à l'esprit de la « civilisation spirituelle socialiste ». Qu'en juge d'après la revue *Jeunesse chinoise* : « J'aime deux hommes en même temps. Que dois-je faire ? », demande une jeune lectrice qui précise qu'elle n'arrive

pas à se décider depuis deux ans et que son désespoir est tel qu'elle a même songé à mourir. Réponse du journal : « Le véritable amour n'existe qu'entre un seul homme et une seule femme. Et il dure longtemps. » Être amoureux de deux personnes, ajoute la revue, « ne peut être considéré comme de l'amour ».

Bien imprégnés, dès le début de leur adolescence, de ces quelques principes fondamentaux, les jeunes amoureux ont à franchir deux obstacles majeurs avant que leur relation puisse fleurir au grand jour : celui de leur unité de travail et celui de leur famille. Faute du consentement de l'une et de l'autre, ils risquent d'être livrés à des tribulations sans fin. Ainsi, à l'usine de tricot du district de Chaoyang à Pékin, les jeunes employés — en majorité des femmes — ont des difficultés à trouver un « bon partenaire ». Les responsables de l'entreprise ont donc eu l'idée d'organiser une rencontre avec des ouvriers d'une autre usine. Mais ils se sont heurtés, rapporte *China Daily* du 16 mars dernier, au refus des travailleurs d'âge plus mûr, qui ont estimé que « ces jeunes avaient assez d'occasions comme cela ».

Si l'usine est d'accord...

L'emprise du milieu du travail sur la vie privée des individus est telle en Chine que, sans l'accord de son « unité », on n'obtient pas l'autorisation de se marier ni, du reste, celle de mettre un enfant en route.

Le poids de la famille plus ou moins proche — au sens chinois du terme — est lui aussi très lourd. Aujourd'hui encore, il est fréquent que les parents fassent appel à un intermédiaire choisi dans leur entourage et le chargent de trouver, pour leur progéniture, le mari ou la femme « idéale »... à leurs yeux. Il leur arrive souvent, aussi, d'exiger de l'argent de celui ou celle qui veut épouser leur enfant. Mais la prétention la plus répandue concerne le milieu social.

Voici l'histoire de Jin Guilian et de son fiancé Ouyang Xin. Jin Guilian annonce un jour à son père, un paysan de la commune de Sanlian dans le Hubei, qu'elle veut se marier avec Ouyang Xin. Pour seule réponse, son père lui dit : « J'ai pris soin de toi pendant vingt et un ans, et je veux en

être dédommagé. Je veux cent yuans pour chaque année de ta vie où je t'ai eue à ma charge. Va chercher Ouyang Xin et dis-lui de m'apporter 2 100 yuans, je vous donnerai alors mon accord. Mais pas avant. » Indignés, les deux jeunes gens, forts d'avoir la loi pour eux, passent outre à ces exigences et décident, malgré leur « tristesse », de s'opposer au père. Ils font enregistrer leur demande de mariage. Quelques mois passent. La veille de la cérémonie, le paysan, découvrant le pot aux roses, rous sa fille de coups et la séquestre sans lui donner de nourriture. Alerté, le fiancé tente avec quelques amis de libérer sa bien-aimée. Peine perdue. Il faudra deux jours et l'intervention des cadres locaux pour que la jeune fille soit enfin libre. Mais, sûr de son droit, le père refuse toujours le mariage. Arrêté, il sera finalement condamné à deux ans de prison pour violation du code pénal, lequel prévoit l'entière liberté de choix des futurs époux.

Tout autre a été le destin d'une jeune enseignante de lycée à Hangzhou (province du Zhejiang) qui s'est tuée par désespoir après avoir enduré plusieurs mois de souffrances morales infligées par les parents de celui qu'elle aimait. L'affaire, cette fois-ci, ne se déroule plus à la campagne. Mais en ville, chez des universitaires originaires de l'Anhui. A leur fils, étudiant à l'institut de techniques scientifiques de Chine, qui leur annonce son désir d'épouser cette jeune enseignante, ils opposent une fin de non-recevoir et lui répliquent : « Si tu te maries un jour, ta future femme devra être une citadine, avoir un diplôme universitaire équivalent à un doctorat de troisième cycle, travailler dans un institut de haut niveau, être d'une beauté exceptionnelle et avoir trois ans de moins que toi ». De surcroît, les parents exigent que la future épouse de leur fils ait des relations outre-mer, afin d'aider celui-ci à aller étudier à l'étranger à ses propres frais. Non seulement la malheureuse jeune fille ne remplissait pas ces conditions — ce qu'on lui reprochait durement — mais, en outre, on lui a fait comprendre que les « faibles possibilités intellectuelles de sa famille, d'extrication modeste », risquaient d'avoir des « répercussions néfastes » sur sa descendance. Abandonnée par



Fiancé et fiancée chinois. (Le Tour du monde, 1875.)

celui qu'elle aimait, la jeune enseignante a préféré mourir. L'affaire a fait scandale dans la presse et a été remise entre les mains de la justice.

Agences et petites annonces

Les jeunes n'ont qu'une marge de manœuvre bien étroite pour trouver l'âme sœur. Il restait à la Chine populaire, pour tenter de desserrer l'étau de la tradition — sans pour autant perdre son empire sur les individus — à se doter, après beaucoup d'autres pays, d'agences matrimoniales. Ce qu'elle a fait en 1980. Shanghai a donné le coup d'envoi. Pékin a suivi et compte, à ce jour, six bureaux du genre. En près de trois ans, quelque quinze mille jeunes gens s'y sont inscrits. Il en coûte 2 yuans seulement. Les responsables de ces offices, sans faire preuve d'un triomphalisme excessif, se félicitent cependant d'avoir permis à plus de deux mille candidats de « tomber amoureux », et à la moitié d'entre eux de conclure. Plus récemment, certains journaux ont commencé à publier des petites annonces. Les qualités les plus recherchées par les imprégnés sont l'honnêteté, l'intégrité, la bienséance, l'esprit d'entreprise, l'intelligence et le goût de l'étude. La taille joue, apparemment, un rôle important : presque toutes les femmes souhaitent partager leur vie avec un homme plus grand qu'elles, et les jeunes gens préfèrent dominer leur future conjointe de quelques centimètres.

Les professions et le salaire sont également considérés comme des éléments primordiaux. La tendresse, en revanche, ne semble pas s'inscrire au premier rang des préoccupations des postulants. Est-ce parce qu'en Chine il est considéré comme malséant de parler ouvertement de ses sentiments ?

Tournant le dos aux conventions, les jeunes Chinois cherchent de plus en plus les chemins de la liberté. Il suffit de se promener dans un parc, à Pékin ou dans une autre grande ville de Chine, pour surprendre, dès le retour des beaux jours, des amoureux tendrement enlacés, à l'abri des bosquets. Généralement, deux bicyclettes, guidon contre guidon, interdisent l'accès des buissons aux promeneurs indiscrets. Refuges d'intimité encore rares pour les habitants de villes surpeuplées et dont l'usage reste limité à la belle saison. Dans les milieux privilégiés, chez les étudiants, la mode des « boums » s'est répandue depuis deux ou trois ans. Mais ces « défoncements » collectifs, agréments de musique disco, sont pour les esprits novateurs le comble de la perversion. Ah ! il est encore bien loin d'être entendu cet appel d'un jeune lycéen, qui, dans une lettre à un journal, s'écriait : « S'il vous plaît, donnez-nous un peu de liberté. S'il vous plaît, cessez d'intervenir dans les relations entre garçons et filles ».

ANITA REND.

AMINE GEMAYEL, PRÉSIDENT DU LIBAN

Du style dans l'adversité...

Un pays dévasté et plus qu'à demi occupé. Une capitale où l'on fait sauter l'ambassade d'une puissance amie. Une succession assumée dans la tragédie, après la mort de son frère. Tel est le lot d'Amine Gemayel, président du Liban. Sur le plan politique, on peut, certes, critiquer son action et ses choix. Mais pour ce qui est du « style de l'homme », de son courage dans l'adversité, il n'y a guère matière à discussion...

De notre correspondant

Beyrouth. — L'ambassade des États-Unis éventrée brûle encore lorsqu'un homme portant jeune les quarante ans, allure de vedette de roman-photo à l'italienne, arrive sur les lieux, au volant de sa Mercedes. Une demi-heure plus tard, lorsqu'il appellera le président Reagan au téléphone pour lui présenter ses condoléances et lui exprimer sa volonté de persévérer dans la restauration de l'État libanais, le président Amine Gemayel, pourra lui parler avec l'émotion du vécu, et aura fait, malgré le risque inhérent à un déplacement imprévu dans une ville comme Beyrouth, le geste de l'homme d'État responsable et déterminé à la lutte, pour peu que son grand allié américain continue à le soutenir.

Ni ombre ni antithèse

Avec son frère, son cadet de six ans, qui l'avait supplanté jusqu'à devenir président de la République à trente-quatre ans, son rapport n'était pas simple. Des divergences sur le fond et la forme, voire des antinomies, opposaient les deux hommes. Tout cela était réel ; mais il existait aussi entre eux un rapport de solidarité dans le tréfonds de leur comportement et une convergence sur les options essentielles cimentées par l'autorité de leur père, « Cheikh Pierre ».

Après que son frère eut été assassiné, il lui restait à n'être ni l'ombre ni l'antithèse de celui-ci et à prendre le pouvoir dans un pays soumis à trois occupations — l'israélienne, la syrienne, la palestinienne.



Dessin de VIOLETTE LE QUÈRE

Partant d'une minuscule assise territoriale, une demi-ville, Beyrouth-Ouest — mais d'une signification primordiale puisqu'elle était depuis huit ans sous contrôle syrien et (ou), palestinien, — il a su exploiter la situation sans tergiverser lorsque les Forces libanaises, en difficulté dans la montagne face aux Druzes, ont eu de bonnes raisons de céder, au moins partiellement, le pouvoir qu'elles détenaient en secteur chrétien, particulièrement dans la capitale. Beyrouth, revenu dans le giron de l'État, est ensuite insensiblement devenu le Grand-Beyrouth, un arc de cercle d'une douzaine de kilomètres de rayon adossé à la mer.

Qui dit mer dit port. Celui de Beyrouth était en grande partie sous la dépendance des Forces li-

banaises qui en tiraient l'essentiel de leurs revenus. En deux temps, pour éviter les heurts, le président Gemayel y a restauré l'autorité de l'État, le 7 mars 1983. Du coup les recettes douanières officielles ont triplé, passant de un million de livres libanaises par jour en février à trois, voire quatre millions en mars.

Dans cette lente et difficile reconstitution d'un pouvoir éclaté, Amine Gemayel disposait, il est vrai, de deux atouts majeurs : le consensus d'un peuple et d'une classe politique quasi unanimes dans leur volonté d'en finir avec la guerre, et un soutien actif, constant, persévérant des États-Unis et, dans leur sillage, d'un Occident pour une fois homogène.

Le président a su user adroitement de cet appui occidental. Ayant inauguré son mandat par une tournée des pays qui ont fourni les contingents de la force multinationale (États-Unis, France, Italie) auxquels il avait opportunément ajouté le Vatican, il tâche de se présenter, principalement vis-à-vis des États-Unis, en allié utile et efficace plutôt qu'en président démuné d'un pays à charge. Il avait en la formule heureuse aux Nations unies : « Donnez-nous la paix, nous donnerons le monde ». C'est, en gros, sa philosophie politique et il semble avoir convaincu ses partenaires américains que ce n'est pas une utopie. Mais le souci de séduire l'Occident ne s'arrête pas à l'action publique et s'exprime plus subtilement par des attentions et des initiatives bien dosées qui donnent à ses interlocuteurs l'impression d'être consultés autant que de recueillir des informations sur la situation complexe prévalant au Liban.

Le sens du geste

Le président libanais, conscient de l'importance de son image de marque, a le sens et l'inspiration du geste adéquat. Le dirigeant progressiste Walid Joumblatt échappa-t-il à un attentat ? Le leader musulman Saeb Salam est-il malade ? M. Gemayel leur rend visite à leur domicile. Et, fort opportunément, il charge M. Salam d'une mission auprès du président Reagan, à Washington.

Le choix d'un hébraïsant, à la fois raide comme un « i » et plein d'humour, pour négocier avec les

Israéliens n'était pas mal venu non plus. Ni celui d'un commandant en chef de l'armée et d'un directeur de la sûreté générale ayant l'oreille des forces libanaises, pour démolir la méfiance et l'hostilité de celles-ci.

Le « style Amine Gemayel », c'est aussi l'inspection de nuit, « pour ne pas déranger la population dans ses activités », de la banlieue sud de Beyrouth, quartier chétif, pauvre, durement touché par les guerres successives que par l'abandon résultant de la proximité des camps palestiniens qu'il jouxte. Le lendemain, une secousse de l'armée, fleur au fusil et pelle à la main, était dénichée dans un geste symbolique, accompagné d'une promesse de restauration rapide de tous les services publics.

Le style Gemayel, c'est aussi la résidence personnelle, après la journée de travail au palais. Le dîner chez sa belle-sœur, M^{me} Bechir Gemayel, pour couper court aux rumeurs de trahissements, le message de Nouvel An dans le cadre d'une émission de télévision mettant en scène un président-présentateur d'images glorieuses aux quatre coins du pays par un cinéaste de talent. C'est la fête de l'indépendance dans une caserne de l'armée toute cassée par la guerre, où s'étaient succédés Palestiniens, Syriens et Israéliens. C'est le portrait officiel sur fond de drapeau libanais, « à la Giscard ».

Et si, finalement, le président Amine Gemayel était un « Giscard qui réussit » ? Le portrait au drapeau prêtait moins à sourire. C'est Israël, surtout, qui en décidera.

LUCIEN GEORGE.

Gandhi, légende et alibi de l'Inde

L'Inde est justement fière de Gandhi. Les dirigeants de New-Delhi sont ravis de l'usage qu'on donne de leur pays dans le film à succès consacré au Mahatma. Mais n'y aurait-il pas un malentendu quelque part ?

De notre correspondant

New-Delhi. — A la suite de l'obstination d'un metteur en scène britannique, voici que l'Inde se découvre une mauvaise conscience. « Mon message, c'est ma vie », aimait à dire Gandhi. Ce message, cette vie, sont-ils reflétés fidèlement dans la fresque somptueuse du film ou, au contraire, caricaturés, voire trahis ? Le Tout-Delhi s'est rassemblée à l'occasion de la première après avoir payé un droit d'entrée de 100 roupies (environ 70 F) reversées à l'UNICEF. Mais le peuple de Gandhi, absent ce jour-là, continue à l'être des salles de cinéma indiennes où le film est projeté.

La presse locale, qui porte souvent sur son propre pays un regard d'une lucidité cruelle, une fois louées les qualités techniques et esthétiques du film, a observé qu'il y avait belle lurette que les idéaux de Gandhi avaient été oubliés.

Une caricature montre deux politiciens bedonnants sortant d'un cinéma. « Très émouvant », soupire l'un d'eux avant d'ajouter : « Si j'ai bien compris, c'est une histoire vraie ? »

Amnésie ? Réalisme, tout simplement. Que peut penser, en effet, l'Indien qui promène son regard sur un pays gangrené par la corruption, paralysé par la bureaucratie, régulièrement déchiré par des affrontements entre communautés religieuses (des heurts que plus aucun jeune n'essaie



Dessin de FRANCINI.

d'arrêter), divisé par un système de castes, certes hors la loi, mais qui n'en a pas moins la vie dure. Un pays où la dignité de l'homme semble signifier parfois si peu de chose, où l'intouchable (cet « enfant de Dieu » comme l'appelait Gandhi) est remis brutalement à sa place, le paysan et l'enfant exploités, la femme immolée pour n'avoir pas fourni la dot escomptée et, au demeurant, interdite. Un pays où la vie d'un être humain semble parfois peser si peu, et où souvent la police terrorise et muille. N'est-il pas significatif, par exemple, que la séquence la plus applaudie du film soit justement celle où une foule déchaînée incendie un poste de police ?

Comment cet Indien-là, confronté par exemple aux insupportables photos des enfants assa-

mais abattus comme des lapins, pourrait-il se proclamer, ou simplement se sentir, l'héritier de Gandhi ? Ses dirigeants eux-mêmes en seraient bien incapables, eux qui, lors du récent sommet des non-alignés, à Delhi, censurèrent les magazines qui publiaient de telles photos, afin qu'ils ne tombent pas entre les mains des invités étrangers. Et que montra-t-on au contraire à la presse internationale rassemblée pour l'occasion ? Gandhi.

Gandhi vitrine, Gandhi cliché, Gandhi légende, trônant dans ce qui serait un musée Grévin indien, immortalisé dans la mémoire collective d'un peuple, exposé dans tous les édifices officiels. Mais Gandhi momifié, comme figé à jamais dans l'histoire d'une nation.

Ainsi, comment ne pas être frappé par le fait que l'Inde actuelle a fourni si facilement le décor du film, que cette reconstitution historique n'a presque rien eu à changer pour que revive sous nos yeux le pays où évolua Gandhi. L'Inde qu'il découvre et parcourt à son retour d'Afrique du Sud n'est-ce pas, dans sa grandeur et sa misère, celle qui s'offre encore aujourd'hui à nos yeux. Vision d'un rêve noyé dans une mer humaine — depuis 1948 la population indienne a doublé — où surgissent tant bien que mal ces millions d'Indiens, que les statistiques situent « au-dessous du niveau de pauvreté ».

Certes, on peut taire l'échec, même le réfuler, et une fois glorifié, qualifier Gandhi de doux idéaliste, en faisant remarquer, par exemple, que si sa non-violence avait été une stratégie de génie pour faire plier l'empire britannique, sa vision économique et son moralisme n'étaient pas des plus adéquats pour faire décoller l'Inde indépendante. « Si Gandhi vivait aujourd'hui, note un journaliste indien, il serait certainement considéré par les gens au pouvoir comme un excentrique bien agaçant. Mieux vaudrait qu'il fût oublié, plutôt que de n'être qu'un symbole propre à alimenter les conversations mondaines ».

Superman, superstar

Un symbole qui, il faut bien le reconnaître, fait encore recette en Occident, où la philosophie de Gandhi a effectivement de quoi séduire des âmes blasées en quête de purification et de spiritualisme. Comment nier la modernité d'une pensée qui fait un peu du maître indien le père des pacifistes et des écologistes ?

Ainsi Gandhi ne serait-il finalement, vu du côté indien, qu'une

excellente opération de relations publiques, fort réussie, et fort payante également, dans la mesure où les cofinanciers touchent un tiers des bénéfices réalisés par le film. Voilà manifestement un produit destiné avant tout à un public occidental. « Gandhi superstar, Gandhi superman », ainsi qu'en témoigne la présence au générique de grande nous du Gotha hollywoodien. De plus le film présente le tableau d'un colonisateur britannique plutôt libéral et, somme toute, bienveillant à l'égard d'un Gandhi interprété, lui aussi, par un acteur étranger.

« Surtout ne le déifiez pas », avait mis en garde Nehru. « Plus nous le portons aux nues, observe aujourd'hui un journaliste indien, plus il devient inaccessible, et plus il est difficile de nous en inspirer. » Sans oublier qu'un Gandhi « trop grand » diminue d'autant l'importance du rôle joué par ceux qui, à l'époque, partageront la scène avec lui. Des « Fygmées ! », des « marionnettes ! » fulminent des historiens locaux en regrettant l'absence de certains de ceux qui prirent une part active à la lutte pour l'indépendance.

Que le film ait finalement été accueilli comme un produit étranger transparent dans la couverture que la presse locale lui a accordée. Certes, la frêle silhouette de Gandhi s'est glissée, l'espace d'un instant, dans la section magazine des quotidiens. Mais aucun d'entre eux n'a vraiment enquêté sérieusement sur la façon dont le film (mal doublé, dit-on, en hindi) avait été accueilli et senti par le public indien.

Certains journaux ont toutefois cherché, à cette occasion, où étaient passés les « Gandhians », les émules, les disciples. Une fois rappelé que le dernier grand « héritier spirituel », Vinobha Bhave, avait rendu l'âme récemment, on a eu bien du mal à en dénicher quelques-uns, au fin fond des

campagnes, travaillant dans l'anonymat, aux côtés des plus démunis, pour essayer de « changer la vie ». Ainsi découvrirait-on que, au cœur du message de Gandhi, il y a surtout, au travers d'un engagement, l'affirmation d'un refus : refus du statu quo, refus de l'ordre établi.

Un rêve inachevé

Que l'objectif commun de l'indépendance ait été atteint dans la trahison de ses idéaux, le film nous le rappelle en s'achevant sur la vision de deux pays nés dans le sang et dans la haine (1). Que son rêve ainsi déformé soit également resté inachevé, l'Inde contemporaine en porte témoignage. Ne serait-ce que par le spectacle de ceux qui, aujourd'hui, combattent, au ras du sol, l'ordre établi et son injustice ; ou qui, inlassablement et non sans courage, dénoncent la corruption à tous les niveaux ; ou encore de cette star de cinéma convertie à la politique et conduisant, en Andhra-Pradesh, une croisade purificatrice. Là se trouve peut-être le souffle gandhien, si tant est que l'on puisse parler d'héritage et d'héritiers.

Gandhi deux fois tué ? Pas vraiment, si brûle encore dans le cœur des Indiens la petite flamme du refus, si face au pouvoir et à ses perversions se dresse la force spirituelle et morale, si persiste la conviction gandhienne que vérité et justice finissent toujours par l'emporter. Sans oublier que, si pour certains Gandhi peut être un exemple et un recours, il peut aussi, pour d'autres, n'être que légende et alibi.

PATRICK FRANCÉS.

(1) Et ce n'est pas le film interdit à Islamabad qui contribuera à rapprocher les deux « frères ennemis ». Il est vrai qu'il offre de Jinnah, le fondateur du Pakistan, une vision pour le moins caricaturale.

(Publicité)

24 Avril 1915

24 avril 1983

Journée mondiale de commémoration du génocide arménien

A tous ceux qui sont tombés...

*Si un pâle ange de la mort
Tout sourire descend ici,
Que ma peine et mon âme fuyent,
Sachez donc que je vis encore.*

*Si sur mon visage qui dort
La bougie, pâle lumignon
Ne reflète que froids rayons,
Sachez donc que je vis encore.*

*Si plein de larmes pour décors
On me couche comme une pierre
Et me met dans la noire bière,
Sachez donc que je vis encore.*

*Si le rire fou de la mort,
Met toutes les cloches en branle,
Et si mon cortège s'ébranle,
Sachez donc que je vis encore.*

*Si les hommes chantent la mort,
Vêtus de noir, les traits austères,
Versent l'encens et les prières,
Sachez donc que je vis encore.*

*Et si ma tombe l'on honore,
Si mes proches et mes parents
Se séparent en gémissant,
Sachez donc que je vis encore.*

*Mais si ma tombe reste hors
Des sentiers connus de ce monde,
Et si mon souvenir s'effondre,
Alors, sachez, je serai mort.*

PETROS TOURIAN
Traduction Marc Delouze
Poésie arménienne, anthologie
E.F.R. PARIS 1973.

JEUNESSES ARMÉNIENNES DE SUISSE. B.P. 3085 - 1002 LAUSANNE - C.C.P. 10.260.46.

res chaud
en A
diplomatie

Etranger

ige 13
VT
LE

De tous les problèmes qui divisent Chinois et Soviétiques, celui du Cambodge — en clair, du soutien accordé par l'U.R.S.S. au Vietnam dans ses ambitions indochinoises — est de loin le plus difficile à résoudre. Il sera aussi évoqué la semaine prochaine à Paris, où est arrivé ce samedi 23 avril le prince Sihanouk, à l'invitation du président Mitterrand. Quant aux canonnades qui retentissent périodiquement, comme ces derniers jours, aux frontières entre la Chine et le Vietnam ou entre le Cambodge — sous domination vietnamienne — et la Thaïlande, elles pourraient bien aussi être destinées aux oreilles des diplomates.

MOSCOU ET HANOI

Un tumultueux mariage d'intérêt

Imaginerait-on la Bulgarie disposant de sa propre sphère d'influence au sein du bloc soviétique et y limitant au minimum les mouvements des experts du Kremlin ? La Tchecoslovaquie se lançant dans un sévère débat idéologique avec Moscou ? La R.D.A. négociant pied à pied les conditions d'ouverture et d'utilisation d'une base de l'armée rouge sur son territoire ? Le seul « satellite » de Moscou à oser dialoguer d'égal à égal avec le « grand frère » soviétique — heureux-ment fort éloigné — est le Vietnam, dont l'alliance avec l'U.R.S.S. ressemble plus à un mariage d'intérêt et de raison qu'à un mariage d'amour. Relations tumultueuses, parfois même au bord de la rupture, controverses acerbes, méfiance et coups fourrés, jalonnent les presque trente-huit années de cette union, depuis la fondation, le 2 septembre 1945 à Hanoi, de la République démocratique — devenue aujourd'hui socialiste — du Vietnam.

leur jettent des pierres : les Soviétiques s'irritent de l'obstination de Hanoi et de la gabegie sans fond dans laquelle se déverse leur aide. Mais laissons plutôt la parole aux deux protagonistes : — 1945 : en juillet, alors que Ho Chi Minh met la dernière main à la révolution qui, le mois suivant, proclamera la République démocratique, la conférence de Potsdam entre les alliés et l'U.R.S.S. divise le Vietnam en deux zones d'occupation, chinoise au nord, britannique au sud. Un agent soviétique à Hanoi affirme que « les Vietnamiens ne sont pas prêts pour l'indépendance », et que « les Français sont les mieux équipés pour reconstruire le pays et le guider vers l'autonomie ».

— 1954 : à la conférence de Genève, alors que le Vietnam se bat pied à pied pour préserver sa victoire militaire, Zhou Enlai pour la Chine et Molotov pour l'U.R.S.S. contraignent M. Pham Van Dong à des concessions plus importantes que celles demandées à la France. Ce qui fera dire à des membres de la délégation vietnamienne que les pressions chinoise et soviétique les ont forcés à accepter moins qu'ils n'auraient pu obtenir. Aujourd'hui, la propagande de Hanoi ne retient plus que la « trahison » maoïste.

« Très précieuse, mais très rare... »

— 1960 : alors que Ho Chi Minh décide de rester neutre entre Chinois et Soviétiques, et prépare la résistance au

Vietnam du Sud, que les maquisards sudistes sont pourchassés, le délégué soviétique au troisième congrès du P.C.V. affirme que « la coexistence pacifique est l'unique politique qui soit complètement conforme aux buts du communisme ». A quoi le premier secrétaire du parti, M. Le Duan, répond en dénonçant le « révisionnisme moderne », yougoslave bien entendu. Le numéro trois du parti, M. Truong Chinh, ironise en affirmant que « la possibilité du passage pacifique au socialisme est très précieuse, mais très rare (...) ».

— 1966-1967 : alors que l'escalade américaine bat son plein, assommant le Vietnam sous les bombes, le Kremlin vient précher la paix à Hanoi : « Chelepine (membre du Politburo), raconte M. Le Duan, lors de sa visite dans notre pays, semble avoir suggéré des négociations. Parce que nous avions prévu cette éventualité, nous avons publié un communiqué montrant notre détermination à combattre les agresseurs américains. C'est ainsi que le plan des révisionnistes a échoué. » Étiqueté au vil par cette insulte — le terme de « révisionniste » est l'injure suprême des marxistes chinois — les Soviétiques répondent, par allées et venues, que « nous sommes prêts à discuter avec les Vietnamiens ». C'est ainsi qu'un journal tchécoslovaque publie une enquête selon laquelle 41,5 % seulement des sondés rendent les États-Unis responsables de la guerre, qu'un journal hongrois met le Vietnam juste derrière les États-Unis dans la liste des pays dont les lycéens « ne voudraient pas être citoyens », qu'un officiel bulgare déclare : « Nous soutenons les positions du Vietnam du Nord ».

à 99 % : qu'un autre responsable d'un pays de l'Est affirme : « Mourir pour Hanoi, peut-être, mais sûrement pas pour Saigon ! ».

Le Christ crucifié

— 1972 : ce sera la première année du processus de brouille entre Chinois et Vietnamiens, avec la visite de M. Nixon à Pékin. Mais le chef de la Maison Blanche se rend également à Moscou tandis que l'aviation américaine poursuit ses bombardements. C'est alors que le quotidien du P.C., le Nhan Dan, dans un accès de lyrisme, va dénoncer les « étroits intérêts nationaux » de l'U.R.S.S. comme de la Chine — en écrivant : « La révolution est une voie fleurie et parfumée. L'opportunisme est un bourbier puant. »

Quelques jours plus tard, cet austère journal publie un poème étonnant d'un nommé Che Lan Vien, qui, dans les colonnes d'un organe du socialisme scientifique, compare les épreuves du Vietnam à la Passion du Christ.

« Amis, savants (...) qui avez exploré le cosmos (...), peine perdue. Tout sera perdu si l'impérialisme n'est pas vaincu. (...) Car Nixon parle d'une génération future, de l'ère des pourparlers et de l'entente, de la paix toute blanche. Nous ne la rencontrons pas seulement sur les champs de bataille, mais aussi sur les grandes places publiques (Tiananmen et la place Rouge), et même sur les lieux saints. (...) Jésus blessé, lui-même crucifié, subi d'autres blessures encore. Les bombes de 1972, nées mille neuf cents soixante deux années après Jésus, tuent le Christ une fois de plus ! » Rien d'étonnant que, à l'époque, dans de multiples conversations privées, les Soviétiques aient fait savoir leur exaspération.

Aujourd'hui, Jésus a repris sa place au grenier des accessoires de la dialectique vietnamienne. Les éclats entre « frères » sont moins spectaculaires que jadis. Mais ils n'en ont pas moins continué.

PATRICE DE BEER.

Centrafrique

M. Abel Goumba est condamné à cinq ans de prison

MM. Abel Goumba, ancien recteur de l'université de Bangui et président du F.P.O.-P.T. (Front patriotique oubaïngou, Parti du travail), et Patrice Endjimoungou, secrétaire général de ce mouvement, détenus depuis août 1982, ont été condamnés, vendredi 22 avril, par un tribunal centrafraïcain à cinq ans de prison et à dix ans de déchéance de droits civiques et familiaux. Ces deux opposants au régime du général Kolingba étaient accusés de vouloir créer une « organisation révolutionnaire clandestine ». Le procès, dont le report a été refusé à la défense, n'a duré qu'une journée.

les militaires centrafricains. Alors que, dans les milieux officiels de Bangui, on présente l'ancien recteur comme un militant qui « a flirté » avec le terrorisme, ses sympathisants à Paris, français comme centrafricains, démentent catégoriquement cette version et affirment que M. Goumba est tombé dans un « piège » mis en place par l'entourage du président Kolingba.

Il reste également que, si le gouvernement français a exercé en sa faveur de « discrètes pressions », une tactique que M. Mitterrand juge plus efficace que celle des pressions publiques, — les résultats ne sont, pour l'instant, guère convaincants. Annoncé officiellement à Bangui pour janvier (le Monde du 5 octobre 1982), le procès a été reporté de trois mois pour se dérouler à la sauve. La détention de MM. Goumba et Endjimoungou est-elle, après comme avant leur condamnation, jugée par Bangui comme une monnaie d'échange dans les relations franco-centrafricaines ? En tout cas, elle ne peut être, désormais, qu'un sujet supplémentaire de friction, à moins que le général Kolingba, cédant notamment à l'insistance de Paris, ne prenne une mesure de clémence.

J.-C. POMONTI.

(*) C/o M. Bendima, 2, place de la République, 94470 Boissy-Saint-Leger.

AU SOMMET ANGLO-ALLEMAND DE LONDRES

M. Kohl confirme que les euromissiles seront installés selon le calendrier prévu si les pourparlers avec Moscou n'aboutissent pas

De notre correspondant

Londres. — M. Thatcher et le chancelier Kohl n'ont pas eu de mots assez chaleureux, vendredi 22 avril, pour qualifier l'atmosphère de sommet anglo-allemand, « le meilleur que nous ayons jamais eu ». Les deux chefs de gouvernement ont été d'accord pour estimer que la réunion des dirigeants des sept pays les plus industrialisés à Williamsburg devra apporter un message d'« optimisme prudent » sur la reprise économique que désire aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en R.F.A.

pas apporté une réponse « raisonnable » à d'autres propositions du président Reagan.

Les deux chefs de gouvernement paraissent cependant ne pas partager les mêmes préoccupations en ce qui concerne la Communauté européenne. Le chancelier Kohl soulignerait que les Dix se mettent d'accord sur une déclaration solennelle sur l'unité de l'Europe, connue comme plan Colombo-Genscher, à l'occasion du sommet de Stuttgart en juin. La Grande-Bretagne n'y est pas fondamentalement opposée, encore qu'elle rejette la généralisation de la règle majoritaire dans la prise des décisions, pour s'en tenir au compromis de Luxembourg (qui permet à tout pays membre d'invoquer ses intérêts fondamentaux pour imposer son veto).

Mais plus que par des déclarations solennelles, M. Thatcher est intéressée par le règlement du problème posé par la contribution britannique au budget communautaire. Elle veut un accord sur la « ristourne » de 1983 de la réunion de Stuttgart, et attend un réajustement à long terme des finances communautaires avant de se lancer « à tout vapeur » dans la construction européenne. Le chancelier Kohl ne paraît pas insensible à ses arguments.

DANIEL VERNET.

LE PREMIER MINISTRE DE SRI-LANKA A ÉTÉ REÇU PAR M. MAUROY

Le premier ministre de Sri Lanka, M. Ranasinghe Premadasa, vient d'effectuer une visite de travail à Paris, au cours de laquelle il a été reçu à déjeuner, jeudi 21 avril, par M. Pierre Mauroy. A cette occasion, le premier ministre français et son hôte ont souhaité la mise en œuvre d'« une plus grande solidarité internationale » pour faire face à la crise mondiale. Ils se sont montrés d'accord sur l'importance, dans ce contexte, de renforcer les moyens institutionnels internationaux, sur la nécessité de poursuivre la croissance, et sur la gravité du problème de l'endettement des pays en voie de développement. M. Mauroy a confirmé à M. Premadasa que la France participera, pour 5 millions de francs, au projet d'irrigation de la Nilwaganga, et à d'autres projets économiques (centrale diesel, irrigation), culturels (maintien d'une mission d'archéologues), il a assuré que la France contribuait à l'Année internationale des sans-abris qui aura lieu en 1987 sous l'égide des Nations unies et à l'inspiration de Colombo.

Etats-Unis UN CONDAMNÉ À MORT A ÉTÉ EXÉCUTÉ EN ALABAMA

Atmore (Alabama) (A.F.P.). — John Louis Evans a été exécuté vendredi soir 29 avril sur la chaise électrique du pénitencier d'Atmore dans l'état d'Alabama, moins de deux heures après avoir appris que la Cour suprême des États-Unis avait rejeté le sursis en sa faveur déposé jeudi par un juge fédéral. Evans, qui était âgé de trente-trois ans, avait été condamné en 1977 pour le meurtre d'un préteur sur gages. Il est le premier condamné à mort à être exécuté en Alabama depuis dix-huit ans, et le septième seulement dans l'ensemble des États-Unis depuis que la Cour suprême a reconnu la constitutionnalité de la peine de mort en 1976.

Iran

● TROIS MISSILES IRAKIENS ont explosé vendredi 22 avril au moment de la prière, dans la ville iranienne de Desfoul, entraînant de lourdes pertes en vies humaines et en matériel, rapporte Radio-Téhéran. Des fidèles ont été ensevelis sous les débris d'une mosquée et des quartiers résidentiels ont été détruits. Mais le bilan exact n'a pas encore été établi. Il s'agit de la deuxième attaque irakienne en quarante-huit heures contre la capitale du Nord-Khousistan. Mercredi 20 avril, un premier raid avait fait quinze morts.

La « leçon » de février 1979

Le samedi 17 février, à l'aube, les forces chinoises entraient au Vietnam, en direction de Langson à l'est et de Laoai à l'ouest. Depuis des semaines, la tension montait à la frontière, et M. Deng Xiaoping avait évoqué quelques jours plus tôt, de passage au Japon, l'hypothèse où la Chine estimait devoir « donner une leçon » au Vietnam. Le lundi suivant, 19 février, il assure cependant à un visiteur étranger que l'armée chinoise n'opère qu'une « contre-attaque » limitée, qui ne sera « pas étendue ni développée ». Le lendemain, le secrétaire de la commission militaire du comité central, M. Geng Biao, précise à une délégation sud vietnamite que « l'affaire durera une semaine ».

Si l'attaque chinoise ne s'enfonce pas de plus de quelques dizaines de kilomètres en territoire vietnamien, elle se développe en fait largement, le long de la frontière, des forêts du Laos au golfe du Tonkin. Surtout, elle se révèle bien autre chose qu'une simple expédition punitive. Huit jours plus tard, les opérations ne se ralentissent pas. Pékin devient très discret sur les combats en cours, mais ce qui est révélé sur les faits d'armes de ses soldats, dans la phase initiale de l'attaque, montre que celle-ci s'est heurtée à une très vive résistance. Beaucoup plus tard, on saura que les troupes chinoises se sont fait décimer. Elles ont tant souffert des faux vietnamiens que de leurs propres faiblesses : les transmissions fonctionnent mal, des unités de blindés, isolées, sont anéanties.

Une « réaction »

L'état-major chinois se reprend, applique une tactique de roulement compresseur, accentue sa poussée. Le 27 février, on signale une colonne aux abords de

A. J.

Voyager à l'étranger gratuitement

Ou presque. Comment ? En lisant SPIRIDON, la seule revue internationale de course à pied.

Le numéro d'avril-mai vous emmène — en couleurs et en noir-blanc — en Roumanie, en Éthiopie, en Argentine, en Inde, en Nouvelle-Zélande, en Angleterre et à Porto-Rico, sans pour autant délaisser la France, la Belgique et la Suisse. Avec à la clé un concours dont les grands prix sont... un voyage à New York et un voyage à Dublin.

Prix de l'abonnement : 120 F par an (prêt de 600 pages). Chèques à l'ordre de O. Roig, L'Escalade A3 74160 St-Julien-en-Genevois C.C.P. 3083.71 J LYON Numéro spécimen gratuit sur demande.

Lisez

Le Monde dossiers et documents

France

Le faux pas des contrôles d'identité

Le pilotage à vue ? Le mot est sans doute fort, mais, en reprenant quelques dossiers récents, il apparaît évident que, depuis quelques semaines, un certain empirisme semble présider à la direction des affaires de l'Etat. Devant la levée de bouillottes provoquée par les mesures relatives au contrôle des changes, le gouvernement cède devant une partie des revendications des professionnels du tourisme ; parce que sa majorité parlementaire et les syndicats de gauche n'acceptent pas la position adoptée par le premier ministre et M. Bérégovoy, le président de la République, à propos du projet de démocratisation du secteur public, tranche en faveur du groupe socialiste, c'est-à-dire contre le point de vue du gouvernement.

Enfin l'affaire des contrôles d'identité. Le texte adopté mardi sur

l'initiative du groupe socialiste ne permet pas de garantir que la prise d'empreintes digitales et de photographies ne sera utilisée que pour le maintien de l'ordre public, entendu strictement. Cet amendement, accusé de porter en germe de possibles atteintes aux libertés individuelles, a provoqué un tollé. « La gauche cède au fantasme sécuritaire », a assuré le Syndicat de la magistrature. « Profondément choquée », la Ligue des droits de l'homme (M. Badinter devait s'exprimer ce samedi devant le congrès de cette organisation...) a jugé que le texte va plus loin « et que le mauvais sens, que n'était allé M. Alain Peyrefitte lui-même ».

Les députés socialistes eux-mêmes se sont rendu compte, a posteriori, que l'image de leur parti

L'affaire des contrôles d'identité continue de diviser les socialistes.

Après la querelle Defferre-Badinter de l'année dernière, M. Mitterrand a été de nouveau contraint d'intervenir afin de réparer un lapsus de ses propres troupes. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale est en effet à l'origine d'un texte qui a soulevé un tollé à gauche. Selon cette disposition, la prise d'empreintes digitales et de photographies pourrait donner lieu à des abus policiers. Le chef de l'Etat a demandé au gouvernement et au groupe socialiste de mettre au point un autre texte plus compatible avec le respect des libertés individuelles.

était sérieusement atteinte par le vote d'une disposition jugée plus répressive que la législation antérieure.

A tort ou à raison, M. Mitterrand a donc estimé que le gouvernement avait moins à perdre en se déjouant que la gauche dans son ensemble par le fait que demeurerait dans l'opinion publique l'impression qu'en

succombant, ne serait-ce que pour une seule mesure, à l'idéologie « sécuritaire », elle restreignait le champ des libertés individuelles. Il a fait part de sa volonté que soit revu et corrigé le texte adopté par les députés. Ainsi, sur les aspects jugés essentiels de sa politique, c'est le chef de l'Etat — et lui seul — qui décide en dernier ressort, passant outre la volonté affirmée par le législateur.

L'enchaînement des faits a été marqué par la plus grande confusion. Confusion lorsque l'Assemblée nationale, en première lecture, a adopté un texte créant un vide juridique, interdisant de facto toute prise d'empreintes et de photographies, y compris à l'encontre de malfaiteurs avérés. M. Badinter, garde des sceaux, n'a-t-il pas adressé une lettre à M. Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, pour reconnaître qu'une erreur avait été commise et que celle-ci serait réparée à l'occasion des délibérations du Sénat ?

Confusion lorsque le groupe socialiste, mardi 19 avril, a adopté, dans la précipitation, un amendement présenté par M. Jean-Pierre Michel, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, sans que ni celui-ci ni les principaux responsables du parti et du groupe socialiste aient apparemment perçu la portée exacte de leur décision.

Confusion encore, dans la nuit de mardi à mercredi 20 avril, de la part des principaux acteurs du débat parlementaire et de leurs conseillers, qui se contredisaient mutuellement dans les couloirs du Palais-Bourbon sur l'interprétation à donner des textes de loi en cause.

Confusion enfin, au cours des deux jours qui ont suivi ce vote, à la fois à la chancellerie, au groupe socialiste et dans les ministères concernés, avec cette quête fébrile de la « solution miracle » qui permettrait de se tirer du guêpier dans lequel la majorité et le gouvernement, de leur propre faute, étaient tombés.

« A notre vue,

a marqué un temps d'arrêt... »

Tout tournait autour de l'amendement de M. Jean-Pierre Michel, adopté mardi en séance. Etait-il si « liberticide » ? Il représentait en tout cas une voie moyenne, si on se réfère au texte voté par les sénateurs, et que les députés avaient à examiner en seconde lecture. Au lieu d'autoriser, comme le Sénat, les prises d'empreintes et de photographies dans presque tous les cas, l'Assemblée nationale a adopté un texte qui ne prévoit ces prises d'empreintes et de photographies que dans des cas limités.

Limités, ils laissent néanmoins une marge de manœuvre dangereuse à la police. C'est, grosso modo, la thèse de la Ligue des droits de l'homme et du Syndicat de la magistrature. Est-elle la bonne ? Non, assurent le ministère de la justice et le secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, qui rejoignent qu'à l'opposé des textes aujourd'hui en vigueur, et que l'on doit à un savant dosage de M. Peyrefitte, l'amendement de M. Michel ne permet pas tout.

Polémiquer sur cette affaire ne sert à rien. Mieux vaut se référer à la pratique. Et celle-ci donne plutôt raison à la Ligue des droits de l'homme et au Syndicat de la magistrature. Que dit en effet le texte adopté par les députés ? Que la prise d'empreintes et de photographies est possible s'il existe contre la personne contrôlée « un indice faisant penser qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction », c'est-à-dire, si l'on comprend bien, à peu près n'importe quoi.

Pour tout un chacun en effet, celui qui s'apprête à commettre une infraction est un « presque délinquant ». Pour les policiers, non. Quantité de procès-verbaux rédigés par eux justifient l'interpellation d'un « suspect » en ces termes : « A notre vue, a marqué un temps d'arrêt. Autrement dit, un suspect — celui qui déboule sur les Grands Boulevards ou dans les couloirs du

métro — c'est, virtuellement, n'importe qui.

Qu'est-ce, au demeurant, qu'une « infraction » ? Un crime crapuleux, le cambriolage d'un pavillon ? Certes. Mais aussi le fait — de traverser en dehors d'un passage clouté. Conclusion : l'amendement « transactionnel » de M. Michel, imaginé dans l'après-midi de mardi, a toutes les apparences d'une bavure politique.

C'est, apparemment, ce dont s'est rendu compte M. Mitterrand. C'est ce qui explique que la chancellerie et le groupe socialiste aient été invités à remettre l'ouvrage sur le métier. En l'état actuel de leurs réflexions — le nouveau texte n'a pas encore été peaufiné — les relevés d'empreintes et les prises photographiques seraient autorisés dans les cas suivants : commissions rogatoires, c'est-à-dire la recherche de malfaiteurs avérés par un juge d'instruction ; flagrant délit et enquêtes préliminaires.

Le cas des commissions rogatoires ne prête pas à discussion. Il correspond à l'une des hypothèses imaginées par M. Michel : celle de l'individu qui « fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ». L'hypothèse des flagrants délits, elle aussi, devrait éviter les dérapages. Malgré la tendance de la

police à interpréter largement cette notion qui, comme le dit le code de procédure pénale, est celle d'une « infraction » qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre », la jurisprudence a depuis longtemps fixé des garde-fous.

En revanche, l'hypothèse de l'enquête préliminaire peut donner lieu à une interprétation, jusqu'à l'âge de cas où les policiers, sur les renseignements d'un « bidon », en à partir d'un témoignage, se trouvent sur la piste d'un infortuné, quel qu'il soit, sur les instructions du parquet, le plus souvent *proprio motu*, même si ces deux opérations, dit le Code de procédure pénale, « relèvent de la surveillance du procureur général ».

Le flou relatif qui entoure cette notion d'enquête préliminaire explique que le groupe socialiste hésite encore sur la manière à suivre, estimant que la solution imaginée à l'élaboration présente pas toutes les garanties suffisantes. Fût-elle malgré lui par l'amendement de M. Michel, il hésite sur l'attitude à adopter, consistant de la révélation d'une certaine répression, mais soucieux de ne pas laisser carte blanche à la police.

LAURENT ZECCHIN
et BERTRAND LEGENDRE

La voie étroite de la procédure

La volonté du gouvernement de revenir sur le vote émis par les députés à propos des dispositions relatives aux vérifications d'identité, en proposant une nouvelle formule juridique, ne règle pas tous les aspects de cet imbroglio. Reste, en effet, la procédure, c'est-à-dire la manière dont ce nouveau texte pourrait être adopté. La composition des votes déjà intervenus dans les deux assemblées du Parlement ne laisse plus à l'exécutif une marge de manœuvre très large pour revenir sur le texte incriminé. Toute disposition adoptée conformément par l'Assemblée nationale et le Sénat ne peut, en effet, être modifiée.

Le projet devrait être examiné par le Sénat mardi 3 mai. Il est clair que si la majorité de la Haute Assemblée souhaite mettre en difficulté le gouvernement, il lui suffit, théoriquement, de voter conforme l'amendement socialiste. C'est le risque majeur. Dans cette hypothèse — pas d'amendement du Sénat — le gouvernement a plusieurs possibilités : il peut, d'une part, déposer son propre amendement correctif en demandant un vote bloqué (dans ce cas, ne sont retenus que les amendements proposés ou acceptés par le gou-

vernement) sur l'article dans lequel il réside cet amendement ; il peut, d'autre part, après que le Sénat aura manifesté sa volonté de voter conforme, demander, à l'issue de l'ensemble de la discussion, une seconde délibération du texte (soit de l'intégralité de celui-ci, soit d'une partie seulement), assortie de la même procédure de vote bloqué. Dans les deux cas, après le rejet du Sénat, les choses deviennent plus simples. A l'issue de l'adoption définitive du projet (ou de son rejet) par le Sénat, une commission mixte paritaire devra être réunie pour tenter d'élaborer un texte de compromis entre les deux assemblées. En cas d'échec — prévisible — de cette commission mixte, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et le Sénat, l'Assemblée statue en dernier ressort.

Pour mémoire, il faut noter qu'il existe une autre possibilité : l'article 10 de la Constitution, qui permet au président de la République de demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles, délibération qui ne peut être refusée. Cette procédure, extrêmement contraignante, constituerait un précédent.

Le Sénat se préoccupe des droits des minorités dans les conseils municipaux

A l'occasion de la séance consacrée, vendredi après-midi 22 avril, aux questions orales, MM. Lederman (P.C., Val-de-Marne) et Chammont (R.P.R., Sarthe), se sont préoccupés du droit d'expression des minorités dans les conseils municipaux.

Après avoir expliqué que les conseillers de la minorité sont « bâillonnés dans les municipalités de droite », l'avocat communiste affirme que les règlements intérieurs dans les villes dirigées par la droite « font souvent d'illégalités ». Il ajoute : « De telles pratiques sont intolérables. Nous saisirons les juridictions compétentes pour obtenir l'annulation de ces dispositions illégitimes. Mais le gouvernement peut, dès à présent, prendre des mesures. (...) »

Conseiller municipal siégeant dans la minorité, au Mans, dont le maire, M. Jarry, est communiste, M. Chammont indique que, dans cette ville, l'opposition ne dispose ni de bureau ni de téléphone. Après avoir affirmé qu'il est l'« objet d'insultes permanentes », il suggère que l'Association des maires de France élabore un « code de bonne conduite », mais, dit-il, « c'est à la loi ou, à défaut, au pouvoir réglementaire, de prendre des dispositions ». Selon lui, quatre points devraient être pris en compte : « La protection physique du conseiller minoritaire », « la mise à disposition des conseillers minoritaires de moyens (bureau, salle de réunion,

téléphone) proportionnels à leur nombre », « une représentation proportionnelle dans les commissions et dans les organismes municipaux », et surtout dans les comités de quartier, et « le droit à l'expression pour la minorité », notamment avec l'ouverture du bulletin municipal à tous.

Pour M. Emmanuel, secrétaire d'Etat chargé du budget, « ce n'est pas le rôle du budget, c'est au moment où l'on accroit les pouvoirs des collectivités locales, il ne semble pas nécessaire de leur imposer je ne sais quel A.B.C. de la démocratie élémentaire... ». On ne peut d'ailleurs multiplier les textes à l'infinité. On a déjà fait beaucoup en matière de liberté », poursuit-il.

Quant à M. Fober, président de l'Association des maires de France, qui présidait la séance, il a déclaré : « Il faut espérer que l'avenir sera meilleur pour la démocratie dans ces communes, que la liberté de parole y sera respectée et que la tolérance s'y installera ».

■ M. HUBERT DUBEDOUT, député socialiste de l'Isère, qui avait perdu la mairie de Grenoble aux dernières élections municipales, vient de démissionner de son mandat de conseiller municipal de cette ville. Il a expliqué que cela permettait de laisser la place à un autre membre de son équipe qui pourra « y consacrer plus de temps ».

Du 22 au 25 avril,
les concessionnaires et
agents Fiat fêtent l'arrivée
de la Uno avec Europe 1,
R.T.L. et R.M.C.
Essayez la Uno, vous pourrez
peut-être adresser un mes-
sage en musique à quelqu'un
que vous aimez bien. "Dites-
le avec des chœurs !" la fête
de la Uno sur vos antennes.

Essayez la Uno,
laissez-vous
séduire... et
"Dites-le avec des chœurs!"

uno!
...Ma Grande

* Modèle présenté :
32 900 F
Uno 45, prix clés en main Avril 83.

PARIS :
• Paris 5^e - Auto-Park 15^e - 5, boulevard Saint-Germain - Tél. : 399.84.10. • Paris 6^e - Fiat Auto - 140, Champ-Élysées - Tél. : 562.82.08.
• Paris 11^e - Garage de la République - 140, rue de la République - Tél. : 379.88.16. • Paris 13^e - T.P.L. - Place d'Italie - 713, bd Vincent-Auriol - Tél. : 584.15.39. • Paris 16^e - Royer Automobiles - 19, rue Montreuil - Tél. : 529.83.47. • Paris 15^e - St-Amand Auto - 31, rue Vincent-Auriol - Tél. : 842.31.00. • Paris 16^e - Paul Dumas Auto - 94, av. Paul-Dumas - Tél. : 524.46.60. • Paris 17^e - En Chapet - 40, avenue de la Grande-Armée - Tél. : 380.18.70. • Paris 17^e - Rue George - 133, rue de Rome - Tél. : 743.74.53. • Paris 17^e - Wagon Auto - Rue Ramequin - Tél. : 227.35.12. • Paris 19^e - Succursale Paris Jaurès - 93, rue Pelti - Tél. : 467.37.88.
SEINE-ET-MARNE :
• Chelles - Garage Hém - 14, av. de Sylvie - Tél. : 421.33.35. • Fontainebleau - En Ruchon - 44, rue du Château - Tél. : 422.24.19. • Meaux - Garage de la République - 15, rue de la République - Tél. : 041.02.41. • Saint-Germain-lès-Arles - Ampère Automobiles - 24, rue Ampère - Tél. : 041.02.41. • Provins - Garage Vannier - 31, rue Chagny - Tél. : 400.02.57.
YVELINES :
• Mantes - Garage de l'Europe - 27, bd du Mal-Join - Tél. : 477.02.00. • Paris-Méry - Garage du Parc - RN13 - Tél. : 938.51.29. • Rambouillet - Atelier de la Louvière - 15, rue de la Louvière - Tél. : 041.02.41. • Saint-Germain-lès-Arles - Ampère Automobiles - 24, rue Ampère - Tél. : 041.02.41. • Versailles - Garage de St-Nom - 60, rue Charles-de-Gaulle - Tél. : 400.80.23. • Sartrouville - Garage du Centre - 136, av. Maurice-Berteaux - Tél. : 913.08.23. • Trappes - En Bignon - 44, av. Ramequin - Tél. : 950.31.18. • Villeroy - M.V.A. - 2, avenue de l'Europe - Tél. : 946.11.31. • Versailles - Sédion 78 - 15, rue du Parc-de-Clogny - Tél. : 950.64.10.
ESSONNE :
• Brétigny - Garage Errante - 51, avenue du Golf-Lacteur - Tél. : 044.92.45. • Corbeil - Corbeil Auto - 119, bd Kennedy - Tél. : 886.16.30. • Evry-Courcouronnes - Garage de l'Europe - Tél. : 459.70.40. • Longjumeau - Garage du Centre - 16, rue du Dr-Bruat - Tél. : 944.15.88. • Meung-sur-Loire - S.A. - 21, av. Charles-de-Gaulle - Tél. : 909.20.82. • Montesson - Morning Auto - 83, route de Corbeil - Tél. : 904.39.48. • Palaiseau - Elphont Press - 1, avenue des Allés - Tél. : 014.01.71. • Saint-Germain-lès-Arles - Garage du Parc - 51, avenue G.-Péri - Tél. : 014.02.17. • Vigneux - Le Gouff et Cie - 217, av. Henri-Barbusse - Tél. : 903.32.14. • Viry-Châtillon - Sté Le Gouff - 93, Route Nationale 7 - Tél. : 903.35.71.
HAUTES-DE-SEINE :
• Boulogne - Succursale Fiat Auto (France) - 58, rue Denfert-Rochereau - Tél. : 604.91.19. • Châtillon-sous-Boulogne - Oued Auto - 73, avenue M.-Cachin - Tél. : 655.37.37. • Les G. reme-Colombes - Luitke Auto - 147, av. du Golf-de-Gaulle - Tél. : 780.10.10. • Lavallois - Fiat Auto France s.a. - 80, quai Michelet - Tél. : 730.50.00. • Lavallois - Garage de l'Europe - 120, rue Aristide-Briand - Tél. : 737.16.84. • Nanterre - Garage du Levant - 1, rue du Levant - Tél. : 721.54.14. • Saint-Clément - Sté Chlodionne de Paris - 13, rue des Grés-Ceps - Tél. : 692.92.77.
SEINE-SAINT-DENIS :
• Bondy - Les Garages Cacho - 113, av. Godefroy - Tél. : 847.29.11. • Le Bourget - Sté Actis Bourne - 77, av. de la Division-Lecteur - Tél. : 837.91.30. • Livry-Gargan - S.A.P.A.L. - 93 à 29, avenue J.J.-Rousseau - Tél. : 383.57.74. • Noisy-le-Franc - Sté Auto Services - 129, av. de Noisy-le-Franc - Tél. : 300.11.16. • Noisy-le-Franc - Général Garage - 7, bd Chagny - Tél. : 383.66.29. • Plaines - Garage du Petit Paris - 172, avenue Jean-Jobes - Tél. : 645.21.24. • Saint-Denis - Garage du Pôles - 71, rue G.-Péri - Tél. : 743.19.99. • Saint-Ouen - Sté Bours - 16, rue Charles-Schmidt - Tél. : 254.48.87. • Villeneuve-la-Garenne - Auto 2000 - 47, Grande-Rue - Tél. : 854.17.93. • Villeneuve-la-Garenne - Société Villeneuve Automobiles - 191-195, route des Petites-Ponts - Tél. : 383.87.37.
VAL-DE-MARNE :
• Cachan - Gouffon Automobiles - 65, avenue A.-Briand - Tél. : 665.45.93. • Champigny - Laurent S.A. - 71, av. Roger-Salengro - Tél. : 883.66.93. • Créteil - Uniservice - 5, av. du Mal-de-Lorraine-de-Vendry - Tél. : 202.18.43. • Knechtel-Biedry - Sud Auto Services - 129, av. de Noisy-le-Franc - Tél. : 300.11.16. • La Courneuve - Garage de l'Europe - 120, rue Aristide-Briand - Tél. : 737.16.84. • Malmaison - A.H. - En Hergoulin - 225, av. du Golf-Lacteur - Tél. : 378.07.52. • Villeneuve-la-Garenne - Garage St-Martin - 39, rue Roger-Salengro - Tél. : 597.41.02. • Villeneuve-la-Garenne - Garage St-Martin - 114, rue de Paris - Tél. : 282.02.86. • Vincennes - Dumas S.A. - 2, rue Paul-Delaunay - Tél. : 378.16.33.
VAL-D'OISE :
• Argenteuil - Saint-Armand - 1, rue de Grande-Caillette - Tél. : 981.96.26. • Bezons - A.B.C. - 30-32, rue Ende-Zola - Tél. : 947.72.84. • Garges - N.D.G. Automobiles - Les Escroffes - RN1 - Tél. : 984.72.68. • Paris - Palais de l'Europe - 1, rue J.-Cottin - Tél. : 034.46.27. • Saint-Ouen - Villeneuve-la-Garenne - S.T.C.A. - 29, rue du Général-Lecteur - Tél. : 037.31.87. • Saisy-sous-Montmorency - Garage Lami - 71, avenue du Général-Lecteur - Tél. : 909.07.71.

FIAT

هكذا من الأصل

France

LES GRÈVES HOSPITALIÈRES

La gauche prise au piège

« Le monde médical que j'ai découvert au ministère de la santé continue de me passionner. Les médecins sont des hommes remarquables. » M. Jack Ralite suit, au jour le jour, dans le détail, les mouvements qui agitent le monde de la santé. « Je lis tout ce qu'on écrit sur ces questions », explique-t-il. Inquiet pour le présent comme pour l'avenir, le nouveau ministre de l'emploi n'a rien oublié de ses difficultés passées. « Il y a, dans une partie de la hiérarchie hospitalière, confie-t-il, les gens les plus réactionnaires qu'il m'ait été de rencontrer. Plus que tout ce que je pourrais imaginer. Le grand patronat, je le connais. Il vous ment en vous faisant un clin d'œil. Là, c'est différent : des gens déloyaux. »

Ceux dont parle M. Ralite viennent à leur tour d'entrer dans le cortège des grévistes qui enrayent de plus en plus le fonctionnement du système public de soins. Ils rendent ainsi encore plus complexe l'analyse d'un mouvement où se mêlent à n'en plus finir, en un jeu paradoxal, les cartes de l'arrogance, de la révolte, de la manipulation — et des erreurs — politiques.

Quelles que soient les suites de ce mouvement, c'est bien aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, la gauche dans son ensemble qui apparaît prise au piège. Un piège qui, lentement, s'est formé pendant ces vingt dernières années avec l'absence de contrôle de la démographie professionnelle, le piège que la gauche a elle-même contribué à tendre sans imaginer un instant qu'il pourrait se refermer sur elle.

Au lendemain de la victoire de M. François Mitterrand, la « droite médicale » n'avait, disait-elle, qu'une crainte : la collectivisation du système de soins. En l'absence de données précises, les ténors de la médecine agitaient nerveusement les épouvantails des centres de santé intégrés et de la mort progressive du secteur libéral. L'arrivée de M. Ralite, son tour de France de la santé ne calmèrent aucune crainte. Mais les assurances réitérées que le train de réformes à venir ne léserait rien la médecine libérale furent vraisemblablement entendues. Solidarisée médicalement par son amplexus, puis elle sembla disparaître. « En fait, ses animateurs entraînent dans l'ombre », soutient-il, « y a quelques semaines au ministère de la santé, où l'on restait intimement persuadé que les mouvements de grève, alors à leur début, étaient avant tout le fruit d'une subtile manipulation politique antigouvernementale. »

Plusieurs grèves sans conséquences furent enregistrées en 1982. Quelques jours avant les élections municipales, les étudiants commencent leur mouvement. Un peu plus tard, c'est au tour des internes et des chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires, alors même que les représentants des internes venaient d'estimer satisfaites les dernières propositions gouvernementales.

L'un des paradoxes de ces conflits vultueux qu'on retrouve d'un côté une large base de grévistes qui veut « des changements » et de l'autre un gouvernement qui s'est engagé à réaliser des réformes. Les divergences avouées portant sur le rythme de ces dernières ou sur l'insuffisance des concertations qui les auraient précédées ne peuvent raisonnablement ni expliquer ni justifier une grève des soins qui, fait unique en France, entre dans sa sixième semaine.

On fait valoir, côté gouvernemental, pour expliquer cette situation, l'important décalage qui existe entre une base politiquement immature, « qui fait l'expérience du syndicalisme », et des représentants, « tites politiques pensantes », solidement ancrés à droite. On évoque, par exemple, et au sommet, une entente « au sommaire » entre les responsables syndicaux des internes, des chefs de clinique et de certains « patrons ».

On qualifie aussi de « gauchisme aventuriste » l'attitude de certains syndicats, comme le Syndicat de la médecine hospitalière, partenaire im-

portant dans les négociations antérieures avec le ministère de la santé qui, « poussant au crime », est allé jusqu'à soutenir la grève des internes et des chefs de clinique pour que les réformes arrivent plus vite et qui est contraint aujourd'hui de se démancher de celle des patrons.

Sans nier les difficultés qu'ils rencontrent — revendications catégorielles toujours plus importantes, représentations syndicales multiples, — force est de constater que les interlocuteurs ministériels ne se sont pas montrés au total grands stratèges. Fallait-il vraiment commencer par supprimer le secteur privé à l'hôpital public ? M. Ralite continue d'en être persuadé. « C'était un venrou à faire sauter », explique-t-il. Selon lui, cette suppression était le préalable indispensable aux réformes ultérieures que doit mettre en place la prochaine loi hospitalière. Elle a aussi été suffisante pour amener un ferment de mécontentement dans une hiérarchie déjà coupée d'avec le ministre et qui a dès lors donné l'exemple de la grève.

Devait suivre le projet de réforme du statut des médecins hospitaliers. Prêt dès octobre 1982 au ministère de la santé, il ne fut rendu public qu'en mars 1983 et encore, amputé du volet universitaire que devait traiter pour sa part le ministère de l'éducation nationale. Complexité du dossier ou, comme c'est vraisemblable, crainte des responsables politiques devant certaines réformes jugées d'autant plus hâtives qu'elles étaient proposées par un ministre communiste ?

Situation bloquée

Aujourd'hui, la situation est bel et bien bloquée, envenimée d'autre part par la grève des étudiants en médecine. A cet égard, la décision de reporter à la session d'automne l'examen du texte de loi sur la réforme hospitalière peut apparaître comme une erreur. Elle n'a en aucune manière, été perçue comme un « apaisement » par les grévistes. Mieux : elle a satisfait la partie des « mandarins » qui demande aujourd'hui, sur le même thème, le report de l'examen parlementaire du texte de loi portant réforme de l'enseignement supérieur. Enfin, elle aura pour conséquence de décaler l'application du budget global hospitalier prévu pour le 1^{er} janvier 1984 et la mise en place des départements hospitaliers. En d'autres termes, ont introduit la rigueur à l'hôpital sans avoir bouleversé son pesant système hiérarchique.

La réunion tant réclamée, à droite, d'un Grenelle hospitalier, ne pourra maintenant aboutir qu'à un constat d'impasse et au renvoi sine die de toute réforme majeure. « C'est vrai, nous avons peut-être mal vendu Ralite et ses réformes, accepte-t-on de confier en haut lieu. Mais on ne peut pas dire que nous avons trahi les pieds. Il n'y a pas eu de conflit politique. »

Le gouvernement entend aujourd'hui faire preuve de fermeté. Soit. Mais à supposer que — compte tenu des risques encourus — internes et chefs de clinique décident de cesser le mouvement dans quelques jours, ils n'auront rien obtenu de substantiel. Sur quelle base la gauche s'appuiera-t-elle alors pour mettre en chantier les réformes qu'elle a promises ? Des mouvements de grève commencent maintenant dans certaines universités, en liaison étroite avec les événements hospitaliers (le Monde du 23 avril). Le piège se referme bel et bien.

JEAN-YVES NAU.

LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE MANIFESTERONT LE 27 AVRIL

Les représentants des étudiants en médecine grévistes ont décidé, le 22 avril, d'organiser à Paris une manifestation nationale de protestation le 27 avril. Cette date pourrait être modifiée, expliquent-ils, si les étudiants de certaines U.E.R. de droit — dont Assas — retenaient cette même date pour leur manifestation. D'autre part, la trêve des actions spectaculaires qu'ils observaient depuis quelques jours a été rompue. Diverses actions ont en effet été menées, notamment à Rouen (déplacement de rue), à Aix-en-Provence, dans l'Isère, le Pas-de-Calais et le Rhône. Une rencontre, le 22 avril, avec un représentant du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale n'a permis aucun progrès. Aucune date n'a été fixée pour de prochains contacts avec les milieux officiels.

APRÈS LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

Un parti en transition

L'analyse développée, dans son rapport, par M. Marchais met en avant l'idée que la crise économique est celle du seul système capitaliste, ce qui a deux conséquences. La première, c'est que cette crise n'affecte pas les pays socialistes qui sous forme de « retombées », M. Marchais avait déjà soutenu à plusieurs reprises, notamment dans une conférence à l'école centrale du P.C.F. (le Monde du 1^{er} décembre 1982), cette affirmation, que contredit la situation de pays tels que la Roumanie, la Pologne ou même la Hongrie (1). La seconde conséquence de la thèse exposée par M. Marchais, c'est, à-t-il dit, que « non seulement la crise du capitalisme ne se réduit pas, mais, même s'il faut y voir, à court terme — ce qui n'est même pas assuré — un arrêt de la récession, tous les facteurs d'aggravation de la crise pour les prochaines années sont là ».

Il en résulte qu'il serait vain pour le gouvernement de mener une politique d'adaptation à la crise, dans l'espoir d'une reprise à venir. La seule voie possible est celle de la rupture avec le système et, donc, d'un projet de grève vers le socialisme. M. Marchais l'a répété avec force, jeudi soir, sur Antenne 2 : c'est pour aller vers le socialisme que les communistes participent au gouvernement et soutiennent sa politique ; c'est en fonction de cet objectif qu'ils jugent le bilan de la gauche positif ; enfin, ils pour-

Le comité central du P.C.F. a décidé, au cours de sa réunion des 19 et 20 avril, de donner un tour plus positif qu'auparavant à l'engagement des communistes dans la majorité. Instruite par les rapports reçus des fédérations des sentiments exprimés par les militants qui avaient participé à la discussion organisée au sein du parti, la direction a expliqué, par la voix de M. Georges Marchais, que la participation au gouvernement n'est remise en cause par personne, mais que le plan de rigueur appliqué actuellement suscite le « mécontentement » des communistes.

relent aussi travailler à la réalisation du « socialisme à la française » hors de la majorité. En d'autres termes, il n'est pas indispensable au parti communiste d'être au pouvoir pour faire avancer la France vers le socialisme.

Cette précision, ajoutée au rappel que les communistes « n'approuvent pas » le plan de rigueur (le Monde du 23 avril), montre que, si la réunion du comité central marque un pas en avant vers une nouvelle orientation du gouvernement — au moment même où la politique suivie par celui-ci divise les socialistes — elle n'a pas levé complètement l'ambiguïté de la démarche suivie par le P.C.F. depuis deux ans.

Cette ambiguïté n'est évidemment pas étrangère au fait que, comme M. Marchais l'a souligné avec satisfaction dans son rapport, « beaucoup de gens ont tourné leurs regards » vers les communistes, dont

l'attitude a « attiré l'attention » dans la dernière période. Depuis la formation du troisième gouvernement Mauroy, en effet, le parti communiste a occupé une large place sur le devant de la scène. Il n'en aurait sans doute pas été ainsi si la conduite qu'il allait adopter avait paru d'avance certaine à l'extérieur. En entretenant un certain mystère autour de leurs décisions, en se plaçant, de la sorte, sous les projecteurs, les dirigeants communistes se sont aussi exposés à une observation de type « krominologique » du rôle tenu par chacun d'eux et à une évaluation de leurs situations respectives.

Ces circonstances ont permis de constater de nouveau que l'adhésion à la personne de M. Marchais n'est plus de rigueur chez les communistes. Cela ne signifie pas que le pouvoir du secrétaire général soit réduit ni son autorité contestée. Toute critique formulée contre lui de l'extérieur est toujours ressentie par le parti des communistes comme visant le parti lui-même, et elle est, à ce titre, repoussée.

La fin de l'ère Marchais

Chez les communistes qui s'étaient engagés dans la voie de la critique, discrète ou ouverte, le comportement de M. Marchais est plus ou moins mis en cause, mais c'est la direction dans son ensemble qui, la plupart du temps, est tenue pour responsable des erreurs dénoncées. M. Marchais n'est pas ordinaire d'une politique définie, que permettraient de distinguer les réticences ou les oppositions qu'elle rencontrerait au sein des instances dirigeantes. Il est vrai, en revanche, que le secrétaire général incarne, aux yeux des générations plus anciennes de militants et de cadres, un style de direction et de représentation du parti communiste, auquel certains ne se sont jamais habitués.

Ce sentiment, que l'on rencontre par exemple chez des élus de la région parisienne, avait été renforcé par l'échec du P.C.F. au printemps 1981, échec ressenti comme étant d'abord celui de son principal dirigeant. Ce qui est plus révélateur d'une désaffection à l'endroit du secrétaire général, c'est la façon dont se répand l'idée que sa présence à la tête du parti correspondrait à une sorte de transition. On admet que l'ère Marchais est potentiellement terminée : le secrétaire général incarne le problème posé au parti, plutôt que sa solution, mais il assure, en même temps, la continuité de l'un à l'autre.

La vingt-deuxième congrès du P.C.F., en février 1976, était apparu, sur le moment, comme consacrant l'adoption par le parti d'une ligne politique tenue pour être celle du secrétaire général. La suite des événements, à partir de 1977, avait incité à remettre en cause cette apparence, mais certains avaient compris les événements de la façon suivante : l'évolution du P.S. et la rupture de l'union soumettaient M. Marchais et les dirigeants les plus proches de lui à de fortes pressions de la part des plus méfiants vis-à-vis des socialistes et des plus réservées quant aux changements qui se produisaient dans le parti lui-même ; le secrétaire général devait jouer, faire des concessions, mais il maintenait le cap.

M. Marchais conservait ainsi la confiance de cadres et de militants qui voyaient en lui un homme capable de franchir cette mauvaise passe, au prix de regrettables contradictions par rapport aux idées qu'il avait lui-même défendues dans la période précédente, mais avec l'espoir de triompher des archaïsmes qui entravaient la modernisation du parti. C'est au printemps 1980 que cette confiance avait commencé à se fissurer, après l'approbation spectaculaire de l'intervention soviétique en Afghanistan et la façon dont la direction avait, ensuite, fait du soutien à cette position un critère de fidélité au parti : c'était la fin de toute référence réelle du P.C.F. à l'eurocommunisme. Il semble, en outre, que la relance de la polémique sur l'activité de M. Marchais pendant la guerre, en mars de l'année dernière, ait entraîné chez le secrétaire général et dans son entourage une réaction de durcissement de la campagne, déjà engagée, pour l'élection présidentielle.

La campagne elle-même ne soulève un certain enthousiasme que chez ceux qui adhèrent pleinement à sa finalité : affirmer la force du parti et mettre le P.S. en échec. Beaucoup d'autres se résignent à cette entreprise sans y engager leur foi. La façon dont le candidat manie l'argument du désistement au second tour ne paraît pas toujours très habile. Toutefois, ceux-là mêmes qui s'abandonnent à un échec ne prévoient pas qu'il serait de cette ampleur. Les 15,35 % du 28 avril furent perçus par eux comme la fin d'une période pour le P.C.F. ; la victoire du 10 mai leur parut susceptible d'en ouvrir une nouvelle.

Chez certains de ceux qui se situent dans cette perspective, la détermination est forte de prouver, à l'extérieur, qu'elle est déjà engagée, en laissant entendre que la succession de M. Marchais serait virtuellement réglée, voire sur le point de l'être effectivement. Ce ne serait qu'à cette condition que le P.C.F. pourrait remonter, dans l'opinion, un réel regain d'attention.

Le secrétaire général a souligné, mardi dernier, que les communistes peuvent faire parler d'eux sans cela : il leur suffit de faire en sorte que l'on s'intéresse sur leur attitude vis-à-vis du gouvernement...

PATRICK JARREAU.

(1) Voir, à propos de la Hongrie, l'article paru dans « le Monde de l'économie » (le Monde du 19 avril).

Une majorité de Français — 46 % contre 32 % — souhaitent que le P.C.F. quitte le gouvernement (22 % se prononcent pas), selon un sondage de l'IFRES que publie, samedi 23 avril, le Quotidien de Paris. L'enquête, réalisée du 15 au 20 avril auprès d'un échantillon de mille personnes, indique, d'autre part, que 69 % des Français seraient « hostiles ou très hostiles » à la nomination d'un premier ministre communiste.

Le conseil régional de Poitou-Charente a réélu le vendredi 22 avril, à sa présidence M. Raoul Cartraud, député socialiste de la Vienne et maire de Chauray, par 25 voix ; l'opposition a voté blanc.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 2,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Australie, 10 sh. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 75 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 50 dr. ; Hongrie, 100 H. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 98572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS IX

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications : 6
ISSN 0244-2017

LA République Démocratique Allemande à la Foire de Paris 1983

EXPOSITION

D'une large gamme de biens de consommation présentés par neuf entreprises du commerce extérieur :

- porcelaine de ménage et de décoration de grandes marques ;
- verrerie et cristaux au plomb ;
- tissus d'ameublement et les fameuses dentelles de PLAUE ;
- articles de ménage ;
- matériel de radio et de télévision ;
- microscopes et jumelles de ZEISS ;
- montres de tous modèles.

VENTE SUR PLACE

- appareils photo PENTACON, dont le nouveau PRAKTICA BC 1 et accessoires ;
- poupées, jouets en peluche, vaisselle de porcelaine pour enfants ;
- céramique d'artisanat ;
- bijoux d'ambre et d'argent.

DÉGUSTATION

des spécialités berlinoises et de Thuringe au restaurant typique, aménagé par l'hôtel METROPOL de Berlin.

INFORMATION

sur les destinations touristiques en R.D.A. et les moyens de transport.

Visitez le stand de la R.D.A.
Bâtiment 1 - Stand I.R.29

POUR LE PROGRES TECHNIQUE ET LE COMMERCE OUVERT AU MONDE

Société

SEVESO SEPT ANS APRÈS

Les fosses communes d'une pollution

On continue à chercher les quarante et un fûts de dioxine de Seveso en Italie, en Allemagne fédérale et même en Angleterre.

La firme Hoffmann-La Roche, qui en était responsable, se joint aujourd'hui à la moutte des limiers lancés sur les traces de ce produit toxique. Dans un communiqué, elle admet toute personne

pouvant donner un renseignement sur le lieu d'entreposage d'informers les autorités. Elle déclare vouloir prendre en charge les frais de transport et de destruction de la dioxine.

Pendant ce temps, M. Bernard Paringaux, responsable de la Spelidex, société française à laquelle avait été sous-traitée l'élimination des fûts, est en prison.

Malgré l'insistance du magistrat instructeur, il se tait... Et à Seveso, sept ans après, on nettoie encore

De notre envoyé spécial

SEVESO. — Evidemment, on pourrait user du vieux adage : plus de peur que de mal. C'est vrai que Seveso, autour de son clocher baroque, sept ans bientôt après l'accident qui lui donna une de ces célébrités que vous collent les désastres, et au lendemain du renvoi au 11 mai par le tribunal pénal de Monza du procès des cinq inculpés, dirigeants ou responsables de l'usine Icmesa et du groupe Givaudan, vit comme elle vivait auparavant.

Oubliées la peur et les paniques de juillet et août 1976. Fini le cauchemar des évacuations dans le tumulte et l'affolement. Abolies les craintes épouvantables que nourrissait le sentiment d'avoir vécu l'Apocalypse. Il est grand temps de respirer. Les chloracés sont toutes guéries. Seuls ont péri 77 000 animaux abattus, des poules et des oiseaux. Vive la vie ! Que pouvait-on rêver de mieux au groupe Givaudan ?

Cependant, si les habitants, pour avoir été indemnisés par les sociétés en cause, veulent oublier,

il reste que le bureau spécial chargé de mener à bien les plans et programmes d'assainissement et de décontamination des sites environnants n'en a pas encore fini avec cette dioxine répandue le 10 juillet 1976 et dont il entend éliminer jusqu'au dernier microgramme. Alors, oui, Seveso et les communes voisines de Meta, Desio, Sessano-Maderno font comme si rien n'avait été, mais elles ne peuvent quand même ignorer cet énorme chantier qui bouleverse encore le territoire le plus proche au sud de l'usine éteinte et dont l'objet est de réhabiliter par un immense récurage toute cette zone A de 70 hectares.

Tombeaux pour ruines empoisonnées

Sur cet espace, il faudra encore bien plus d'une année d'efforts pour que soit transformé en parc naturel avec « espaces récréatifs » ce qui reste d'une zone sinistrée. Pour commencer, on a tout rasé, à l'exception d'une maison ou d'une autre ce qui pouvait être tenu pour contaminé : maisons, arbres,

bâtiments agricoles, jusqu'à la moindre cabane, jusqu'au moindre outil. Tout cela broyé, concassé, emballé, devait être enfoui. Vastes comme des stades, deux fosses ont été creusées. Il a fallu en assurer l'étanchéité, l'imperméabilisation, l'isolation absolue. On y travaille encore. Ces deux tombeaux, l'un de 80 000 mètres cubes, l'autre de 150 000 mètres cubes pour ruines empoisonnées ont été bardés d'argile, de plastiques spéciaux soudés entre eux comme des crêpes de pluie. Ils ont mobilisé pour leur confection des équipes entières. Le premier est aujourd'hui achevé, réformé par un couvercle de béton sur lequel on a déposé 70 centimètres de bonne terre cultivable pour les arbres à venir. L'autre, le plus vaste, au fond duquel opèrent encore des équipes lilliputiennes vues du haut, demandera encore un an de travail.

Plus loin, en bordure de l'autoroute, une noria de pelleteuses enlève les terres à éliminer, les charge dans des camions et les transporte ailleurs en vue de réhabilitation selon le degré de pollution, de 0,5 microgramme au mètre carré à plus de 50, ce plus de 50 pouvant aller jusqu'à 500. Car on a opéré par prélèvements et analyses en laboratoire pour savoir quelle avait été la dose exacte d'impregnation de la dioxine, jusqu'à quelle profondeur il convenait de récurer cette surface empoisonnée impitoyablement mise à nu pour une pareille opération de chirurgie géologique.

Plus de peur que de mal ? Peut-être, mais à voir le temps qu'il faut et qui passe pour refaire en somme un paysage de quiétude, à voir aussi les précautions prises et exigées de ceux qui opèrent sur cette zone A, porteurs de vêtements spéciaux de la tête aux pieds, masqués comme des astronautes de la glaise et de la boue,

on peut se dire que l'accident n'était pas anodin et que la Icmesa en a fait de belles sur ces confins de la plaine lombarde.

Petit à petit, malgré tout, la vie reprend le dessus. Sur la zone A, qui avait été divisée en sept secteurs, trois de ceux-ci sont jugés aujourd'hui assainis : 500 des 735 personnes qui en avaient été évacuées au moment de la grande peur de l'été 1976 y vivent de nouveau, réinstallées dans leurs maisons retrouvées après récurage, lavage à haute dose des murs et des

du bâtiment de l'usine Icmesa où s'était produit l'accident du 10 juillet 1976 ont été déposés dans la fosse aujourd'hui recouverte de la zone A, il est précisé en revanche qu'il n'en a pas été de même des résidus contaminés provenant du vidage du réacteur où s'opérait le jour de l'accident la production de trichlorophénol. « Ces résidus, peut-on lire dans ce texte, ont été mis en fûts. Toutes les autorisations nécessaires ayant été préalablement obtenues sous le contrôle des autorités ré-

bâtiment B d'Icmesa. Une nouvelle affaire de fûts en promenade risque alors d'apparaître, car Givaudan annonce d'ores et déjà que « ces équipements et ces déchets seront entreposés eux aussi dans un lieu présentant toutes les conditions de sécurité requises ».

Après les biens, les gens. Comment se portent-ils aujourd'hui, ceux de Seveso, de Meta, de Desio, de Sessano-Maderno et des communes voisines ? Officiellement, la réponse est rassurante. Parmi les 1 979 personnes évacuées de la zone sinistrée, on a relevé 193 cas de chloracés aujourd'hui guéris et rien d'autre. Sept ans après, le usage de dioxine répandus sur la région n'a donc entraîné pour l'homme aucune autre manifestation pathologique. Cela n'exclut pas une assistance sanitaire qui se poursuit. Ces 193 victimes, continuent de faire l'objet de contrôles médicaux réguliers. De même, on suit médicalement les ouvriers qui travaillaient à Icmesa comme tous ceux qui, aujourd'hui, sont employés aux travaux de décontamination et à la remise en état de la zone A.

On n'oublie pas non plus que, dans la période noire de Seveso, beaucoup ont cru que des naissances anormales, des tumeurs constatées, étaient l'effet de la catastrophe. Aussi bien observe-t-on de la manière la plus rigoureuse les naissances, les cas de malformations ou de tumeurs. Cent vingt mille personnes sont ainsi soumises à des examens.

Jusqu'à présent, assure le docteur Mezzan, qui a la charge de cette coordination sanitaire, nous n'avons pas observé parmi cette population un taux d'anomalies ou de maladies différent du taux moyen. A quel les soupçons répandus déjà, que sept ans ne suffisent pas pour tirer des conclusions définitives.

En cet avril 1983, il pleut sur Seveso, sur sa campagne à peine déclose, sur ses magnolias et ses pêchers en fleurs, comme il pleut sur les fosses communes boueuses d'une pollution qui n'en finit pas de se faire ensevelir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

41 Fûts de dioxine sont cachés dans ce gentil PAYSAGE. ESSAYEZ DE LES RETROUVER.



(Dessin de FESSIN.)

toitures, après remplacement de la terre environnante. Inutile de les solliciter : pour eux, le passé, c'est le passé. « Moins on parle de Seveso, mieux ça vaudra, en tout cas pour nous. » Seuls, mais ils se font rares dans la ville, les plus politisés tentent d'entraver cette dé-

gionales de Lombardie, ces fûts ont alors été acheminés et entreposés à l'étranger, dans des conditions de sécurité maximales, par une société hautement spécialisée. Voilà qui est dit et bien dit, écrit et bien écrit, sans que, pour autant, soit levé ce qui, pour le groupe Hoffmann-Laroche et sa filiale Givaudan, doit quand même demeurer un secret. Secret d'autant plus nécessaire semble-t-il que, aujourd'hui, la décontamination de l'usine n'est pas achevée : elle ne le sera qu'une fois démolie totalement le

Le courtier solitaire des barils de dioxine

(Suite de la première page.)

En novembre 1981 d'abord, comme le démontre un échange de lettres en possession du juge, il se renseignait auprès d'une décharge du Bade-Wurtemberg (R.F.A.) sur les moyens d'y entreposer le produit hautement toxique. M. Paringaux n'a vraiment rien d'un loup de mer de la dernière heure. Sa vie, après des passages à la Compagnie française des pétroles et dans d'importantes sociétés allemandes, est là pour témoigner — depuis dix ans — de son activité en faveur de cette « Europe des déchets » qu'il appelle de ses vœux.

De gros clients

En août 1973, après son arrivée à Marseille, il crée la société Incimer (Incineration en mer) afin d'éliminer en haute mer, sur des bateaux incinérateurs, les rejets chlorés. De nombreux industriels, dont Rhône-Poulenc, font alors appel à lui. Il s'agit tout à tour de deux bateaux, le Mathias I et le Mathias II, appartenant l'un et l'autre à des sociétés allemandes, le Stahl und Blech Bau et la fameuse société Menneman, premier intermédiaire d'Hoffmann-Laroche pour l'élimination de la dioxine. Un arrêté préfectoral lui interdit-il est, en décembre 1974, l'appareillage de ces navires en Méditerranée ? M. Paringaux organise alors ses activités en mer du Nord, à partir de Bordeaux, en attaquant devant les tribunaux la décision des pouvoirs publics. S'il gagne devant le Conseil d'Etat en 1981 et s'il réclame aujourd'hui, au titre de dommages et intérêts, 30 millions de francs à l'Etat, se clientèle, malgré tout, organisée de plus en plus, même l'élimination de ses déchets industriels. Sa société a été déclarée en règlement judiciaire le 21 novembre 1979.

Dès 1977 pourtant, il pécit par ailleurs une agence qui travaillait pour des industriels situés, avec une décharge à Derby, près de Lyon, rapidement fermée pour des activités à la limite de la légalité. M. Paringaux devient alors un des deux actionnaires d'une autre dé-

charge, l'Accodon, située à Roumégoux, en Charente-Maritime. Ses activités ne s'arrêtent pas là : entre deux voyages au Koweït ou aux Etats-Unis, il popularise un matériel allemand de lutte contre la pollution portuaire, notamment dans le port d'Hamboirg ; au début de 1979, avant même le décès de la société Incimer, par exemple, à Soissons-deux ans, crée la Spelidex : une simple boîte aux lettres à Marseille, avenue du Prado, au septième étage d'un immeuble résidentiel, un téléphone et tout est prêt, d'après ses amis, de trouver « des créneaux spécialisés ». E.D.F. lui confie chaque année, pour 1 million de francs, le contrat de près d'un million de condensateurs hors d'usage qui sont transportés par ses soins dans cette décharge de Base-Seva, près de Hambourg, soupçonnée d'abriter, depuis quelques jours, la dioxine de Seveso.

Prie de court, il y a un an, par le refus des Allemands de recevoir des récipients imbibés de pyralène, M. Paringaux loue, à Saint-Quentin, une société de chaudronnerie, un hangar de 7 000 mètres carrés, où la fameuse dioxine fut entreposée. Le seul salarié de sa société, M. Qui-gnon, s'y employait à séparer le pyralène des condensateurs : le premier est brûlé dans une entreprise agréée de l'Ain, à Saint-Vulbas, les seconds sont envoyés en Allemagne. Le contrat a été suspendu en janvier dernier par E.D.F., alertée sur l'affaire de la dioxine par les services officiels.

En fait, la direction interdépartementale de l'industrie fut, au départ, bien davantage choquée par ce hangar non déclaré que par le stockage de quelques fûts de dioxine. Le procureur de la République a, depuis, changé d'avis... prêt à oublier ce hangar pour mieux se concentrer sur les fûts toxiques. Si M. Paringaux ne passe pas aux aveux, le parquet de Saint-Quentin ne pourra pas sérieusement compter sur les deux policiers du S.R.P.J. d'Amiens affectés à cette enquête pour retrouver à travers l'Europe, quarante et un fûts de dioxine.

NICOLAS BEAU.

L'ÉRUPTION DE L'ETNA

Avec la terre, le passé disparaît sous la lave

Après s'être ralentie un moment, l'activité de l'Etna, qui dure depuis vingt-six jours, a repris de plus belle vendredi 22 avril.

De notre envoyé spécial

ETNA. — A toi, sainte Marie des neiges, aie pitié. Fixée à une croix de bois faite de deux branches croisées, un peu de guingois, la feuille blanche sur laquelle une main inconnue a écrit une longue prière en dialecte est agitée par le vent. A faible distance, comme une gigantesque chenille noire et fumante d'une dizaine de mètres de hauteur sur plus de 500 mètres de large, roulant sur elle-même dans un bruit d'éboulement continu, la coulée de lave de l'Etna avance avec l'exaspération lente de l'implacabilité. Sa progression est accompagnée du crépitemment du bois qui brûle.

De temps à autre, un bloc plus gros se détache du magma et roule un peu plus bas, découvrant ses entrailles en feu. Car la surface de la coulée est faite de lave refroidie : la lave chaude, à quelque 1 000 °C. Celle-ci coule à l'intérieur, gonflant la croûte extérieure et la faisant se mouvoir.

Assis sur un tronc d'arbre, frère dans sa soutane, Don Signorello, curé de Belpasso, à quelques kilomètres plus bas, regarde sa maison. Dans quelques heures, elle sera absorbée par la lave, qui s'empare déjà des arbres en fleurs de son jardin : avant de les ployer par sa chaleur, elle les dépeuple lentement, les dessèche sur pied.

Depuis près d'un mois, l'Etna est en éruption. Après un tremblement de terre le 27 mars, le volcan s'est ouvert sur son flanc sud à 2 500 mètres d'altitude, soit à 800 mètres du cratère central. De quatre « bouches », devenues sans doute une douzaine depuis, la lave a commencé à couler au rythme de 2 mètres à la seconde. La coulée a déjà parcouru près de 6 kilomètres, faisant disparaître des vallées, comme Piano-Botaro, ou des mamelons, comme Monte-Faggio, Monte

Giacca, etc. Elle s'est divisée en trois bras descendant en direction de Nicolosi (15 000 habitants) et de Belpasso (30 000 habitants), à mi-chemin entre l'Etna et Catane. Jusqu'à présent l'éruption a détruit deux casernes de gardes forestiers, deux hôtels-restaurants, l'un des plus beaux funiculaires d'Europe, 15 kilomètres de route panoramique, une quinzaine de grandes villas au bord des routes et une centaine de maisons isolées.

Au-dessus de Nicolosi, en direction de Sapienza, la route sinuée a été coupée en plusieurs endroits. Vendredi 22 avril, elle s'apparentait à englober le fameux restaurant Angelo-Musco, évacué deux jours plus tôt. Les habitants (200 à 300 personnes) des alentours emportent tout ce qu'ils peuvent démonter, baïnettes et volets, chargés sur des camions.

La coulée principale un peu plus à l'est est descendue jusqu'à 1 200 mètres. Elle progresse à la vitesse d'une vingtaine de mètres à l'heure mais accélère parfois : en quatre heures, nous l'avons vue avancer de 160 mètres sur la route de Nicolosi. La coulée de lave menace directement désormais Belpasso et Nicolosi, à quatre kilomètres plus bas à l'ouest.

Les populations ont envoyé des télégrammes à Rome pour que soient prises des mesures d'urgence. Jusqu'à présent, la préfecture de Catane a cherché à minimiser les choses, par « peur de décourager le tourisme », affirment les habitants dont les maisons sont menacées. « C'est pour cela que la région n'a pas encore été déclarée zone sinistrée. »

Assise sur une chaise entre les arbres, à quelques mètres de la coulée de lave, une bouteille d'eau à ses pieds, l'une des femmes en noir, Mme Maria Faro, est là depuis l'aube. « Avec nos terres, c'est notre passé, nos souvenirs, qui disparaissent, dit-elle. Avant deux ou trois siècles, ici, rien ne repoussera. Nous ne demandons rien à personne. Quand à lui — aura fini de gronder, nous fouillerons la cendre avec nos mains, comme nous l'avons toujours fait. Merci d'être venu ici, pour nous. »

PHILIPPE PONS.

Inondations, tempêtes

Une note salée pour les compagnies d'assurance

Les éléments naturels auraient-ils attendu le vote de la loi du 13 juillet 1982 — entrée en vigueur un mois plus tard — sur l'indemnisation des dégâts des catastrophes naturelles pour se déchaîner ? Depuis sept mois, inondations, tempêtes et tornades se succèdent en France à un rythme soutenu.

Situation exceptionnelle, reconnaissent les météorologues, mais aussi les pouvoirs publics et les compagnies d'assurance, qui commencent à trouver la note un peu « salée ».

La Caisse centrale de réassurance, établissement public auprès duquel se réassurent la plupart des compagnies, a recensé quarante-huit cas de catastrophes naturelles survenues en France entre le 15 août 1982 et le 16 mars 1983. Et encore, ce comptabilise-t-elle pas les conséquences des inondations actuelles, très lourdes puisque une trentaine de départements pourraient être déclarés sinistrés (1).

Le coût de toutes ces catastrophes s'élève pour cette période à 3,4 milliards de francs pour les dommages assurés. Ne sont pas pris en compte les dégâts subis par les équipements publics (routes, ponts, bâtiments, etc.), qui peuvent être estimés, selon les spécialistes, à un tiers de cette somme, ni les dégâts aux biens non assurés.

La Caisse centrale de réassurance constate pour ce qui la concerne un déficit de plus de 1 milliard de francs, et cette somme risque d'être multipliée par trois ou quatre d'ici la fin de l'année si les catastrophes naturelles continuent au même rythme.

(1) Voir le Monde du 16 avril.

ALGÉRIE

PIÈCES DÉTACHÉES AU PLUS JUSTE PRIX de toutes marques, camions, voitures, motos et machines électriques et électroniques (télévision).

MAFEX — 607-42-28 3, rue du Château-d'Eau — 75010 Paris

SAISON DU
Malgré

La justice

est une cent

de M. B...

Le plan Orsini...
M. B...

M. Fraton...
jugé par défaut

De notre correspondant...
M. B...

Le plan Orsini...
M. B...

Le plan Orsini...
M. B...

حکومت الامم

SALON DU LIVRE 1983

Malgré parents et enseignants l'enfant-lecteur

C'est sur l'avenir que paraît le Salon du livre 1983 : il est significatif, en effet, que pour la « Première Rencontre internationale du Grand Public » — manifestation qui a lieu désormais chaque année — un thème différent — l'Association pour le livre et la lecture et le Syndicat national des éditeurs ont choisi le thème « l'inépuisable et le controversé » de l'enfant-lecteur. Sujet qui se préoccupe tout à la fois du futur amateur de livres, du futur ingénieur comme du futur écrivain, et aussi du futur client.

On refuse du monde enseignants, bibliothécaires, psychologues, pédagogues, auteurs, éditeurs, critiques... parents étaient venus très nombreux écouter les communications de sept personnalités internationales invitées pour exposer les expériences de développement de la lecture réalisées dans leur propre pays. Expériences riches et diverses, malgré les différences culturelles, elles butent inévitablement sur la question de savoir ce que l'enfant veut lire.

M. Rosario Gassol de Horowitz, vénéto-argentin qui a mené un travail important sur les besoins en matière d'éducation et d'alphabetisation des pays en voie de développement, exposait le rôle de ce qu'on appelle des « bibliothécaires aux pieds nus », pour qui se pose autrement le cadre de la bibliothèque. « L'Amérique latine, expliquait-elle, le premier problème reste ce qu'il faut en 1980 : l'alphabetisation ». Que répondre à ceux qui demandent si l'alphabetisation est vraiment indispensable à des adultes qui n'ont besoin que du livre nécessaire pour leur vie professionnelle ? La honte n'est pas une méthode de lecture. Comme remarquait M. Gassol de Horowitz : « les alphabètes n'ont pas recours aux bibliothèques ».

An Stégar, un projet pilote baptisé « Informatique et Éducation » entrepris depuis 1982, expérimente l'usage de la micro-informatique dans l'apprentissage de la lecture.

M. Sylla Fatima, qui travaille avec le Centre mondial de l'informatique, expérimente cette méthode dans les écoles primaires de la région de Dakar avec des enfants de huit à dix ans : une somme de langage — conçu par un professeur de MIT selon le principe Logo — est insérée dans la machine, et l'enfant, mis devant l'ordinateur, apprend à maîtriser la technologie informatique... et fait, paraît-il, des progrès en vocabulaire, conjugaison, orthographe ou mathématiques. « Cette nouvelle utilisation de l'informatique dans le langage, permettrait de faire des hommes de main sous-développés des utilisateurs de technique, tout en ayant un impact réel sur la lecture », concluait M. Fatima.

L'inégalité des objectifs étant mise en lumière, le pragmatisme des éducateurs, on peut se demander à quel moment le livre supplante la machine et craint, comme le faisait remarquer M. Laurence Lentin, que l'on ne forme ainsi que des lecteurs « à la technique inférieure ». A quoi bon lire ?

Paradoxalement, à l'Est, la situation de l'enfant-lecteur n'est pas radicalement différente de ce qu'elle est à l'Ouest, si l'on frappe de comparaison que M. Miklos Kovacs, directeur de la section d'Etat hongroise pour la jeunesse, déplorait que la majorité des enfants de quatorze ans lisent mal et que la régression de la lecture se traduise par une petite lecture de fréquentation des bibliothèques en Hongrie, d'où prenne son essor l'enseignement à l'adulte.

Une corvée ou un plaisir ? Crise de l'école ? Echec de l'enseignement ? On se demande et on ne cesse pas durant tout le colloque sur l'enfant-lecteur — d'écouter durement l'enseignant se faire porter le bonnet et aux maîtres. Et il faut bien reconnaître que

certaines interventions de représentants de l'éducation nationale ressemblent étrangement à des démissions de l'enseignement par l'enseignant lui-même. Peut-on répondre à la lecture des enfants sans une affaire trop importante pour être laissée aux éducateurs ? Mais n'est-ce vraiment qu'une boutade ? N'a-t-on pas eu trop tendance à confondre lecture et lecture... à stimuler la lecture... à l'école, pour rien, par les livres, comme Genevieve Patte voudrait initier toutes les bibliothèques pour enfants. Le grand mot est jeté. « Sans le plaisir de lire on ne lit pas grand chose », faisait remarquer l'Anglais Margaret Meek, critique de livres pour enfants à la B.B.C. et auteur de nombreux ouvrages.

Faire de la T.V. une alliée « C'est en lisant que les enfants deviennent lecteurs, pour des raisons qui leur sont importantes et agréables, et non pas pour les raisons qu'on leur impose. » Récit de Shakespeare, expliquait-elle, distinguant bien que l'utile n'est pas forcément agréable et qu'on n'attrape pas les livres avec du plaisir. En Angleterre, par exemple, il prend un air sérieux et dit qu'un certain Graham Greene ont insisté que les influences les plus fortes venaient des livres lus avant qu'ils ne fussent adultes.

« Le jeune lecteur doit se sentir pas distingué par la lecture de livres écrits, ajoutait encore Mrs Meek. Il a besoin de beaucoup d'expériences pour le plaisir et pour reconnaître les livres qu'il aime lire. (Roland Barthes qui se réveille) C'est l'habit des jeunes, des écrivains et des professeurs. Et puis pas à la lecture d'Enid Blyton ou de La Chèvre jaune. C'est

en lisant qu'on devient lecteur, et il n'y a pas de mauvais livre pour le volume de lecture. Le livre qui fait plaisir au lecteur un autre livre. » répétait Rolf Zlotzberger, de Mayence, qui a créé un R.F.A. et organisme de promotion de la lecture, le « Deutsche Lesegesellschaft ». Cet organisme qui fait systématiquement du livre le partenaire de l'enfant utilise notamment la télévision comme une alliée du livre en diffusant systématiquement les listes de livres recommandés. Une liste de huit films de trente minutes chacun a également été réalisée pour rendre plus familiers aux adultes l'univers des livres pour les jeunes ; devant les succès, les émissions ont dû être diffusées une deuxième fois.

Notons que, sur un exemple, la Télévision française, l'initiation de la « Joie par les livres », vient de terminer un film réalisé par Michel Bonne, de l'équipe de Daniel Karlin : la Joie de lire, qui doit être programmée prochainement. Il était étonnant, à la fin de la rencontre, de constater comment, trop souvent, les parents se tendent à se décharger sur les maîtres, pour s'en plaindre ensuite. Quittant le Grand Palais et traversant la Bibliothèque des enfants, Daniel Karlin, plein de cousins, d'albums et de B.D., on pouvait voir les adultes passer leur regard par les rayonnages. « Allez, allez, C'est permis. Tu as le droit de toucher les livres. » Exactement ce qu'il ne faut pas dire. Car il faut, avec eux, échanger, après eux, leur aussi les livres de ses enfants. Nous y reviendrons.

COLETTE ZAND. « La manifestation de la journée « L'enfant-lecteur », enregistrée par France-Culture, avec Jean Yvonne, sera diffusée à partir du 3 septembre.

Les immortels à l'heure « H » Promenade en Temps d'été. En l'honneur de l'Institut, on s'agit de l'un des plus beaux du monde : la construction du pont des Arts. Ailleurs, on étrangle les fleuves comme on étrangle les garçons de béton ; on perfore les montagnes qui ont vu l'homme ; on trace des routes à travers les contrées où n'osait passer que le vent. Là, on remet en l'ouvrage le plus grand et le plus supérieur que l'Occident ait jamais eu l'idée de construire : un pont moderne majeur de son patrimoine. Pourquoi pas ?

L'habile faconnier qui est en train de faire le pont des Arts, c'est l'architecte Daniel Libeskind. Il a fait, en l'honneur de l'Eglise, manger les pissenlits par la racine.

Les réflexions en conclusion d'une conférence sur la bombe atomique et les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, que présente actuellement le FNAC, ont été d'une grande thermophilie. Un 1 mégatonne explosant à l'horizon optimale (de 200 mètres) à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

A l'heure « H », ça va s'agiter pour les immortels. Fondus illico les grands hommes : disons avec spéc, bi-sous et tout le saint-fruquin. Sur un prior, émettent avant les autres. Ceux qui ne sont pas de l'Académie française mais qui rôdent dans les parages de la capitale, le premier sera le 5 kilomètre. Le 2000 mètres de la Tour-Pont des Arts, à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

Dans les guinguettes illico les autres. Ceux qui ne sont pas de l'Académie française mais qui rôdent dans les parages de la capitale, le premier sera le 5 kilomètre. Le 2000 mètres de la Tour-Pont des Arts, à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

FICTION

Les immortels à l'heure « H »

Promenade en Temps d'été. En l'honneur de l'Institut, on s'agit de l'un des plus beaux du monde : la construction du pont des Arts. Ailleurs, on étrangle les fleuves comme on étrangle les garçons de béton ; on perfore les montagnes qui ont vu l'homme ; on trace des routes à travers les contrées où n'osait passer que le vent. Là, on remet en l'ouvrage le plus grand et le plus supérieur que l'Occident ait jamais eu l'idée de construire : un pont moderne majeur de son patrimoine. Pourquoi pas ?

L'habile faconnier qui est en train de faire le pont des Arts, c'est l'architecte Daniel Libeskind. Il a fait, en l'honneur de l'Eglise, manger les pissenlits par la racine.

Les réflexions en conclusion d'une conférence sur la bombe atomique et les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, que présente actuellement le FNAC, ont été d'une grande thermophilie. Un 1 mégatonne explosant à l'horizon optimale (de 200 mètres) à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

A l'heure « H », ça va s'agiter pour les immortels. Fondus illico les grands hommes : disons avec spéc, bi-sous et tout le saint-fruquin. Sur un prior, émettent avant les autres. Ceux qui ne sont pas de l'Académie française mais qui rôdent dans les parages de la capitale, le premier sera le 5 kilomètre. Le 2000 mètres de la Tour-Pont des Arts, à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

Dans les guinguettes illico les autres. Ceux qui ne sont pas de l'Académie française mais qui rôdent dans les parages de la capitale, le premier sera le 5 kilomètre. Le 2000 mètres de la Tour-Pont des Arts, à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

aux avoir aux carrés. Mortel. Entre 13 et 15 kilomètres, le vent vous brousse le poil encore le plus de 100 kilomètres-heure. L'explosion continue à l'horizon, se nourrit, le manger du sang à découvrir.

Tout est pour les bergers du mont Lozère, mais, il ors de 20 kilomètres du pont des Arts, on découvre les villages ha-mieux. FIP ne montre plus l'état des encombrements ; il n'y a plus d'incendies. Encore l'engin dont l'engin et les amir défont les méfaits d'un modèle (1977). Les trouvailles sont les ce

À début, au début, l'engin est une bombe atomique. Quelques bombes mort soudaine précipitées sans plaisir, sans mécontentement, les pauvres gens ont entrepris l'histoire de la bombe atomique mondiale comme un écrivain, un point central d'une œuvre qui a beaucoup préoccupé.

C'est pour les hommes, pour les femmes, pour les enfants, pour les adultes, pour les grands expérimentateurs de la bombe atomique. Le 6 août 1945, puis le 9. Une bombe à l'uranium sur Hiroshima (« le Fantôme »), une bombe à l'uranium sur Nagasaki (« le Bombardement ») sur Nagasaki. Trois bombes atomiques ont été lancées sur les quatre mois.

Jamais le Japon, qu'on n'aurait pas beaucoup de temps, ça va s'agiter pour les immortels. Fondus illico les grands hommes : disons avec spéc, bi-sous et tout le saint-fruquin. Sur un prior, émettent avant les autres. Ceux qui ne sont pas de l'Académie française mais qui rôdent dans les parages de la capitale, le premier sera le 5 kilomètre. Le 2000 mètres de la Tour-Pont des Arts, à Paris, à un pont des Arts tout haut, dommage.

La justice

est une « entreprise en difficulté » déclare M. Badinter devant l'U.S.M.

La justice française est une « entreprise en difficulté », a déclaré M. Robert Badinter le 22 avril, au congrès de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.), qui a lieu à Paris jusqu'à dimanche. Le garde des Sceaux, qui défendra bientôt devant les députés un projet de loi sur la prévention des difficultés des entreprises, entend l'exemple et, plutôt que de risquer la faillite, est décidé à prendre des mesures vigoureuses.

Le « plan Orsec » qu'il a lancé part de ce constat : il faut trois ans en moyenne à la justice pour trancher un litige, et les délais ne cessent de s'allonger. L'inflation réglementaire et la mentalité de plus en plus procédurière des Français se conjuguent pour faire de la justice ce « chef-d'œuvre en péril » dont parle M. Badinter.

L'aspersion des tribunaux est en danger : le garde des Sceaux a récemment la mesure. Il en décide à consacrer « le meilleur de son temps » à ce problème. Ce sera, a-t-il dit, « une priorité pour les deux ans qui viennent ». Le détail du plan de sauvetage qu'il a imaginé a été exposé dans le Monde du 22 mars. Il comporte trois volets que M. Badinter a rappelés devant les congressistes de l'U.S.M. : un renforcement des effectifs des magistrats, une simplification de leurs mé-

M. Fraton jugé par défaut (De notre correspondant)

Cannes. — Au terme d'une longue procédure, M. Jean-Dominique Fraton, ancien P.D.G. du casino Ruhl de Nice, et une dizaine de personnes poursuivies comme lui pour infractions à la législation et à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger étaient appelés à comparaître, le vendredi 22 avril, devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice. En fuite depuis mars 1980 — il faut l'objet d'un mandat d'arrêt lancé dans le cadre d'une affaire discontinue de fraude fiscale — M. Fraton, ainsi que deux de ses complices de nationalité italienne, MM. Cesare Valsania, ancien administrateur du casino nigrois, et Joseph Fadlun, ancien actionnaire, ne se sont pas présentés à l'audience. Seul était présent, parmi les inculpés, M. Alain Leclercq, expert-comptable monégasque. Le jugement sera rendu le 7 juin.

Vingt ans de réclusion pour « Manolo »

Jusqu'au bout de son procès, Michel Van Caster, trente-cinq ans, dit « Manolo », a été le viol aggravé de Karin Petersen-Lépine, trente-six ans (le Monde du 23 avril). « Je suis innocent. Je n'ai jamais rien compris à cette affaire », a-t-il répété devant la cour d'assises de Paris, vendredi 22 avril. Les magistrats professionnels et les juges — cinq hommes et quatre femmes — ont condamné à vingt ans de réclusion criminelle.

Le cour a ainsi largement dépassé les réquisitions de l'avocat général, M. Michel Provost, qui avait requis douze ans de réclusion.

C'est le seul point d'accord qui s'est dégagé entre le garde des Sceaux et M. Gomez. Celui-ci n'a en effet inculqué la peine de mort au statut de la magistrature qui se prépare et a appelé très fermement les positions de son organisation : une réforme de la magistrature du Conseil supérieur de la magistrature passe par une révision de la Constitution. Comme le gouvernement en veut pas se lancer dans une telle entreprise, l'Union syndicale risque d'être pour ses frais.

Interpellé sur ce sujet, M. Badinter a été prudent. Partisan d'une réforme constitutionnelle, il en a fait la difficulté. C'est la raison pour laquelle il s'est refusé à déclarer que la période qui s'ouvre serait marquée à une large concertation sur les propositions de réforme de la commission, dont le rapport sera remis (le Monde du 19 avril). Et qu'ensuite on verrait.

La garde des Sceaux a beaucoup plus d'enthousiasme. M. Gomez, l'Union syndicale reproche au gouvernement, M. Badinter et aux collaborateurs de celui-ci de « distribuer à leur guise les postes de responsabilité de la magistrature en fonction de considérations politiques ou d'allégeances politiques ». Premier vice : l'organisation rivalise, le Syndicat de la magistrature, beaucoup de représentants, il est vrai, au sein de M. Badinter et à la tête des directions de la chancellerie que l'Union syndicale, qui n'y compte aucun intérêt.

A ces accusations, le garde des Sceaux a répondu que les mille quatre-vingt-cinq nominations de magistrats effectuées le 1er janvier 1983, six semaines avant l'objet d'observations officielles de l'Union syndicale, sans apparentement convaincre ses interlocuteurs, qui affirment toujours en faveur d'une « politique de la justice » et non d'une « justice politique ».

D'un sport à l'autre

RUGBY : M. Ferrasse à l'Élysée

M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, sera reçu jeudi 28 avril par M. François Mitterrand, a annoncé, vendredi 22 avril, le service de presse de l'Élysée.

Répondant à la demande d'audience de M. Ferrasse, qui faisait suite à l'interdiction par M. Edwige Avice, ministre du temps libre et de la jeunesse et des sports, aux sportifs non professionnels d'avoir des relations avec l'Afrique du Sud, le président de la République avait indiqué que l'annulation de la tournée de l'équipe de France ne pouvait être remise en cause ; il lui proposait toutefois de le recevoir pour « s'entretenir de la situation et de l'avenir du rugby ».

CYCLISME : Hinault fait école

Dominique Gaigne, un Breton âgé de vingt-deux ans, équipier de Bernard Hinault, est toujours en tête du Tour d'Espagne, au terme de la cinquième étape Tarcel-San-Carlos-de-la-Rapita, par l'Espagnol José-Luis Leguía.

Les spécialistes s'accordent néanmoins à penser que le jeune Breton, d'un exploit en terminant le prologue à la cinquième étape, disputé dans la montagne, aura une chance de garder sa première place à l'arrivée, dimanche 16 avril, de la cinquième étape à Castelle-de-Nuch, situé à 1.500 mètres d'altitude.

Le jeune Breton possède 1 sec. d'avance sur le Néerlandais Kuiper et 5 sec. sur Bernard Hinault.

SPORTS ÉQUESTRES : Duel à Vienne

L'Autrichien Dello et l'Autrichien Hugo Simon se partagent la tête du classement provisoire de la finale de la Coupe du monde de sauts d'obstacles, qui a débuté vendredi 22 avril à Vienne (Autriche).

Battu pour une seconde par l'Allemand de l'Ouest Paul Schockemöhle au terme de la première épreuve, l'Autrichien, vainqueur de la Coupe du monde en 1979, n'a pas pu battre le record qu'il détenait (4 points) dans la deuxième épreuve — une manche et deux barrages — tandis que les Américains Michael Matz, Kevin Maloney et... Norman Dello Joio, réussissaient un sans faute.

TENNIS : Leconte battu

Vainqueur 6-1, 6-2 du Sud-Africain Kevin Curren au premier tour du tournoi de Las Vegas, Henri Leconte a été battu, vendredi 22 avril, par l'Australien Mark Edmondson 6-3, 4-6, 7-5, au deuxième tour.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Pour la première fois depuis le début de l'année — après une expérience prometteuse en novembre dernier — la Neoparc Drouot ouvre ses portes au public. Le week-end, les visiteurs sont nombreux. Le week-end, les visiteurs sont nombreux. Le week-end, les visiteurs sont nombreux.

Pour ceux qui préfèrent la Chine dominicale, trois ateliers attractifs s'efforcent de capter des visiteurs qui seront — peut-être — des acheteurs : « A la Bastille, le Musée de la curiosité est jumelé à celui de la peinture ; objets insolites, art populaire, meubles régionaux, paysages XIXe (10 h à 20 h jusqu'au 1er avril). »

« A l'est de Paris, au parc de Vincennes, bonne sélection de meubles classiques et régionaux de grande qualité, associés aux créations de grands joailliers parisiens (11 h à 21 h jusqu'au 1er mai). »

« A l'ouest de la capitale, à Saint-Germain-en-Laye, la belle charpente du Musée royal, grand choix de meubles et objets avec garantie d'experts (jusqu'au 1er mai). »

PARIS EN VISITES

LUNDI 25 AVRIL. « Châteaillon », 14 h 45, 12, rue Dard, M. Hulot. « Musée national des beaux arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, M. Vermeil. « Le Lorrain », 15 h 30, Grand Palais, M. Leclerc (Caisse nationale des Monuments historiques). « Le Lorrain », 17 h 45, Grand Palais, M. Bonnet. « Le Lorrain », place des Vosges, 18 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MARDI 26 AVRIL

« Le Panthéon », 14 h 30, façade, M. Allez. « Le Panthéon », quartier, 15 heures, métro Monceau, M. Penne, (Caisse nationale des Monuments historiques). « Saint-Sulpice et les charniers », 14 h 30, parvis de l'église (Art et promenades). « Chez un doreur-argenteur », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers, M. Jastet.

CONFÉRENCES

LUNDI 25 AVRIL. 18 heures, 34, avenue Fauriel, parisiens : « L'Académie au logement, les jeunes et les Français ». 18 heures, 19, avenue du Maine, H. Huchon : « Les forêts de montagne » (G.R.E.F.). 18 h 30, Centre Georges-Pompidou, M. L. L. : « L'écologie et le télématique ».

MARDI 26 AVRIL

17 h 30, 55, rue de Valenciennes, « Entre-temps avec Aurélio Picozzi sur le club de « Futuribles ». 14 h 30, 2, place Palais-Royal, R. Capia : « Le monde des poupées » (Le Louvre antiquaires) (projections). 14 h 30, 292, rue Saint-Martin, M. L. : « La caricature » (CNAM). 17 h 30, 4, place du Louvre, J. Valéry : « Hausmann » (Académie du Empire).

PARIS EN VISITES

LUNDI 25 AVRIL. « Châteaillon », 14 h 45, 12, rue Dard, M. Hulot. « Musée national des beaux arts », 15 heures, 13, quai Malaquais, M. Vermeil. « Le Lorrain », 15 h 30, Grand Palais, M. Leclerc (Caisse nationale des Monuments historiques). « Le Lorrain », 17 h 45, Grand Palais, M. Bonnet. « Le Lorrain », place des Vosges, 18 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MARDI 26 AVRIL

« Le Panthéon », 14 h 30, façade, M. Allez. « Le Panthéon », quartier, 15 heures, métro Monceau, M. Penne, (Caisse nationale des Monuments historiques). « Saint-Sulpice et les charniers », 14 h 30, parvis de l'église (Art et promenades). « Chez un doreur-argenteur », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers, M. Jastet.

CONFÉRENCES

LUNDI 25 AVRIL. 18 heures, 34, avenue Fauriel, parisiens : « L'Académie au logement, les jeunes et les Français ». 18 heures, 19, avenue du Maine, H. Huchon : « Les forêts de montagne » (G.R.E.F.). 18 h 30, Centre Georges-Pompidou, M. L. L. : « L'écologie et le télématique ».

MARDI 26 AVRIL

17 h 30, 55, rue de Valenciennes, « Entre-temps avec Aurélio Picozzi sur le club de « Futuribles ». 14 h 30, 2, place Palais-Royal, R. Capia : « Le monde des poupées » (Le Louvre antiquaires) (projections). 14 h 30, 292, rue Saint-Martin, M. L. : « La caricature » (CNAM). 17 h 30, 4, place du Louvre, J. Valéry : « Hausmann » (Académie du Empire).

tion du voyage au... par... l. Faut-il... France... l'entre... et soe

ut dos... de 1,6 m... an. eloppé... as san... umer... rition... e reprise... euché... 1982... emploie... urée du... ente... puis à l'électr... Les... une... naires... basses

station... %) à... 5 %),... vité a... e l'an... on de

roduit... orque... t cloi... a pro... d'éc... et) et... naires... relati... la... aussi... ns de... mens... a sage:

tem... P. les... uque... les... de... pour... de de

qu'il... l'hoi... ment... de... mble... gou... tra... que... pou... tou... se. iné... rent... rtes... s au... les... nées... est... les... s.

T... 1983... : de... une... rtes... 1983... : de... une... rtes... 1983... : de... une... rtes...

no... Le... 11

Les difficultés de la production audiovisuelle française, tant publique que privée, relancent le débat sur la concurrence entre les deux systèmes, au moment où se précisent les projets de quatrième chaîne et de télévision par satellite. Ce débat n'est pas propre à la France.

Quelle nostalgie de l'O.R.T.F. ?

me parlent les comédiens, lorsqu'ils montrent que le nombre de jours de travail effectif de la S.F.P. est passé de 1981 et 1982 de 1 000 à 1 000... Ainsi me parlent les réalisateurs, qui voient fondre le nombre de téléfilms français de quatre-vingt-dix minutes et la production originale de qualité, et les futurs réalisateurs, qui attendent de voir de plus en plus de

temps, de leurs premières
armes... Et les uns et les autres de
me répéter, une insistance
poignante : « Tu n'as donc



amélioré l'éclairement de l'O.R.T.F. quant à la gestion du service public, et quant à la qualité et la quantité de la produc-

La réunification ?

après jour, des uns et des autres, opinions professions confondues. Voilà, d'après moi, ce qui cache derrière ce qu'Yves Agnès appelle une « nostalgie de l'O.R.T.F. ». Qu'on ne s'y trompe pas : ce ne sont là ni regrets vagues ni rêves fumeux ; c'est

simplement l'analyse précise de la dégradation de la situation depuis l'éclatement de l'ORTF. Nostalgie de l'ORTF ? La réflexion de ceux qui m'interpellent va bien au-delà du souvenir : de plus en plus nombreux, ils réclament une profonde réforme structurelle de l'audiovisuel public. Conscients du rôle spécifique que FR 3 doit jouer dans le cadre de la décentralisation, et de la nature particulière de Radio-France, ils demandent

dent pourquoi il ne serait pas envisageable, pour l'F.A. 2 et la S.F.P., de réunifier Foix et production et la programmation.

Ils regrettent, enfin, que la Haute Autorité n'intervienne pas, au minimum, sur les problèmes budgétaires. J'ai beau, pour ma part, très retaire la loi, leur rappeler — comme c'est mon rôle — que la Haute Autorité n'a pas de compétence financière, qu'il n'est pas question à l'heure actuelle de quelque réunification que ce soit — que l'O.R.T.E. lui appartient au passé; il  faut bien reconnaître que  parviens de moins en moins à les convaincre.

DANIEL KARLIN
réalisateur
membre de la Haute Autorité
de la communication audiovisuelle

breakfast

Le développement de la publicité a un effet gêné par un conflit syndical qui dure depuis le lancement de la quatrième chaîne. Le syndicat des acteurs Equity refuse d'accepter des réductions pour les spots destinés à Channel Four et a voté du même. On cherche à lui proposer cette réduction sous prétexte des audiences plus réduites de la sur la troisième chaîne. Les recettes publicitaires des deux compagnies sont donc insignifiantes, et les cases publicitaires souvent remplies par des annonces officielles ou par une présentation des programmes. Les annonceurs sont réticents à violer le boycottage Equity. Seulement un sur cent rejoint la quatrième chaîne de présence sur la troisième, qui est re-

de chaque jour par plus de onze millions de téléspectateurs.

Le conflit est beaucoup plus vive pour la télévision, du matin est dirigée par une société purement commerciale, que pour l'annuel Four, création des quinze sociétés de télévision indépendantes. Il n'en reste pas moins que les-ci ont investi 138 millions de dollars dans la quatrième chaîne, et elles n'auront pas plus de 10 millions de livres de recettes additionnelles cette année. Une telle situation ne saurait se prolonger indéfiniment.

DANIEL VERNET

le développement de la publicité
et un effet néfaste par un conflit mar-

■ Les émissions destinées à Chânel Four ont été réduites de moitié depuis le lancement de la quatrième chaîne. Le syndicat des acteurs écrivains dénonce une réduction des programmes destinés à cette chaîne. Les recettes publicitaires des deux compagnies sont donc insignifiantes.

■ « Ces » publicités sont souvent imposées par les annonceurs officiels ou par une présentation des programmes. Les annonceurs sont réticents à violer le boycottage émis. Seulement un sur cent choisit la quatrième chaîne de préférence à la troisième, qui est regardée chaque jour par plus de

Le conflit est beaucoup plus vive pour la télévision, du matin au soir, car elle est soumise à la loi commerciale, que pour le cinéma. L'année dernière, la télévision a consacré 138 millions de francs à l'achat de programmes indépendants. Il n'en reste pas moins que les chaînes de télévision ont investi 138 millions de francs dans la production, et elles n'auront pas plus de 138 millions de francs de recettes. Elles ont donc perdu cette année. Une telle situation ne saurait se prolonger indéfiniment.

DANIEL VERNET

100-443887-100

[illegible]

Arts et spectacles

Portal, la félicité clarinette

Trois soirs classiques, de Mozart à Berg, en passant et repassant par Brahms : Portal, la clarinette ; musique de chambre ; bonheur garanti. Deux soirs jazz où quatre complices en improvisation dont Jean-François Jenny Holzer et le contre-basse superlativement « free » : Portal au saxophone ; musique buissonnière ; jubilation assurée.

C'est un festival, un cycle. Une aubaine que propose le Théâtre de la Ville du 26 au 30 avril : cinq concerts de suite autour de Michel Portal. Et jamais le même programme. Tout Michel Portal ? Non. Rien qu'un petit peu. Il faudrait un soir de plus pour l'écouter au bandonéon, et un autre pour rigoler à le voir éperdu souffler dans les tuyaux de carton de caoutchouc, lui « le » grand souffleur. Et un matin peut-être encore à l'écouter et à le voir maîtrisant les kyrielles de hautbois orientaux. A croire qu'il souffle dans tout - de tout. Et toujours le miracle. Illuminer Stockhausen ? Il l'a fait. Boulez. Aller jusqu'à Mozart ? Il y a depuis toujours, continue, rêver d'une musique... qui fonce droit devant elle se pose des questions... celle de Bach, ou celle des musiciens africains.

« Quand vous jouez, vous entendez encore le nom des notes ? », lui demandait un jour notre confrère Louis Danthès (1). Et lui à répondre : « Oui, malheureusement. Parce

que je suis encore un romantique. J'aimerais jouer avec des sons complètement indéfinis et on distingue plus de tout un mi ni un fa. Mais je sais qu'aujourd'hui on ne peut plus faire pleurer les gens avec un ré mineur ou les faire rire avec un ré majeur. Et je trouve ça navrant. On approche l'an 2000 et on pleure encore sur un ré mineur ! Au secours ! »

Portal l'angoisse. L'hésitant, celui qui a peur, n'ose pas. Et ce n'est pas de chiqué de « star ». Un nœud dans la gorge, une panique d'artiste modeste à l'écouter. « Parfois, on joue une passion extrême, on est moulu, et le type en face bronche pas. » Mais, mon pote, tu sais que je t'ai dit là, je t'ai dit que je t'aimais, et tu baïles. « Si je t'avais dit avec moi, peut-être qu'il n'aurait pas baïlé. Ou alors c'est le contraire. Tu es en colère, tu es des fois écorché, mais c'est récupéré, ça esthétiquement, ils disent : « Ce n'est pas beau, c'est magnifique. »

Portal le perfectionniste, prêt à être malheureux et en mourir pour une nuance maladroite, pour une infime inexactitude de geste. Ses gestes... le visage entier qui raconte que son énergie de sinistre distille de la joie de l'enfant à la mortelle. Le front tantôt lisse, tantôt plissé de souffrance. Les yeux clignés à l'extrême. Des rides... Grimace. Non, qu'il sourit

(1) Le Monde de la musique (16-vr-1979).

le cœur de fond après la ligne d'arrivée, le noyé sauvé de l'eau, le boulanger four le pain le plus réussi sa vie de boulanger. Un contentement de simple élevé dans l'amour à la sienne, de terre, s'appelle le Pays que, il descend probablement de montagnards, savants à guer parmi les chants des oiseaux et reconnaître, avant



qu'il soit perceptible, le moindre prêt à lever. Il est de l'espèce grave capable de rigoler, pourrait continuer.

Résumer : il est le seul. Aux Etats-Unis, aujourd'hui, où Dieu sait qu'il y a de formidables, même dans la patrie d'origine du jazz, la clarinette n'a un son pareil. (parole de grand clarinettiste américain). D'ailleurs, l'histoire le dit - Portal en n'a pas contribué à réinventer le jazz français. Les fidèles de Portal Unit le savent. Et, s'il y en a pour le trahir au caméléon, cet adolescent qui aura cinquante ans, c'est que

c'est « râpé » pour eux. Tant pis s'ils n'ont compris que les musiques se tiennent. Le tout étant « remuer » les « remuer : émouvoir, faire que « bouge » dedans, que « vive et même que « danse ».

Mais pour faire danser, il faut sortir les tripes ». bougonnait-il, Portal, son coin, ce de Pâques, avril, il était prêt à pleurer parce

qu'une démarrait pas, qui pourtant aurait pu être belle. Se passait au Recontres de musique de chambre d'Ar-et-Senans : avait été annoncé un tel interprète par les quelques quarante

salles présentes - plutôt connus dans le monde du classique - plus trois Argentins vraiment doués, l'un d'eux pour. Soulement, l'accomplissement de culture n'avait pas prévu : 1) que tant de monde aurait été attiré, une foule de loin à l'idée de guincher ; 2) « bal » en 1983, ça implique « sono », système d'amplification : si aussi un éventuel coup à boire, sans fut le berzins. Ils demandaient à être remboursés, les gens du coin, avaient raison. Et les organisateurs ? Humilisés les bras ballants. Et les musiciens classiques fiévreusement accrochés à leurs partitions de valises de tangos ? Perdus. Eclatés. Quitteraient leur pupitre les uns après les autres. L'improvisation les effrayait pour donner, avec qui se pérille, cette chose qui s'appelle la musique, ce n'est pas leur truc. En dehors de leur savoir, ils ne savent pas. Alors Portal... qui arrivait juste, pas

Jaquette trompeuse : l'éditeur Alain Moreau porte plainte

Nous évoquons dans le Monde du 22 avril la vente en librairie du livre, édité en 1977 par les éditions Alain Moreau, *Quatre milliards de journaux*, le titre, imprimé sur une nouvelle jaquette. Histoire de la presse de 1945 à nos jours. M. Alain Moreau se défend vigoureusement d'être l'auteur de cette mystification. Elle a en fait été réalisée par un éditeur-soldat. M. Henri Veyrier, à qui les éditions Moreau en juillet 1981 380 exemplaires du livre. M. Henri Veyrier nous a déclaré à sujet que le changement de jaquette lui avait permis d'écouler le stock en trois jours, alors qu'il n'en avait vendu auparavant qu'une cinquantaine en trois. La supercherie, lui, n'existe pas, puisque bien, le livre est « ouvert » et peut donc être feuilleté avant l'achat.

M. Alain Moreau a décidé de porter plainte - en contrefaçon - abus de confiance.

MERCREDI

GABRIELLE LAZURE interprète SARAH UN FILM DE MAURICE DUGOWSON

Edith SCOB - René LUTEN Hubert JAPPELLE

La danse de mort J.A. STRINDBERG Jusqu'au 7 mai C.A.C. de Cergy-Pontoise 032.79.00

MATHILDE LA BARDONNIE

Théâtre de la Ville, 26 au 30 avril, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

MERCREDI UN FILM DE MEL BROOKS SOIS RICHE ET TAIS-TOI

LE THEATRE DU CAMPAGNOL centre dramatique banlieue sud présente le SAMEDI 23 AVRIL 1983 ses 5 créations

| | |
|--|---|
| « L'OPERA DE SMYRNE » à YERRES (948-38-08) | « LADY MACBETH AU VILLAGE » à ANTONY (668-02-74) |
| « LA SALLE N° 6 » à CHATENAY-MALABRY (661-14-27) | « MEMOIRES D'ISLES : MAMAN N et MAMAN F » à BAGNEUX (663-10-54) |

« SHAKESPEARE AU LYCEE » à BAGNEUX

MIU-MIU ISABELLE HUPPERT GUY MARCHAND

La salle a crépité d'applaudissements longs, prolongés. C'est rare.

PREMIERE « COUP DE FONDRE » une magnifique réussite, un film submergé d'émotion.

Emce-Soir Une interprétation exceptionnelle... Un bonheur permanent... Une œuvre rare.

LE FIGARO Quel joli film ! Et quel talent ! On a si souvent l'occasion de s'émerveiller.

LE MATIN On rit on sort les kleenex. Guy MARCHAND génial. HUPPERT sublime. Miu Miu incroyablement juste.

LA PRESSE ENTIERE A LE « COUP DE FONDRE »

DIANE HURYS

PETIT MONTPARNASSE L'ASTRONOME DE DIDIER VAN CAUWELAERT AVEC CATHERINE RICH EVELINE DANDRY NICOLE DUBOIS JEAN-CLAUDE DAUPHIN MISE EN SCENE DE JACQUES ROSNY « PRIX DE LA FONDATION JOHNSON POUR LE THEATRE »

Atomic Café LE MUST TOTAL Libération UN COCKTAIL EXPLOFIF Télérama A VOIR ABSOLUMENT POUR MOURIR DE RIRE AVANT DE MOURIR TOUT COURT L'EXPRESS

MERCREDI JACQUES DUTRONC : « Qui est SARAH ? »

VOTRE TABLE CE SOIR Ambiance musicale Orchestre - P.M.E. à prix moyen repas - J. H. ouvert jusqu'à heures

DINERS LAPEROUSE 326-90-14 J. 23 h. Grande Carte. Menu dégustation : 340 F. Carte à prix fixe : 190 F. vin service compris. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

OPERA-COMIQUE SALLE FAVART 25 AVRIL - 31 MAI 15 REPRESENTATIONS

OFFENBACH LA BELLE HELENE ALAIN LOMBARD/CLAUDE SCHNITZLER JEROME SAVARY RENSEIGNEMENTS : 296.06.11

48 HEURES Un super-flic en solo fait sortir un truand de cabane. Un traître, un casseur ! C'est l'enfer à San Francisco.

GRAND PRIX DU FILM POLICIER FESTIVAL INTERNATIONAL DE CERGY-PONTOISE

OPERA-COMIQUE SALLE FAVART 25 AVRIL - 31 MAI 15 REPRESENTATIONS

OFFENBACH LA BELLE HELENE ALAIN LOMBARD/CLAUDE SCHNITZLER JEROME SAVARY RENSEIGNEMENTS : 296.06.11

LE SYSTÈME INTÉGRAL
du machiniste

GRRRT

Groupement Régional Recherche Transports

Le 28 février 1983, la Région Nord-Pas de Calais, l'Université des Sciences et Techniques de Lille, l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, l'Institut de Recherche des Transports, l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Lille-Est créent le G.R.R.T.

Ce GROUPEMENT, à vocation nationale, prendra prochainement la forme juridique d'un Groupement d'Intérêt Public prévu par la loi d'Orientation et de Programmation pour la Recherche et le Développement technologique du 15 juillet 1982 et s'ouvrira à d'autres partenaires publics et privés.

Il concrétise le premier des grands projets issus des Assises Régionales de la Recherche qui se sont tenues à Lille en 1981, où il a été réaffirmé que le devenir économique du Nord-Pas de Calais passe impérativement par un renforcement du potentiel REGIONAL de recherche et la création de centres de transfert de technologie.

De la recherche appliquée à l'aide concrète aux industries régionales concernées par les transports, le G.R.R.T. trouve sa pleine

dimension dans la région Nord-Pas de Calais : depuis 10 ans déjà, une collaboration entre le Service Métro, l'EPAL, l'Université s'était développée dans le domaine des transports, commun, plus particulièrement sur le système VAL qui allait devenir le métro de la Communauté Urbaine de Lille.

Les entreprises de la région construisent plus la moitié du matériel ferroviaire français. Ces productions d'un haut niveau technologique emploient 12 000 personnes. Elles assurent la renommée internationale du savoir-faire industriel du Nord-Pas de Calais : métros de Mexico, de Caracas, de Santiago de Chili, du Caire, de Montréal, d'Atlanta et de San Francisco...

Plus que jamais, cette branche d'activités constitue un fer de lance de la nouvelle industrialisation du Nord-Pas de Calais, thème central du IX^e Plan régional.

Le G.R.R.T. participe à la mobilisation et se donne pour vocation : contribuer à la RECHERCHE au développement de systèmes de transports innovants,

- d'être observatoire de premier plan pour l'étude des incidences socio-économiques induites par ces technologies nouvelles : impact sur le comportement des usagers, conditions de travail du personnel...
- d'apporter une assistance aux collectivités en charge des transports dans la définition de politiques adaptées aux besoins des populations et aux contraintes d'aménagement,
- d'aider à la promotion de leurs matériels de leurs composants tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, en liaison avec les constructeurs nationaux et régionaux.

Au delà de la production de matériels, Les TRANSPORTS sont un outil au service du développement économique et de l'aménagement du territoire.

En 1974, le Conseil Régional a pris l'initiative d'élaborer le Schéma Régional des Transports qui s'est traduit, de 1978 à 1983, par une refonte de la totalité des dessertes ferroviaires voyageurs du Nord-Pas de Calais, la création de 30% de trains supplémentaires,

- le renouvellement complet du matériel.

Dans le même temps, dans la Communauté Urbaine de Lille, était conçu et réalisé le VAL, premier métro à commande automatique intégrale. Ces deux exemples illustrent le dynamisme et des capacités d'innovation des entreprises et des collectivités publiques du Nord-Pas de Calais, tant dans le domaine industriel et technologique que dans l'organisation des transports.

Région pilote en matière de décentralisation, le Nord-Pas de Calais sait que son avenir économique passe à la fois par une nouvelle industrialisation, une meilleure ouverture internationale, et que les transports sont dans ces domaines un atout majeur qu'il est indispensable de renforcer.

Région Nord-Pas de Calais

Page 13

VT
LE

tion de
voyages
au es
per le
L. Fau
igne d
versé
France
occu
franc
l'ener
et so

it dor
rds de
2,6 m
an.
cloppé
as san
ugment
tion d
reprise
auchés
e 1982
emploi
arée du
ente-
puis à
fécem-
i. Les
i, une
nités
basses

station
(%) à
,5 %),
vité a
m l'an
on de

roduc-
arques
t clai-
a pro-
deux
visque
us) et
nains.
rela-
est la
aussi
as de
ment
a un
age:

sem-
P. les
iaque
les
s de
pour
se de

qu'il
l'hui
ment
ac de
mble
gou-
une
tra-
tiques
pou-
tou-
ne.
ins-
nent
res,
is au
les
nan-
est les
s.

T

ses
i
me,
scas
sue
les
se)
dus-
r de
(la
tres
ion-
de
sur-
ials
udi
uis
cité-
vo-
mi-

22
de
se,
Le
ai

NANTES

Revoilà le tramway

« Le tramway nantais, c'est l'avenir », proclame la gauche. « Oui, mais l'avenir à reculer ! », réplique la droite. La controverse a été vive à Nantes pendant la campagne pour les élections municipales. Le député, maire sortant, M. Alain Chénard (P.S.), promoteur du projet en cours de réalisation, a défendu énergiquement le tramway pour contrer les attaques frontales de l'opposition, taxant ce nouveau mode de transport de « gouffre financier » et d'« attentat à l'environnement ».

« Les Nantais vont voter aux prochaines municipales un tramway », avait (imprudemment) promis M. Chénard en 1978. Il est bien difficile d'apprécier de quel poids cette promesse a pesé dans le résultat des dernières élections. Il est indiscutable que la grappe des riverains de la première ligne et des commerçants du centre, qui ont subi les nuisances du chantier de construction de la voie, pas servi le maire sortant. Les chaudières rétrogrades avec leurs inviolables places de stationnement — même temporaire, et pourtant compensées par des parkings de substitution — sont des gênes mal acceptées par la population.

L'opposition ne s'est pas privée d'exploiter ce déscontentement, bien que le retard du chantier ne soit pas fait de la municipalité nantaise. L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, aurait préféré voir Strasbourg, ville inamoviblement majoritaire, pour ce matériel moderne français. MM. Josi Le Theule et Daniel Hoefel s'ingénierent, comme ministres des transports, à freiner le tramway nantais pour permettre à Strasbourg de combler son retard. Le principe d'une subvention fut toutefois arraché par les Nantais à la veille de l'élection présidentielle, en 1981. Mais ce n'est qu'en novembre 81 que M. Charles Fiterman signa la convention garantissant une subvention de l'Etat de 44 % montant des travaux d'infrastructure et aide importante aux constructeurs du matériel roulant pour aider à son développement et faciliter, par la suite, son exportation.

Rentable

C'était l'idée initiale du tramway lancé en 1975 par M. Cavallé, créateur d'Etat aux transports du gouvernement Jacques Chirac, pour sélectionner des villes et des constructeurs candidats à l'exportation d'un moyen de transport moderne adapté aux villes de la fin du vingtième siècle. La France, qui a bien vendu à l'étranger son métro, cherchait des solutions aux problèmes de transports urbains dans les agglomérations d'un demi-million d'habitants.

Toutes les études menées jusqu'ici à Nantes ont été faites en ce but. Elles ont prises en compte par les autres villes, notamment Strasbourg, qui s'approprient le tramway, la solution d'économie mixte transports de l'agglomération nantaise (Semitan), maître d'œuvre du projet, a déjà signé de nombreux accords de coopération. Les derniers en date sont ceux conclus avec la Sofrem (filiale de la R.A.T.P. chargée de l'exportation de la technologie ferroviaire française) et la R.A.T.P. qui étudie en ce moment une ligne de tramway dans la banlieue parisienne pour relier les villes de Saint-Denis et de Bobigny. Le tramway apparaît comme le complément le plus rationnel des réseaux d'autobus. Le tramway nantais présente en effet de nombreux avantages sur le plan des usagers, ce qui n'est pas négligeable, mais surtout au niveau de la rentabilité financière.

Même le confort des usagers peut s'apprécier en termes économiques au titre des coûts sociaux : régularité des dessertes, sécurité, gain de temps de trajet, qualité de la vie. Aux heures de pointe, les bus sont englués au milieu de la circulation générale. La solution des voies réservées aux bus a amélioré un temps les choses, et la modernisation du réseau entreprise ces dernières années à Nantes a porté ses fruits. Le nombre de voyageurs a ainsi doublé en sept ans, pour atteindre quarante-cinq millions en 1982. Mais on bute sur d'autres limites.

Le déficit d'exploitation du réseau a un effet grand au rythme que celui des coûts. Il va ainsi atteindre 100 millions de francs annuels pour la Semitan, qui couvrait 80 % de ses charges en 1975, vingt-deux millions en 1977, mille déplacements et n'en couvre plus que 45 % maintenant. En sept ans, le réseau, d'abord limité à la seule ville de Nantes, s'est étendu pour desservir l'agglomération. Il mainte-

neur R.P.R., M. Michel Chauty. Mais il a une conséquence : les Nantais circuleront en tramway à l'automne 1984. Le point de non-retour du chantier est en effet franchi. Sur les 600 millions de francs prévus, plus de 400 millions sont déjà engagés. Des rails sont posés, et la première voiture prototype circulera en septembre prochain. Après avoir combattu le tramway le temps d'une campagne électorale, l'opposition réalise qu'elle n'a pas d'autre choix que d'achever sa construction.

Le tramway nantais est un moyen d'améliorer la productivité. De 1975 à 1983, le coût de l'heure de travail a augmenté (en francs constants) de 30 %. Les effets cumulés de l'accroissement du pouvoir d'achat, de la protection sociale et de la réduction du temps de travail. Un contrat de solidarité a été signé l'an passé qui ramènera la durée du travail à trente-six heures hebdomadaires en 1984. Mais en conducteur de tramway double de tramway transportera autant de passagers que cinq conducteurs de bus. C'est une équation qui ne peut que favoriser la croissance.

La nouvelle municipalité nantaise est incrédule. Elle préfère attendre et juger sur pièces comptables. La gestion sera pour elle. Car les investissements ont été faits avant son arrivée, et selon un montage financier qui a fait l'unanimité des maires de l'agglomération. Les politiques confondues, car il ne faut pas appeler à la fiscalité locale directe sur les ménages.

Sur les 600 millions de l'opération, l'Etat apporte une subvention de 200 millions. Le reste a été emprunté sur vingt-cinq ans, à taux bonifié. L'amortissement des annuités sera couvert par l'augmentation du versement-transport, payé par les employeurs, dont le taux a été porté de 1 à 1,5 % le 1^{er} juillet 1981 dans la perspective du financement du tramway, prochainement. Cette taxe produira 135 millions de francs en 1983.

L'accusation de « gouffre financier » portée contre le tramway nantais par la campagne municipale n'est que le reflet de l'incertitude. Pour Nantes, qui rassemblait les « socio-professionnels » hostiles à la gauche. C'est notamment ce versement-transport que le patronat nantais a le collimateur... au point d'oublier que les entreprises locales ont été largement associées au chantier, puisque le marché d'infrastructure (450 millions de francs) leur ont été adjugés.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

MARSEILLE

Un ballon d'oxygène

Cinq ans après sa mise en service, le métro de Marseille peut présenter un bulletin de santé en forme de communiqué de presse. Son avancement a fait augmenter la fréquentation des lignes de la Régie des transports de Marseille (R.T.M.) de 30 %. Et la mise en service de la deuxième ligne, prévue entre mars 1984 (Joliette - Castellane) et avril 1985 pour les prolongations vers le sud et vers le nord, permet d'espérer une nouvelle progression de même importance de la fréquentation.

En moyenne, 120 000 Marseillais empruntent chaque jour la ligne actuelle de 10 kilomètres jalonnée de douze stations qui va de la Rose, au nord-est de la ville, à la place Castellane aux portes des quartiers sud, après son crochet par la gare Saint-Charles. Ce qui tend à prouver que, dans cette ville réputée pour ses difficultés de circulation, le métro était un instrument indispensable à toute volonté de décongestion du centre.

La construction de la première ligne a coûté 1 225 millions de francs. On estime à 2,5 milliards de francs (février 1983) le coût de la deuxième (1), Bougainville - Sainte-Marguerite, qui traverse la ville du nord au sud, occupant en deux points le tracé en forme de U de la première ligne. Sa longueur est comparable : 10 kilomètres, jalonnée également de douze stations.

Le projet, qui a été justifié, dans la mesure où les lignes vont pouvoir, lorsque les deux lignes seront achevées, éviter pratiquement de venir avec leur véhicule personnel dans le secteur le plus fréquenté du centre. Le réseau de surface a vu, de son côté, la qualité du service offert s'améliorer, puisque, chaque fois que cela a été possible, les lignes d'autobus ont été déviées sur les stations de métro les plus proches de leurs trajets anciens, et que la plupart de celles qui traversaient, en encombrant, le cœur de la ville, entre la Canaille et la place Castellane, ont pu être purement et simplement supprimées.

Propre et respecté

La Régie a opté pour un matériel roulant classique, fabriqué par la C.I.M.T. à Valenciennes. C'est un métro sur pneus, qui a fait l'objet d'études poussées et a profité de l'expérience de la R.A.T.P. La Régie pensait et le constructeur ont d'ailleurs assuré les essais de tous les matériels nouveaux : propres au métro marseillais, comme les bogies et les portes. Des données spécifiques à Marseille ont aussi été prises en compte, notamment dans le choix des colonnes et des vitrages, en fonction des passages en viaduc et du climat méditerranéen.

Les trains sont composés de trois voitures : deux motrices avec cabine de conduite et une voiture cen-

trale. Cette formation sera portée à quatre voitures lors de la mise en service de la deuxième ligne, compte tenu de l'augmentation escomptée du trafic. La capacité de chaque rame passera alors de 352 voyageurs (dont 136 assis) à 472 voyageurs (dont 180 assis). Le matériel sera évidemment interchangeable d'une ligne à l'autre. Pourtant, celui de la deuxième ligne comporte quelques cent cinquante améliorations par rapport à celui de la première. Elles concernent le confort des voyageurs et des conducteurs, la facilité du matériel. A titre d'exemple, les nouvelles rames seront équipées d'une ventilation à variation automatique, en fonction de la température intérieure et extérieure.

Le R.T.M. a opté pour un système de conduite alternant la conduite manuelle contrôlée aux heures creuses, la conduite manuelle libre en cas d'urgence et le pilotage automatique à certaines heures de pointe. Le trafic est géré par l'ensemble informatique du poste central de commande, situé sous la station Saint-Charles, qui assure à la fois le contrôle, la régulation, le commandement d'énergie et les communications.

On estime la population desservie par la première ligne à 196 000 personnes. La deuxième ligne en concernera 163 000. L'achèvement de celle-ci, 225 000 personnes, soit le quart de la population marseillaise, seront à moins de 500 mètres d'une station de métro. C'est donc un bouleversement pour leur vie quotidienne qui vont connaître les habitants d'une ville accoutumée, jusqu'à présent, à ne compter ni leur temps ni leur peine pour se déplacer.

Mais, au-delà de la fréquentation, la satisfaction générale se traduit par un signe qui ne trompe pas : après cinq ans de fonctionnement, le métro de Marseille est propre et respecté.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Pour la première ligne, la part de l'Etat a été de 30 %, celle de la ville de 59 %, celle du département de 16 %. Pour la deuxième ligne, le financement se répartira ainsi : 30 % pour l'Etat, 55 % pour la ville ; 15 % pour le département. Le budget de financement de la R.T.M. est de 695 millions en 1983, dont 358 millions de francs proviennent de la ville et du département, et 337 millions, des recettes.

LYON

Bien sûr

« Lyon a une structure géographique et urbaine tout à fait spécifique. Une structure unique, une vraie ligne et orthogonale. Bref, toutes les conditions étaient réunies pour que le métro soit le succès. » Ces propos de M. René Waldmann, directeur des études de la société d'économie mixte du métro lyonnais de l'agglomération lyonnaise (Semaly), sont un utile rappel. Les Lyonnais ont voté, et le métro, projet qui paraissait dépeçé aux yeux de nombreux Lyonnais, peut être considéré comme une réussite à peu près totale. Le trafic des transports en commun ne cesse de croître. Le déficit d'exploitation des lignes est raisonnable et le métro, après une pause de quatre à cinq ans, pense ses ramifications sur son axe nord-sud-est.

Dès les premières études, en 1968, les Lyonnais avaient fait leur choix : le tracé de la première ligne souterraine suivait celui de la ligne de surface vedette, la ligne n° 7 (gare de Perrache-Villeurbanne), qui absorbe près de 15 % de l'ensemble du trafic voyageurs de l'agglomération. Ce choix était un choix économique : prendre le trafic là où il est rentable d'abord, aménagement urbain ensuite. Le métro lyonnais n'a jamais voulu être un métro « de service ». La réussite des lignes A, B et C s'inscrit dans les statistiques. En prenant comme référence le mois de mai — une période d'affluence moyenne — on est passé de 134 000 voyageurs quotidiens en 1978 à 165 000 en 1980 et à 207 000 en 1982.

Le réseau de surface a pour sa part, bénéficié du regain d'intérêt des Lyonnais pour le transport collectif. Le système du métro lyonnais des lignes de bus et de trolleybus sur le réseau souterrain a stimulé leur trafic. Aux T.C.L. (Transports en commun lyonnais), société d'exploitation du réseau, on fait remarquer que le trafic des transports urbains a pratiquement doublé en six ans. La part du métro, qui dépassait déjà le quart du trafic en 1981, se rapproche de tiers aujourd'hui.

Le déficit d'exploitation de l'ensemble des transports en commun reste contenu dans des limites raisonnables. Les comptes de l'année écoulée laissent présager un manque à gagner de l'ordre de 200 millions de francs, supporté à parité par le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon. Les recettes couvrent 62 % des dépenses d'exploitation — un pourcentage à faire rêver la R.A.T.P. — et le « versement transport » des entreprises permet la prise en charge d'environ 10 % du total de l'exploitation.

Le métro lyonnais se caractérise par sa simplicité, son accessibilité et sa sécurité.

Soupiasse, grâce à un système de paiement par ticket horaire à com-

Méandres politiques

« Tous les élus se battent pour l'avoir » : cette confidence d'un technicien du métro lyonnais est largement vérifiable : à Caluire, on veut tirer au maximum la ligne C après son escale des pentes de la Croix-Rousse. A Vénissieux, le maire communiste, M. Marcel Houët, a enfin obtenu « son vrai métro », bien enterré. Il a même arrêté une rallonge de 1,2 kilomètre — de Partilly à la gare S.N.C.F. — et a ainsi vu le moyen de transport « propre » se rapprocher de la ZUP des Minquettas, quartier dont les problèmes aigus récemment mis au lumière résultent pour une bonne part de son isolement.

On a même pu imaginer que la ligne D pourrait un jour relier une ville communiste à l'un des rares quartiers « de gauche » de Lyon, celui de Vaise. Ce quartier, où Jean Jaurès a prononcé un fameux discours-programme, était un des fiefs socialistes de Lyon. Mais Vaise, en mars dernier, a préféré un maire d'orientation modérée. Alors, la ligne D n'aura donc qu'un seul « pôle rouge ». Il faudra jouer le jeu des correspondances pour accéder au « pôle rose » de Villeurbanne. Un pied de nez technique : ici, l'union de la gauche fait des détours souterrains. — C.R.

CHOISISSEZ UNE BANQUE REGIONALE

L'histoire du Nord Pas-de-Calais, de ses entreprises et de ses hommes, c'est aussi notre histoire. Nous comprenons bien les problèmes parce que nous connaissons bien les entreprises et leurs responsabilités. Notre expérience, c'est leur expérience. Ils savent que nous sommes rapides, pragmatiques et efficaces. Ils savent pouvoir compter sur les 163 directeurs d'agences de la Banque Scalbert Dupont, la banque régionale du Nord Pas-de-Calais.

PREFEREZ UNE BANQUE CONSEIL

Depuis 1980, la Banque Scalbert Dupont s'est attachée à établir et à entretenir avec ses clients des relations privilégiées, fondées sur une volonté de conseil : lettres d'informations, synthèse financière pour les P.M.E., gestion personnalisée de patrimoine... La Banque Scalbert Dupont, c'est le conseil en plus.

PROFITEZ D'UNE GRANDE BANQUE

Banque conseil, la Banque Scalbert Dupont est une banque à services complets. A chacun des 24.000 chefs d'entreprises, à chacune des 160.000 familles qui l'ont choisie, elle offre, en plus des services bancaires classiques, les services exclusifs du groupe CIC. En appartenant à la fédération des Banques Régionales qui forment le CIC, la Banque Scalbert Dupont offre une présence nationale et internationale. Pour la région, c'est essentiel.

BANQUE SCALBERT DUPONT

La Banque régionale du Nord Pas-de-Calais



Jeudi 20 15:20

AUSSE...

LE MÉTRO DE LILLE

toutes les lignes

postage automatique, valable sur les deux modes de transport (souterrain et aérien), à une politique d'abonnement mensuelle à prix abordable (152 F en tarification ordinaire). Depuis le 1^{er} avril, les personnes du troisième âge disposent d'une carte « âge d'or » qui ne coûte que 92 F par mois.

Accessibilité : construit à faible profondeur, le métro lyonnais est aisément accessible, sans couloirs interminables : une simple rampe d'accès permet le passage des rues aux quais... sans le goullet d'étranglement des portillons.

Sécurité : la longueur des couloirs est directement proportionnelle aux risques d'agression. La préoccupation essentielle vient plutôt du vandalisme : les couloirs des sièges sont très souvent lacérés.

Ce métro a beaucoup de possibilités d'évolution. Sur les trois lignes existantes, la marge de progression est intéressante. Les fréquences de pointe (une rame toutes les deux minutes et demie) peuvent être renforcées, et le trafic pourrait passer de dix mille à vingt mille voyageurs par sens et par heure, voire à vingt-cinq mille à raison d'une rame par minute. Et surtout - ce sera la prochaine étape - grâce à l'adjonction d'une quatrième ligne aux rames actuelles. Comme, parallèlement, la croissance démographique de l'agglomération s'est très sensiblement ralentie depuis dix ans, on imagine que les améliorations de productivité seront modulées sur une longue période.

Mais la grande affaire de la fin de la décennie sera la réalisation de la quatrième ligne, la ligne D, du Gorge-de-Loup (Lyon-Vaise) à la gare de Vénissieux-Cablot. Le tracé sera complet en 1988. L'année précédente, la plus grande partie aura été ouverte au trafic voyageurs entre Saint-Jean (Vieux Lyon) et Vénissieux.

Les travaux ont commencé à l'automne dernier. Ils ont été accélérés

en raison du programme spécial « grands travaux », d'où un gain prévisible d'un an sur le calendrier prévu. Les négociations sont en cours pour le financement du chantier : en France 1982, la note s'élève à 2 640 millions de francs, dont la plus grande partie - son avance - « subventionnable », avec un engagement de l'Etat de l'ordre de 800 millions de francs. Le solde sera réglé grâce à des prêts à vingt-cinq et trente ans, à taux bonifiés, garantis par la communauté urbaine de Lyon et le conseil général du Rhône. C'est le « versement-transport », fixé ici au maximum de 1,5 % accordé aux villes de plus de cent mille habitants, qui permettra le remboursement de ces emprunts, épargnant ainsi les contribuables de l'agglomération et du département.

Techniquement, la nouvelle ligne sera enterrée à grande profondeur sur un bon tiers de son trajet (entre Vaise et Saxe-Gambetta), et les nuisances seront pratiquement nulles pour les habitants du quartier du Rhône et de la Saône ainsi que pour les résidents de la « Presqu'île ». La ligne D a un tracé novateur puisque aucune ligne d'autobus n'assure aujourd'hui cette liaison, alors que de solides études prévisionnelles laissent pourtant penser que cette future ligne devrait être plus fréquentée que la ligne A, vedette actuelle du réseau.

Le matériel roulant reste classique, mais les rames sont pneumatiques pilotées automatiquement, mais la présence d'un conducteur technicien prêt à suppléer à toute défaillance. A Lyon, où l'on suit avec une particulière attention le parti lillois, on se réjouit de la « reprise » des rames, car elles sont responsables de la R.A.T.P. pour qui « ce qui ne marche pas... »

CLAUDE RÉGENT.

PARIS

Aramis attend le feu vert

Aramis, la cabine-qui-roule-toute-seule (1), sera-t-elle le métro de l'Exposition universelle de 1989 ? Rien n'est encore joué. Tout le monde voyait, dans ce système de transport automatique fort sophistiqué, le cordon prestigieux et vital reliant à travers Paris les deux sites de l'Expo. Aramis, le mini-métro miracle, devait être l'un de ces « chemins de la liberté » sur lesquels, selon le thème choisi pour cette manifestation, la technique raffinée doit conduire les

D'ÉCÉMENT, Aramis a bien de la peine à s'imposer. Ce système de transport a été inventé, il y a une quinzaine d'années, par les chercheurs de la société française Automatismes et technique. La firme Matra racheta le brevet, l'améliora, et deux versions - en 1973-1974 et en 1979-1980 - testées en cabine et voie sur un circuit de 1 kilomètre installé dans un coin de l'aéroport d'Orly.

La R.A.T.P. suivit de très près la matra d'essais, ses ingénieurs furent convaincus, et l'on ébaucha le projet de transporter Aramis sur l'ancienne voie de petite ceinture, aujourd'hui inusitée, au sud de la capitale. Une belle occasion, car les trois arrondissements desservis (treizième, quatorzième et quinzième), ainsi que les communes situées de l'autre côté du périphérique, sont parmi les plus peuplées de Paris, ils sont mal desservis par les transports en commun et l'ex-petite ceinture est l'une des dernières parcelles encore disponibles.

Pourtant, on tergiversa, et, finalement, les plans rejoignant le tombeau des archives. La décision d'organiser l'Expo 89 à Paris les en a fait ressortir. Aramis est une réponse élégante au problème du transport de millions de visiteurs entre les deux sites. Voici l'occasion tant attendue de mettre le mini-métro au monde entier et de le vendre, éventuellement, à des villes étrangères.

Si le feu vert du gouvernement se fait attendre, c'est que les choses ne sont pas simples. Le nouveau métro a une tare : il n'a jamais été expérimenté en vraie grandeur. Mais n'est-ce pas le défaut de toute innovation ? On ne sait pas si les pannes

seront si nombreuses ou si quel degré de sécurité il assurera. Pour en avoir le cœur net, il faut donc installer une boucle d'essai de 1 000 mètres à l'emplacement de l'ancienne gare de Grenelle, dans le quinzième arrondissement. Une rame devrait tourner pendant une semaine, parcourir au moins 100 000 kilomètres. Coût de l'opération : 130 millions de francs. Matra a déjà à peu près égalé par Matra, la R.A.T.P., la région Ile-de-France et l'Etat. On assure, de l'autre côté, qu'une convention devrait être signée très prochainement entre le ministère des transports et la R.A.T.P., autorisant cette boucle d'essai à l'Expo 89. Les conclusions techniques se seraient connues à la fin de 1982.

Devis : 1,3 milliard

Ensuite, il s'agit de passer la ligne sur 5,5 kilomètres, jusqu'au site de l'Exposition universelle, et de construire une boucle d'essai de 1 000 mètres. Devis total : 1,3 milliard de francs de 1981. Matra a déjà travaillé sur des projets similaires, mais ceux-ci ont été justifiés à temps pour l'Expo.

Il faut trouver une firme française pour la construction de la ligne. Et c'est là que les difficultés surgissent. Les véhicules Aramis

humains du vingt et unième siècle. Le Bureau international des expositions lui-même n'a accepté la candidature de Paris et l'éclatement de l'Expo en deux sites que parce que le dossier qu'on lui a présenté assurait qu'il y aurait une liaison spéciale entre les sites de l'Expo. Aramis, les stations incluses dans le domaine de l'Exposition. Et pourtant, aujourd'hui, une fois de plus, les pouvoirs publics hésitent.

matique. L'incident, un imprévu, le métro en tient compte et il a été décidé que la ligne de 1 mètre est fort simple : sur un soubassement de ballast ou de béton, on pose des traverses qui supportent des rails d'un mètre de large. C'est tout ce qu'il faut pour le métro.

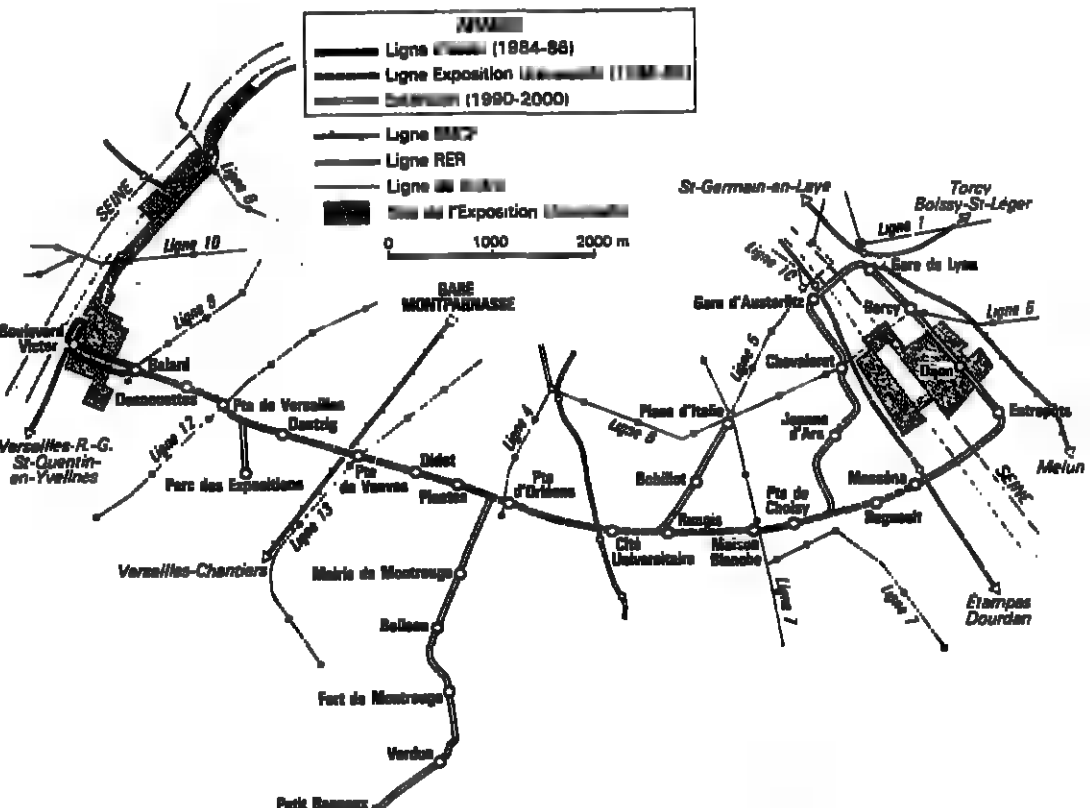
La ligne de 1 mètre est fort simple : sur un soubassement de ballast ou de béton, on pose des traverses qui supportent des rails d'un mètre de large. C'est tout ce qu'il faut pour le métro. Pour former les rames, inutile d'installer les rails les uns aux autres. Il suffit - si l'on peut dire - que le carreau de la première rame ait le bon programme. Les autres rames calquent automatiquement leur mouvement sur celui du chef de file et exécutent les mêmes mouvements, comme les chenilles d'un char. Pour éviter que les véhicules ne se touchent ou même ne se heurtent, chacun est équipé d'un appareil à ultrasons qui « palpe » la barge qui précède et mesure la distance à laquelle elle se trouve. Le

tro ou d'un chemin de fer classique - est donc réduite au minimum. Aramis est donc le métro pour le métro de l'Expo. Il est aussi beaucoup plus souple et, grâce à son automatisme, moins coûteux en personnel. Au total, il est au moins dix fois moins coûteux qu'un investissement en fonctionnement.

L'Expo, et après ?

Aramis a évidemment ses détracteurs, mais on suppose. Outre les problèmes techniques, sa sécurité, on lui reproche sa capacité limitée : dix-sept mille voyageurs à l'heure au grand maximum, alors que le métro classique peut en transporter mille dans la même temps. La R.A.T.P. envisage avec l'Expo de construire des bateaux-automatiques prévus sur la Seine et la ligne du R.E.R. et du métro reliant les deux sites, en étant suffisant pour couvrir les besoins de l'Expo.

D'ailleurs, Matra a des transports parisiens vident bien au-delà de 1989. Ils prévoient de construire, à partir de l'Expo, une ligne primitive, puis Aramis dans plusieurs directions. Partant de la station Mairie de la Défense (treizième arrondissement), une ligne de 11 kilomètres franchira la Seine, ira jusqu'au



tiennent à la fois du métro et de l'autobus sans être ni l'un ni l'autre. Pour les constructeurs de matériel ferroviaire ni les firmes automobiles, le projet n'a rien de révolutionnaire. En tout cas, les avantages présentés demeurent en engagement ferme et immédiat. Mais, de ce point de vue, les complications de l'installation sont énormes. Les techniciens d'Automatismes et technique, qui ont l'habitude de l'Etat n'offrent pas à présent de solutions aux constructeurs, Aramis ne sera pas disponible pour 1989. Certains constructeurs rétorquent avec logique qu'on ne peut s'engager aujourd'hui sur une technique qui n'a pas ses preuves que dans deux ans. On s'en rend compte...

Un atelage électronique

Aramis est un mode de transport qui ne manque pourtant pas de séduction. Les véhicules sont des cabines pesant à peine plus de 2 tonnes, grandes comme une fourgonnette et offrant des places confortables. Les moteurs électriques placés à l'arrière sur les rails entraînent à 110 km/heure.

De construction point, il est placé par un petit cerveau électronique qui a reçu au préalable son programme de conduite. Un petit placage quelconque part en bordure de la voie et tout le monde comme prévu. Les instructions sont envoyées au véhicule par un rail latéral, par lequel lui-même également le courant électrique. Démarrage, accélération, freinage, arrêt, ouverture des portières, tout est programmé à l'avance, tout est auto-

matique. Le système est tel qu'une cabine roulant à l'arrêt vienne au milieu d'une rame, se fasse le bon ordre, quitte la file et prenne une bifurcation. Les véhicules ne sont pas branchés pas, mais ils sont branchés automatiquement les rames. Les rames pourraient être composées de cabines faisant un bout de chemin ensemble, puis se séparant au gré des bifurcations pour se diriger vers des destinations différentes. Et cela sans aucun changement. Pour les voyageurs, il n'y a aucune pondération de la ligne.

Pour les exploitants, Aramis offre des avantages. Léger, d'entretien modeste, silencieux, serré, il peut se glisser dans le tissu urbain et disparaître sous terre dans des tunnels aux dimensions réduites. A titre de comparaison, les dimensions du système Aramis sont les suivantes : la cabine mesure 4,50 mètres de large, 2,50 mètres de haut, 7,50 mètres de long pour le métro parisien. La hauteur simple est de 2,50 mètres, alors que les tunnels classiques sont de 4 mètres. Aramis grimpe des pentes de 8 % au lieu de 5 %, et tourne avec un rayon de courbure de 25 mètres au lieu de 40 mètres au métro.

L'infrastructure des voies - qui représentent 60 % du coût d'un métro - est donc réduite au minimum. D'autres projets sont conditionnés par la décision gouvernementale l'Expo. L'investissement de la municipalité de Montpellier, qui envisage de construire une ligne de 10 kilomètres de la gare de Montpellier à la gare de Béziers, est en principe. Il s'agit de relier la ville de Montpellier à la ville de Béziers par une ligne de 10 kilomètres. La S.N.C.F., de son côté, envisage le métro Aramis pour relier, sur 1 200 mètres, la gare de Paris à la gare de Pont-Carré. La ligne de la banlieue sera en effet déclassée et la liaison ferrée Erment-Invalides sera réalisée. D'autres villes d'Europe, du continent américain et même du Moyen-Orient pourraient, avec aussi, être desservies par Aramis.

gares de Lyon et d'Austerlitz pour desservir la gare de Choisy. D'autres lignes, d'une longueur totale de 5 kilomètres, pourraient desservir le Parc des Expositions de la gare de Versailles, la place d'Italie et même les banlieues sud de Montreuil et de Bagneux. Voies, stations, rames et matériel roulant coûteraient un supplément évalué, en francs de 1983, à plus de 1,8 milliard.

D'autres projets sont conditionnés par la décision gouvernementale l'Expo. L'investissement de la municipalité de Montpellier, qui envisage de construire une ligne de 10 kilomètres de la gare de Montpellier à la gare de Béziers, est en principe. Il s'agit de relier la ville de Montpellier à la ville de Béziers par une ligne de 10 kilomètres. La S.N.C.F., de son côté, envisage le métro Aramis pour relier, sur 1 200 mètres, la gare de Paris à la gare de Pont-Carré. La ligne de la banlieue sera en effet déclassée et la liaison ferrée Erment-Invalides sera réalisée. D'autres villes d'Europe, du continent américain et même du Moyen-Orient pourraient, avec aussi, être desservies par Aramis.

On suppose que les clients potentiels ne peuvent être « attaqués » que si, en préalable, le mini-métro a été mis en œuvre sur la ligne expérimentale du quinzième arrondissement. Tout paraît suspendu à la décision du gouvernement.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Aramis : agencement en rames automatisées de modules indépendants en station.

LE PALAIS DES CONGRES ET DE LA MUSIQUE DE LILLE

LILLE, CARREFOUR DE L'EUROPE UN PALAIS DES CONGRES AU CŒUR DE LA CITE

Ville frontière, capitale économique de l'Europe du Nord-Ouest et d'une région de près de cinq millions d'habitants, LILLE est parvenue une ville de rencontres.

Desservie par l'Aéroport International de Lille-Lesquin, LILLE se trouve à moins de 100 kilomètres de la plupart des capitales européennes.

Situé en plein centre ville, le Palais des Congrès et de la musique de LILLE est intégré au vaste complexe du Nouveau-Siècle.

La salle de congrès peut accueillir 2050 personnes dans des conditions optimales de confort et de travail. L'ensemble est servi par des cabines de traduction simultanée et une régie de cinéma-télévision, la transmission est complétée par un équipement électro-acoustique exceptionnel conçu par les plus grands spécialistes mondiaux.

Les congressistes disposent d'une salle de mini-congrès de 536 places, pouvant également convenir à des expositions, de treize salles de commissions cloisonnables (80 à 100 personnes), de deux salons d'exposition de 170 m2 chacun, d'un foyer-bar sur 800 m2 et d'une salle de presse spécialement équipée.

Parfaitement adaptée aux exigences de tous les temps, le Palais des Congrès et de la musique de Lille est également conçu pour satisfaire les mélomanes les plus exigeants.

L'équipement hôtelier, harmonieusement équilibré entre le centre ville et la périphérie, comprend plus de trois mille chambres. En outre, plusieurs nouveaux hôtels sont programmés, notamment dans le centre ville.

La situation privilégiée du Palais des Congrès, à deux pas de l'espace piétonnier, du centre commercial lillois (750 restaurants) et du quartier sauvegardé du Vieux-Lille permet au congressiste de bénéficier d'une vie culturelle intensive.

Dotée d'un tel équipement de haut niveau, LILLE répond ainsi à sa vocation naturelle de capitale d'une métropole régionale et internationale, au cœur de l'Europe du Nord-Ouest.

RENDEZ-VOUS A LILLE LE 1^{er} JUIN 1983

Contact : PALAIS DES CONGRES ET DE LA MUSIQUE DE LILLE
20, rue du Nouveau-Siècle 59800 LILLE
Tél (20) 54.24.51
Telex : PCMILL 200 708

TRANSPORT : DEUX ATOUTS POUR LA RÉGION

La recherche, une ambition nouvelle

Le réseau, une organisation exemplaire

Il y a guère de temps que l'on a découvert que la région qui fabrique plus de 50 % du matériel roulant français affiche quelque ambition dans l'industrie du transport. C'est le cas du Nord-Pas-de-Calais. Ambition d'autant plus fortement affirmée qu'elle est indispensable à cette « nouvelle industrialisation » qui est le leitmotiv de la préparation régionale du IX^e Plan. Au moment où, dans le panorama économique, le déclin des industries traditionnelles — sidérurgie, charbon, textile — il importe d'explorer de nouveaux champs d'action.

La construction du matériel roulant est, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais, une des grandes forces occupant près de six mille personnes (douze mille au total dans la région), une activité ancienne, mais elle s'est singulièrement rejuvenie grâce à une technologie sans cesse affinée. Le Nord-Pas de Lille en est une illustration frappante. Et elle vient heureusement donner une nouvelle vigueur à une industrie régionale qui a connu, il n'y a guère, une certaine inquiétude. « Cette industrie peut en fait être la source de visite de savoir-faire régional (...) », affirme M. Jean-Paul Hellocou, directeur des transports de la région Nord-Pas-de-Calais.

Il s'agit pour les dirigeants de la région de la chaîne, l'innovation, l'innovation sur la recherche et la fabrication de matériel, le Nord dispose d'atouts de première valeur. Il entend les valoriser très vite. M. Jean-Joséph, président de la région Nord-Pas-de-Calais, a mené une action très efficace dans ce sens. C'est ainsi qu'un comité interministériel d'aménagement du territoire, en décembre 1982, a classé son ac-

cord la création du Groupement régional pour la recherche dans les transports (G.R.R.T.), organisme à « vocation nationale » qui contribue notamment au développement de tout système automatisé de transport. Il prendra la forme juridique d'un groupement d'intérêt public, tel que prévu par la loi d'orientation de programme pour la recherche de juillet 1977.

La création du Groupement régional pour la recherche dans les transports (G.R.R.T.), organisme à « vocation nationale » qui contribue notamment au développement de tout système automatisé de transport. Il prendra la forme juridique d'un groupement d'intérêt public, tel que prévu par la loi d'orientation de programme pour la recherche de juillet 1977.

Un jalon du renouveau industriel

Le Groupement régional pour la recherche dans les transports dispose déjà d'un terrain de cinq hectares à Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, sur lequel il a construit un bâtiment d'une valeur de 5,5 millions de francs ; le budget d'équipement et de fonctionnement est de l'ordre de 12 millions de francs pour les trois premières années ; dès 1984, vingt personnes seront employées. Un comité scientifique

est créé dans le Groupement, dont la présidence est assurée par M. Robert Gabillard, chercheur de l'université de Lille-I, le père du système automatique employé pour la première fois au monde sur le métro lillois. Les recherches dans ce domaine vont se poursuivre activement, et c'est pourquoi l'Institut de recherches sur les transports créé à Lille, à partir du service du métro, un Centre de recherches et d'évaluations systèmes de transport automatisés (CRESTA).

Les initiatives se multiplient donc et on n'aurait garde d'oublier la décision prise par la S.N.C.F. de transférer dans le Valenciennois son laboratoire de matériel qui emploie environ cent cinquante personnes hautement qualifiées. « Ainsi, affirme M. Joseph, le Nord dispose d'une véritable filière recherche-développement pour le matériel ferroviaire, qui pourront être testés en conditions réelles dans le Valenciennais, à partir notamment de réseaux d'essais S.N.C.F. »

Cette opération complexe, dit-on, se déroule dans les milieux régionaux, est comme une fusée à trois étages : le laboratoire d'abord, les essais et la fabrication ensuite. En il faut lancer une activité intense de production et de maintenance du matériel de transport français à l'étranger. Car on n'échappe pas aux contraintes du marché. Le métro de Lille, réalisé par Matra, sera déjà un test. Sera-t-il vendu à l'étranger ? C'est possible, selon probable. Il intéresse déjà des villes comme Los Angeles par exemple. En tout cas, la Communauté urbaine de Lille, le président M. Arthur Hénin fait valoir que les royalties que rapportera le métro de Lille, ce sera le début d'une très vaste entreprise, qui pourra être l'un des jalons du renouveau industriel du Nord-Pas-de-Calais.

Le schéma de transport lancé par le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais en 1977 a été réalisé. En effet, en mesure aujourd'hui les réalisations. M. Hector Viron, adjoint au maire de Lille, rapporteur de la commission des transports, fait ici le point sur cette opération : souligne que la même logique a présidé à la réalisation du métro.

« Préciser dans quelles conditions le schéma régional de transport a été réalisé ? Quels en sont les résultats aujourd'hui ? »

« Voici tout d'abord, les données du schéma de transport régional réorganisé, conformément à la loi du 10 juillet 1977. Ce schéma des transports était ambitieux : il augmentait à terme l'offre ferroviaire de 20 % environ par rapport à l'offre actuelle ; accroissement du nombre de voyageurs aux heures de pointe, alternance de trains à haute fréquence et de trains à faible fréquence.

« 50 % des places offertes aujourd'hui le sont dans des conditions nouvelles : le métro de Lille, le métro de Valenciennes, le métro de Roubaix, le métro de Tourcoing et de Lille-Besieux et permettant sur les autres itinéraires de disposer de trains plus attractifs dans la plage horaire 15 h 30 - 16 h 30, les pointes de soirée et de matinée.

« Le trafic actuel, en 1978, se situe cette année à 10 millions de voyageurs par an. Les prévisions élaborées par la région, l'Etat et la S.N.C.F. Avec un peu plus de 544 millions de voyageurs/km, il représente un accroissement de plus de 12 % du trafic de 1978 et à lui-même environ 10 % du trafic mondial de la S.N.C.F. en France, y compris la région parisienne. La croissance la plus forte se situe sur l'axe Lille - Bé-

thune - Saint-Pol avec 40 %. Le trafic aux déplacements domicile - travail ou domicile - école représente plus de 60 % du trafic total de l'année 1982. Les réalisations augmentent de près de 30 % par rapport à 1978.

« Le succès entraîne-t-il d'autres développements ? »

« Bien sûr, le schéma doit être vivant. Si cette étape fondamentale a permis de modifier le comportement d'anciens automobilistes convertis au transport en commun, il convient maintenant de tenir compte des lacunes qui subsistent et de celles qui ont pu se créer.

« Dès le 29 mai prochain, vingt et un trains supplémentaires seront créés, organisant ainsi les dessertes de Lille - Roubaix - Tourcoing et de Lille - Besieux et permettant sur les autres itinéraires de disposer de trains plus attractifs dans la plage horaire 15 h 30 - 16 h 30, les pointes de soirée et de matinée.

« Le développement important de la clientèle sur certains axes entraîne des surcharges en heures de pointe qu'il y a lieu de soulager pour maintenir la qualité du service. Le conseil régional a commandé six rames de cinq voitures à deux niveaux, dont la première circule déjà le 1^{er} de cette année. Les études de la réouverture de la ligne ferroviaire Lens - Don et l'électrification de la ligne Don - Béthune vont débiter. Par ailleurs, un programme d'investissements conjoint S.N.C.F. - région Nord-Pas-de-Calais est lancé.

« L'organisation des transports collectifs semble intéresser pour l'essentiel les lignes de la S.N.C.F. Ce n'est pas pour les autres réseaux, ceux des autobus par exemple ?

« Le schéma régional n'est en fait que le maillon central de la chaîne des transports. On estime entre trente-cinq mille et quarante-cinq mille personnes la clientèle se déplaçant en train un jour de semaine sur un réseau Nord-Pas-de-Calais. Mais

six mille personnes seulement utilisent un transport en commun pour se rendre de la gare à leur domicile ou leur lieu de travail. Dans certaines zones, où le rabattement par voiture particulière est inévitable, il convient d'offrir aux voyageurs de meilleures possibilités de stationnement. C'est ainsi qu'une première tranche de travaux dans quelques gares a été prévue.

« Pour les gares situées dans les agglomérations où existe un réseau urbain ou interurbain, une politique de complémentarité train-bus va être menée par la région. Une expérience est déjà en cours sur l'axe Béthune-Lille : il s'agit d'offrir aux voyageurs hebdomadaire S.N.C.F. un tarif unique attractif pour les parcours urbains supplémentaires entre la gare, le domicile ou le lieu de travail.

« La première ligne de métro de Lille va être ouverte. Pensez-vous que ce métro s'intègre logiquement dans le schéma régional des transports ?

« En aucun cas le schéma régional des transports et le métro ne seraient des modes de transport en opposition. Ces deux modes de transport font partie de la même chaîne et sont des modes complémentaires.

« Le schéma veut réduire les distances, interurbaines : le métro, lui, réduit les distances urbaines. Le réseau ferré permet et engendra même l'installation et le développement de toutes sortes d'activités économiques que le réseau de service offert permet des déplacements et des échanges rapides et économiques. Le réseau de métro procède de cette même philosophie. C'est la même logique au service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. C'est dans le cadre de complémentarité et par les échanges nouveaux engendrés — la station-gare de Lille en est un très bon exemple — que le schéma régional de transport et le métro vont permettre à toute une région de bénéficier, de moyens de transport modernes, associant étroitement déplacements urbains et interurbains. »

En consacrant les droits et libertés des communes, des départements et des régions, la loi du 3 mars 1982 a juridiquement créé un « Nouveau Nord ». L'Assemblée départementale entend bien évidemment utiliser toutes les potentialités qui sont désormais les siennes. Plus que jamais elle veut un département du NORD qui soit responsable, solidaire, novateur.

Responsable.

Certes la réalité du NORD demeure : réalité économique, réalité sociale, réalité culturelle ne pourront être modelées qu'au fil des années. Et le résultat ne sera atteint qu'en plein accord avec les efforts de redressement du pays, les actions des collectivités publiques et privées au nombre desquelles il ne faut pas manquer de compter les entreprises.

Le budget 1983 est la première occasion de marquer cette volonté nouvelle, en privilégiant les dépenses créatrices d'emploi et réductrices d'inégalités, et en accélérant le rythme de progression des dépenses d'investissement.

Le budget est important, puisqu'il se situe à quatre milliards sept cent cinquante millions de francs, réunis par la fiscalité directe du département, le montant du volume des emprunts à 500 millions de francs, et réduisant dans la mesure du possible le volant d'opérations antérieures non affectées.

Ainsi le Conseil Général entend-il participer à la lutte contre l'inflation tout en lançant une politique active d'investissement. Le taux de hausse des dépenses fonctionnelles a été limité à 10 % alors que les crédits d'investissement étaient majorés de 15 %. Et si les emprunts sont en augmentation d'un tiers, c'est que le NORD fut souvent le parent pauvre des politiques nationales passées, les retards accumulés sont nombreux et lourds.

SIGNE

Solidaire.

Rigueur n'exclut pas solidarité, mais au contraire l'exige. Le Département joue dans ce rôle essentiel, il y consacre plus de la moitié de son budget.

Ces programmes en direction des personnes en difficulté, pour plus d'un milliard de francs. Ces programmes comportent des actions classiques en la matière, mais ils visent à élargir les moyens mis en œuvre et à les diversifier. C'est ainsi par exemple que sont créés des lieux d'accueil momentanés qui évitent d'enfermer les jeunes en difficultés passagères dans des systèmes à la fois trop lourds et trop coûteux pour la collectivité.

Ce sont, par ailleurs, pour un milliard et demi de francs, des actions en direction des personnes âgées, des personnes handicapées.

Pour ces dernières, un établissement public départemental de soins, d'éducation et d'adaptation vu le jour, qui impulsera une politique de réinsertion sociale et professionnelle à la fois où le NORD se doit de combler un retard spécifique très lourd.

Certes, consacrer plus de la moitié d'un budget aussi considérable que celui du département du NORD à la solidarité mesure l'ampleur des besoins. Mais elle témoigne aussi de la volonté politique. La nouvelle image du NORD, le département qui est voulu par le Conseil général exigeant plus de solidarité.

Novateur.

Le Conseil Général du NORD inscrit son action dans l'effort de redressement et de rénovation du pays. Il veut le faire en respectant l'esprit de la décentralisation : des collectivités pleinement responsables, ayant cha-

que un rôle spécifique. Dans chaque secteur où il intervient, le département sera conduit à innover.

C'est ainsi qu'en matière d'aménagement rural, les formes nouvelles de coopération avec les communes seront nécessaires. Lorsque demain le département aura la pleine responsabilité des locaux scolaires du second degré, il aura à inventer des modes de gestion

tourant le dos aux pratiques bureaucratiques nées de la décentralisation. Et faut-il par exemple conserver la distinction entre voirie nationale et voirie départementale, alors qu'un même service assure l'entretien ?

Ces questions trouveront leur réponse dans les mois et les années qui viennent. Mais déjà, pour ce qui est des interventions économiques, le Département du NORD montre qu'il sait être novateur.

Comme bien des départements, le NORD contribuait à aménager des zones d'activités, industrielles et artisanales ; il pratiquait l'exonération de la taxe professionnelle ; il aidait l'apprentissage. Plus spécifique déjà était la participation au renouvellement de la flotte de pêche artisanale. Et cette année voit deux mesures nouvelles : une action en faveur de l'immobilier d'entreprises dans les sec-

teurs les plus défavorisés en matière d'emploi, et la mise en place d'agents locaux de développement économique, tandis qu'un fonds d'intervention permettant de régler rapidement des situations particulières est dégagé.

« Ici encore, responsable et solidaire, le Département du NORD est conduit à être novateur. S'il revient à l'Etat de conduire la politique industrielle du pays, à la région de définir les axes d'une nouvelle industrialisation du NORD-PAS-DE-CALAIS et de mettre en place les actions stratégiques nécessaires, le Département a la mission tout aussi essentielle de veiller à ce que partout dans le NORD les problèmes d'emploi soient traités avec la même volonté de les résoudre, et que partout dans le NORD, les emplois qui peuvent être créés le soient.

Le Conseil Général du Nord

A un peu plus d'un siècle comme la grande majorité des autres conseils généraux de FRANCE. Et depuis près d'un demi-siècle que des socialistes aussi éminents que Jean Lebas, Augustin Laurent, Victor Provo et aujourd'hui Albert DENVER, le président, ce n'est certes pas la première fois que responsabilité, solidarité, novation caractérisent son action.

Mais la décentralisation l'a fait naître à nouveau. Cette nouvelle naissance, un angle nouveau la marque.

Un N. solide sur l'horizon, baigné de couleurs vives, qui se multiplie à la mesure des actions du département du NORD.

Image de fermeté, donc. Mais image aussi de notre confiance dans un renouveau profond. Cette signature exprime ce nouveau NORD que nous nous attachons à construire.

Le Nouveau Nord

مكتبة الأمل

Samedi 23 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



20 h 35 Série : Dantes.
21 h 25 Droit de réponse.
Émission de Michel Pol.
Les bras m'en tombent (les accidents du travail).
h 50 Étoiles et toiles : Alain Rognani.
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand.
23 h 30 Journal.

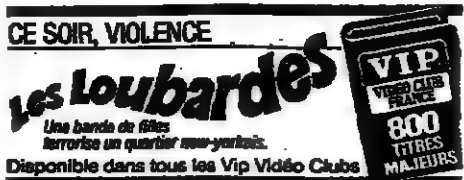
DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Sports : Hockey sur glace.
URSS-Tchécoslovaquie.
21 h Variétés : Eurovision de la chanson.
Grand Prix, en direct de Munich.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble : Suivre... Perse.
Une émission de D. Gélis, réal. J. Tilly.

Sur les pas d'un poète-diplomate...
21 h 55 Journal.
22 h 18 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
23 h 15 Musiques.
Autour de « Concerto d'Amazons », de Rodrigo.



FRANCE-CULTURE

18 h 45, Démonstrations avec... Y. Moullet et M.-H. Devillers.
21 h 2, Sans la mort.
22 h 5, Le pont des arts.
23 h 5, La fuge du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

JOURNÉE CHOPIN
20 h 35, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : « Brucis de Rite », de Liszt, « Concerto pour piano et orchestre », de Chopin, « Symphonie n° 4 », de G. Onslow, par l'Orchestre national de France, dir. H. Soudant, J. Ogden, piano.
23 h, Aspects de la virtuosité : les grands pianistes du début du siècle.

Dimanche 24 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h Le magazine de la semaine : Sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Psychosé : Nicolas : les preuves. La télévision française. Avec Yvon Gattas, président du C.N.P.F.
20 h Journal.
20 h 35 Film : 747 en péril.
Film américain de J. Smight (1974), avec C. Huston, K. Black, G. Swanson, G. Kennedy, D. Andrews.
Un film-catastrophe comme on en a trop vu : mais il y a les acteurs.
22 h 15 Documentaire : Un homme...
Documentaire, le documentaire « Georgia T », un film de M. O'Brien, sur une femme de Scholberg.
h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 10 Dimanche magazine.
19 h 5 Stade 2.
20 h 10 Journal.
20 h 35 Jeu : Le chasseur aux trésors.
21 h 40 Documentaire : Les heures chassées de Montparnasse.
A la recherche de Guillaume Apollinaire, de J.-M. Drey et M. Lagarde.
Jean-Marie Drey a sorti de ses propres archives les images qu'il avait tournées en noir et blanc en 1957.
Images des amis d'Apollinaire, Max Orlan, André Salmon, Marc Chagall, qu'il a coupés, remontés en une nouvelle version couleur, une ballade-guérlande enroulée du Maf Maf.
22 h 30 Concert magazine.
(En liaison avec France Musique), l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch, interprète la « Symphonie n° 2 » de Schumann.

(Pour les programmes complets, voir le Monde daté 17-18 avril.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1
HORIZONTALEMENT

1. On ne peut lui dénier un certain cran, bien que tirant souvent au flanc dans l'armée. Marquent la supériorité du singe sur l'homme. - II. Niche pour saint-bernard. Peut être interse dans un hôpital. Chargé de mission qui, inversé, en révèle un astre. - III. Commence une identité ou en traduit une autre. Une telle opération peut se faire par le fil. Bâton des divinités pastorales. - IV. On le porte sans effort, sauf quand il est grand. Une seule « uille » pour faire un ménage. En parfois élevée dans des serres. - V. Bien qu'épris de liberté, on le voit souvent au violon. L'inductible destin des girouettes. - VI. Essentiellement fatiguées. Organisateur des embarquements pour Cythère. Ferment. - VII. Stratégie chirurgicale ou militaire. - VIII. Agent progressif. Nodiste inventé. Apportée par les grains du ciel au bénéfice de ceux de la terre. - IX. Ravitaillement en boisson chaude. Proie d'estampant au pays des estampes. Forme d'un X. Monogramme pour un Seigneur. César se glorifiait de cette ascendance. Perdant contenance quand on les étreint. - XI. Personnel. Bouffait beaucoup, mais conservait la taille fine. Hélio à Hélopolis. - XII. Il faut être deux pour en faire une. Hautement noble ou basement varié. Qui cesse de l'être. - XIII. Scène de la danse du feu. Symbole d'un régime carcéral rigoureux ou d'une délivrance laborieuse. Pape ou empereur. - XIV. Avec lui, il ne faut pas s'attendre à la grosse galette. L'hôpital des ailes brisées. - XV. Personnel. Vedette de garden-party. Peut se dire de la braise laissée par le feu.

VERTICALEMENT

1. Selon le cas, celui qui se le met la bouche ou n'a pu boucler. Son point est particulièrement fréquent dans les ronds-points. - 2. Porte le chapeau ou enfle une veste. Certains y aspirent, d'autres y soufflent. - 3. C'est d'eau marseillaise. Repas pour bec fin. Ses feux se sont éteints depuis longtemps. - 4. Gouvernail des mers de la police. Affaire toujours sa présence malgré une affirmation royale. Une adresse est nécessaire pour la retourner. - 5. Personnel. On ne saurait lui dénier des qualités de femme d'intérieur. A suivi Henri en 1789. - 6. Même important, il vaut moins que la fange dont il est fait. Vieil agent d'une politique de non-agression. Superwoman. - 7. Rikaban toujours, l'acte parfois. La surs à couper. Rétrospective à l'indigne. - 8. Ravis. Interjection. Thème d'un esprit conformiste. - 9. A toujours été long chez Cléopâtre. On le suit en marchant ou en s'arrêtant. Cavalier parmi des charges gaules. - 10. Partie du théâtre où l'on voit toujours dormir debout dans le cas de spectacle soporifique. Rêve d'alchimiste. - 11. Faire preuve d'un masque d'attention. Article. Court fragment de la Grande Muraille. - 12. Chevalier dans les valises diplomatiques de Louis XV. Saint Martin en possède un. Incident de parcours à Roland-Garros. - 13. Poulet parmi les faisans. Tient lieu de vente. - 14. Solidement assurées ou de constitution fragile. Fait en sorte que le temps travaille pour lui. - 15. Un des passagers de la première croisière organisée. Mieux à l'égard d'une libération. Qui ne méritait sa plaine d'un manque d'attention.

Solution du problème n° 3433

Horizontalement

I. Indolence. - II. Faisans. - III. Crise. - IV. Faisans. - V. Civils. - VI. Dits. - VII. Uni. - VIII. Levage. - IX. Lse. - X. Sûr. - XI. En. - XII. En. - XIII. En. - XIV. En. - XV. En.

Verticalement

1. Incrédulité. - 2. Nuée. - 3. Directives. - 4. Ombre. - 5. Lse. - 6. Égaré. - 7. NL. - 8. Céléstine. - 9. Enus. - 10. Annoncé.

GUY BROUTY.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 23 AVRIL

M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste portugais, participe en direct à l'émission de 20 heures, sur Antenne 2.

DIMANCHE 24 AVRIL

M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat au tourisme, est reçu en journal de 12 heures de Franco-inter.
Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, veuve de l'ancien secrétaire général du parti communiste français, est l'invitée de l'émission « Le Grand Jury R.T.L. » le dimanche sur R.T.L. à 18 h 15.

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, répond aux questions des journalistes du « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 heures.

VIE QUOTIDIENNE

LES CARNETS DE CHANGE
SERONT VENDUS
AU PRIX DE 30 F

Les carnets de change, prévus dans le cadre du dispositif de renforcement du contrôle des changes, seront vendus au prix de 30 F l'un.

Disposables à partir du 2 mai 1983, ces carnets de change pourront être obtenus auprès des banques et des bureaux de poste à raison d'un seul carnet par personne. Une liste des personnes auxquelles aura été délivré un carnet de change sera adressée, chaque mois, à la direction générale des douanes et des droits indirects par les intermédiaires agréés (banques et bureaux de poste).

Les allocations touristiques ou les allocations pour voyages d'affaires devront être mentionnées sur ces carnets de change. Les achats de devises effectués pour des voyages touristiques en mai 1983 devront être reportés sur le carnet de change des bénéficiaires au plus tard le 31 mai 1983.

Les allocations destinées à des enfants mineurs peuvent être inscrites sur le carnet d'un des parents sur présentation du livret de famille.

(Lors de sa dernière utilisation en France (entre janvier 1969 et août 1970), le prix du carnet de change avait été fixé à 5 F. De couleur orange et comportant trois volets, il avait fait l'objet d'un premier tirage à six millions d'exemplaires.)

On peut comprendre que, pour des raisons techniques, les pouvoirs publics aient mis plus d'un mois pour publier ce nouveau carnet. Il est normal, en revanche, que le ministère de l'Economie et la Banque de France n'aient toujours pas installé un service de renseignements fiable, habilité à résoudre les innombrables cas exceptionnels que le contrôle des changes ignore.

CARNET

Naissances

Edmond et Genevieve THOMASIAN ont eu leur deuxième petit-fils Varoujan.
né le 12 mars 1983 au foyer de Jean-Pierre et Véronique, née Ferraro.
Partageant cette joie, les oncles, tantes et cousins du nouveau-né.
François, An et Rafi et bien d'autres aussi.
- Mort, où est ta victoire ? -

Décès

M. et Mme Michel Bloch, M. et Mme Claude Bloch, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de annoncer le décès de leur père.

Robert BLOCH, président d'honneur de Porcelaine de Paris, survenu le 22 avril 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 23 avril 1983, à 10 heures, à la 30 division, rue Emile-Richard, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3, avenue Céline, 92200 Neuilly.

15 bis, avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 23 avril :

1. Loi n° 100 relative au gouvernement et à la présidence de la République.

2. Décret n° 100 relatif à l'accord relatif au transport aérien entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 avril à 0 heure et le dimanche 24 avril à minuit.

La dépression persistant au voisinage de l'Irlande continuera à diriger vers le pays un flux de sud-ouest instable dans lequel circulent des limites frontales.

Dimanche, l'une des pluies encore le matin les régions s'étendant de la Cote aux Alpes et à la Franche-Comté, y compris les pluies gauses localement fortes. On observera également quelques averses de la Champagne à l'Alsace. Puis, cette perturbation s'évacuera vers l'est. Des averses se produiront encore en Corse, ainsi que près des frontières du Nord et du Nord-Est l'après-midi.

Par ailleurs, une autre zone nuageuse et pluvieuse intéressera le matin les régions proches de l'Atlantique, gagnant dans la journée le Centre, tous les pays du Loire et le Centre, puis les Alpes. En soirée, pourront se déclencher des pluies orageuses, particulièrement au Centre et aux Pyrénées orientales.

Entre ces deux zones perturbées, la météo sera brumeuse avec des nuages bas et des brouillards locaux. Puis les éclaircies et les passages nuageux alternent.

Les températures minimales seront de 9 à 11 degrés sur les régions méditerranéennes, 5 à 8 degrés ailleurs. Les maximales seront de 16 à 19 degrés sur les régions méditerranéennes, 15 à 17 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 23 avril, à 8 heures, 1 004,9 millibars, soit 753,7 millimètres de mercure.

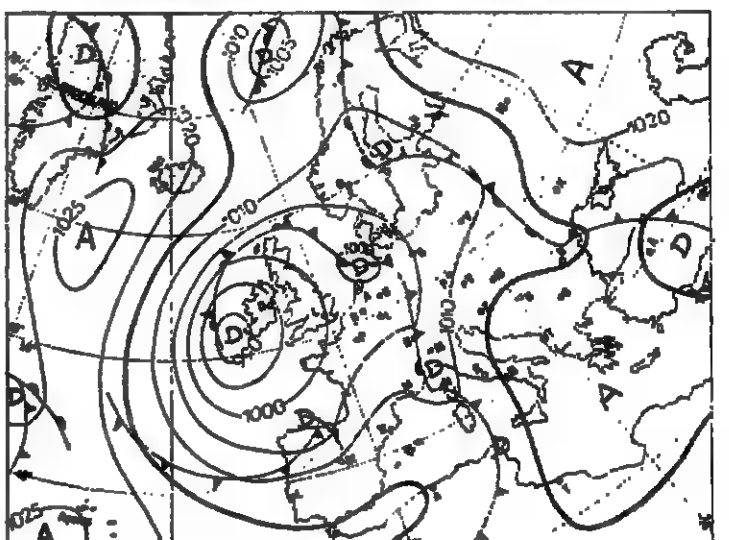
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 avril ; le second le minimum la nuit du 22 au 23 avril) :

Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 11 et 11 ; Bordeaux, 20 et 9 ; Bourges, 18 et 8 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 17 et 7 ; Cherbourg, 15 et 6 ; Clermont-Ferrand, 21 et 8 ; Dijon, 18 et 7 ; Grenoble, 11 et 7 ; Lille, 15 et 9 ; Lyon, 18 et 9 ; Marseille-Marganne, 19 et 13 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 17 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 17 et 10 ; Pau, 22 et 9 ; Perpignan, 16 et 9 ; Rennes, 16 et 7 ; Strasbourg, 18 et 6 ; Tours, 11 et 9 ; Toulouse, 17 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 11.

Températures à l'étranger : Alger, 26 et 12 degrés ; Amsterdam, 14 et 9 ; Athènes, 21 et 12 ; Berlin, 15 et 6 ; Bonn, 18 et 7 ; Bruxelles, 17 et 6 ; Le Caire, 20 et 15 ; Las Canaries, 21 et 18 ; Copenhague, 13 et 11 ; Dakar, 24 et 20 ; Djibouti, 13 et 13 ; Genève, 17 et 5 ; Jérusalem, 17 et 8 ; Lisbonne, 11 et 7 ; Londres, 15 et 6 ; Luxembourg, 16 et 7 ; Madrid, 15 et 5 ; Moscou, 17 et 9 ; Nairobi, 23 et 16 ; New-York, 17 et 9 ; Palma-de-Majorque, 19 et 8 ; Rome, 19 et 8 ; Stockholm, 9 et 6 ; Toteur, 25 et 11 ; Tunis, 23 et 8.

(Document support technique spécial la Météorologie)

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL 0 HEURE (G.M.T.)



BREF

LE RAPPORT DUBEDOUT SUR LES QUARTIERS DIFFICILES.

Le rapport de la commission présidée par M. Hubert Dubedout, député-maire de Paris, et ancien ministre de l'Intérieur, sur le développement social des quartiers, vient d'être publié par la Documentation française sous le titre « Quartiers difficiles, refaire la ville ».

★ En vente au prix de 30 F : 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris 12. Tél. : 261-50-10.

« PLUME VERTE », NOUVEAU SERVICE DE LA MAIRIE DE PARIS.

Les Plumes Vertes, les services de jardinage en ville, ont pour but de permettre aux jardiniers de la Ville de Paris de mieux entretenir leurs jardins, leurs fenêtres, et terrasses ou tout simplement la façade de leur maison.

★ « Plume verte » : BP n° 32-16, 75761 Paris cedex 16.

Remerciements

Profondément touchée par les brèves marques de sympathie et d'amitié qui lui ont été témoignées de la disparition du président Achille PERETTI, sa famille prie tous ceux qui sont associés à son grand deuil de vouloir bien l'excuser de ne pouvoir répondre individuellement et de trouver ici l'expression de ses sentiments de sincère et durable amitié.

La municipalité, Le conseil municipal, Le personnel de la ville de Neuilly-sur-Seine, remercient toutes les personnes qui se sont associées à l'hommage rendu au président Achille PERETTI lors des obsèques célébrées le lundi 18 avril 1983.

Anniversaires

Le cinquième anniversaire de la mort de Jacques RUEFF, une pieuse pensée est adressée à ceux qui gardent son souvenir.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carrière du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de récépissé des dernières bandes pour justifier de cet état.

Economie

Le chômage a légèrement diminué en mars dans la Communauté européenne

Selon les statistiques C.E.E. publiées le 11 avril à Bruxelles, le chômage a diminué de 2,2 % en mars, en nombre d'inscrits, par rapport à février dernier. Les chômeurs sont au nombre de 12,1 millions et représentent globalement 10,9 % de la population active. Les réductions les plus importantes ont été constatées au Luxembourg (- 8,7 %), en R.F.A. (- 5,9 %) et au Danemark (- 5,9 %).

A la fin mars, les demandeurs d'emploi représentaient 15,2 % de la population active en Irlande, 14,3 % aux Pays-Bas, 13,8 % en Belgique, 12,3 % au Royaume-Uni, 12,2 % en Italie, 10,2 % au Danemark, 8,9 % en R.F.A., 8,9 % en France, 1,4 % au Luxembourg.

Fiscalité

T.V.A. à 33 % (au lieu de 18,66 %) pour les caméras vidéo, les récepteurs d'images vidéo, les accessoires vidéo. Cette mesure est en application 1^{er} mai. Comme pour les magnétoscopes, la plus grande partie de la production est importée. Une nouvelle mesure de frein à la détaxation audiovisuelle, au moment où le gouvernement veut promouvoir la culture par le développement des industries de communica-

tion, a été adoptée. Elle consiste à augmenter de 15,2 % le taux de la T.V.A. sur les produits audiovisuels.

Poursuite de la grève à Leyland - Les cinq mille ouvriers de l'usine Leyland, à Cowley, près d'Oxford, ont voté vendredi 10 avril pour poursuivre la grève qui dure depuis quatre semaines et qui a coûté plus de 10 millions de livres (environ 880 millions de francs) à la société nationale britannique. Les syndicats ont demandé la suppression des heures supplémentaires et le paiement de 10 minutes de travail en fin de journée. (Corresp.)

Droit syndical

LA FÉDÉRATION TEXTILE C.G.T. S'EST RÉUNIE DANS LES LOCAUX DE LA LAITIÈRE DE ROUBAIX

(De notre correspondant.)

Lille. - Le bureau national de la Fédération textile C.G.T. s'est réuni le 20 avril à Roubaix. Une première et un symbole : cette réunion s'est tenue dans les locaux de la Laitière de Roubaix, la seule usine textile de la région. Le secrétaire général de la Fédération, M. Christian Larose, a déclaré que la Fédération textile C.G.T. se félicitait de ce premier pas vers l'application de la loi Auroux. M. Larose a toutefois regretté que la Laitière n'ait pas accepté que les membres du bureau national puissent visiter l'entreprise.

Au cours d'une conférence de presse organisée à la suite de cette réunion, M. Larose a déclaré qu'il était inquiet de la perte du pouvoir d'achat des salariés. Il a souligné que la situation de la Laitière de Roubaix est préoccupante. Il a également mentionné que la Fédération textile C.G.T. a obtenu la reconnaissance des effets positifs du plan Auroux qui a permis de limiter les suppressions d'emplois et de relancer les investissements. J.-R. L.

LE RACHAT DE LA BANQUE SLAVENBURG Une opération « un peu chère »

En rachetant la banque néerlandaise Slavenburg, le Crédit lyonnais a fait une affaire « un peu chère », a-t-il affirmé, vendredi soir 22 avril, à Paris. M. Jean Defflassieux, son président, mis en cause, a proposé de se racheter, par une journaliste de Libération. Il a reconnu, toutefois, que l'opération (1,6 milliard de francs) était « un peu chère ».

En fait, c'est tout le problème de l'implantation d'une banque à l'étranger qui est en jeu. En 1980, des investisseurs ont installé la banque à Paris. Mais, l'année suivante, le Crédit lyonnais, avec succès, la Société générale et l'Indo-Suez, le Crédit lyonnais, prisonnier de son alliance avec son partenaire allemand Commerzbank, qui le représentait à Paris, avait voulu frapper un grand coup en rachetant la banque de Slavenburg. Mais, le Crédit lyonnais, qui avait payé 500 millions de francs le contrôle de la banque, comptait consacrer 500 millions de francs à la « réparation ». Hélas ! le seul financier effectif et préalable se révélant inactif, mais plusieurs dirigeants de la banque

la banque Slavenburg, qui change de nom pour devenir : Crédit lyonnais Bank Nederland N.V.

C'est donc l'épilogue d'une affaire coûteuse, certes, qui a fait trébucher les confrères, français ou étrangers, mais pas trop, car nul n'est à l'abri de ce genre de mauvaise surprise : en ce cas, le vrai péché mortel pour une banque serait de ne pas payer la facture.

Une seule question subsiste : pourquoi M. Defflassieux, venu à juste titre défendre le directeur financier de la Slavenburg, mis sur le gril sans pouvoir trop bien se défendre, a-t-il été flanqué de M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement ? Le socialisme serait-il menacé parce qu'une banque nationale a eu un « accident » dans une affaire engagée sous le régime du P.D.G. président, M. Claude Pierre-Brossollet, giscardien notoire, et que M. Defflassieux, directeur général du département international à l'époque, n'a pas désavoué ? FRANÇOIS REMARD.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

Avis d'appel d'offres national et international

N° EX.06./83.

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- LOT 01 : 7100 paires de chaussures de sécurité.
- LOT 02 : 60 000 paires de gants de travail de type « FOREUR ».

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnements - 1, place Bir-Hakim - El Biar - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (08) exemplaires sous double pli cacheté, recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et portant uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° EX.06./83 - CONFIDENTIEL - A ne pas ouvrir - A L'ATTENTION DE M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS »

devront parvenir au plus tard le 28 mai 1983, délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE

La Banque Industrielle et mobilière privée, S.A., 22, rue Pasquier, 75383 Paris, informe le public que la garantie financière qu'elle avait déléguée à la Japan Overseas Travel Agency, 31, rue Chapal, 75009 Paris, cessera de produire effet trois jours après la publication du présent avis, à savoir le 20 mai 1983, conformément à l'article 20 du décret n° 77-363 du 14 mars 1977.

La garantie est intégralement reprise par l'Association professionnelle de solidarité pour la promotion du tourisme, dont le siège social est 6, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris.

Les créances nées antérieurement à la date de cessation de la garantie déléguée par la Banque Industrielle et mobilière privée à la Japan Overseas Travel Agency, 31, rue Chapal, 75009 Paris, ne produiront pas d'effets à compter de la date de cessation de la garantie déléguée.

Il est précisé qu'il ne s'agit que de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues ni ne peut, en aucune façon, être interprété comme une reconnaissance de la dette par la Banque Industrielle et mobilière privée.

LES PRIX EN MARS : + 0,2 % EN GRANDE-BRETAGNE

London (A.F.P.). - L'indice officiel des prix britanniques de consommation n'a augmenté en mars que de 0,2 %. La hausse avait été de 0,4 % en février et de 0,9 % en mars 1982.

Le taux annuel d'inflation britannique est tombé en mars à 4,6 %, soit au plus bas niveau depuis avril 1982. Ce taux était de 4,9 % en janvier et 5,3 % en février. En mars 1981, il était encore de 10,4 % après avoir atteint 21,9 % en mai 1980.

... ET DE + 0,1 % AUX ETATS-UNIS

Washington (A.F.P.). - Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en mars. Ce résultat, qui suit cinq mois de hausse nulle ou de baisse du coût de la vie, confirme les prévisions selon lesquelles l'inflation devrait être cette année aussi faible, et peut-être inférieure, au taux de 3,9 % enregistré en 1982. Au cours du premier trimestre de 1983, les prix ont augmenté au rythme annuel de 0,4 %, la plus petite hausse trimestrielle depuis 1965.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

Avis d'appel d'offres national et international

N° EX.05./83.

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- LOT 01 : Pièces de rechange pour véhicules spéciaux « KENWORTH ».
- LOT 02 : Pièces de rechange pour véhicules « LAND ROVER ».
- LOT 03 : Pièces de rechange pour véhicules « TOYOTA ».

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnements - 1, place Bir-Hakim - El Biar - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (08) exemplaires sous double pli cacheté, recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et portant uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° EX.05./83 - CONFIDENTIEL - A ne pas ouvrir - A L'ATTENTION DE M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS »

devront parvenir au plus tard le 28 mai 1983, délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

Avis d'appel d'offres international

N° EX.04./83.

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

1124 outils de forage et leurs duses (ROCK BITS FOR OILWELL)

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnements - 1, place Bir-Hakim - El Biar - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (08) exemplaires sous double pli cacheté, recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et portant uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° EX.04./83 - CONFIDENTIEL - A ne pas ouvrir - A L'ATTENTION DE M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS »

devront parvenir au plus tard le 28 mai 1983, délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

Avis d'appel d'offres international

N° EX.01./83.

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- LOT 01 : Diverses pièces de rechange pour appareil de forage de marque « OILWELL ».
- LOT 02 : Diverses pièces de rechange de marque « GARDNER DENVER, NATIONAL, MATCO, FOSTER, BAYLOR, LEE C. MOORE, GEOLOGRAPH, LIGHTNIN, OMSCO, FAWICK CLUTCH et DEMCO ».
- LOT 03 : Diverses pièces de rechange de marque « CAMERON, HYDRIL, CHRISTENSEN, BYRON JACOBSON, VARCO, BAASH ROSS, WEB WILSON, BOWEN et HALLIBURTON ».
- LOT 04 : « RACCORDERIE ».

Cet Appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnements - 1, place Bir-Hakim - El Biar - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (08) exemplaires sous double pli cacheté, recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et portant uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° EX.01./83 - CONFIDENTIEL - A ne pas ouvrir - A L'ATTENTION DE M. LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS »

devront parvenir au plus tard le 28 mai 1983, délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'offres.

Economie

Les syndicats français et la rigueur

(Suite de la première page)

Comme toutes les autres centrales, elle se démarque. La cible n'est véritablement le gouvernement. Celui-ci n'est encore perçu comme un « adversaire » menant une réelle politique d'austérité.

Le rythme du possible

Une telle attitude est justifiée. La direction de la C.G.T. par le refus de tomber dans le piège du « poujadisme » syndical par la volonté d'imposer les difficultés actuelles « vingt-trois heures de pouvoir », la droite du patronat. Alibi ? Qu'ils bien, écrit M. Vianney s'adressant aux salariés, que, malgré la secousse, la continuité d'avancer. C'est ce qui amène la centrale à vouloir montrer « constructive » dans les propositions et à diriger les actions plutôt que le patronat, serait-ce que pour récupérer les salaires perdus par le pouvoir d'achat entraîné par le plan gouvernemental. L'Etat-patron ne sera pas épargné, à l'automne, le gouvernement échappe à l'affrontement direct.

La stratégie cégétiste entraîne cependant un remous et la gauche à base, alors même que les effectifs continuent à croître (1). Les opposants à la « ligne Krasucki », pourtant divers, écartés, la plupart des dirigeants, se regroupent et multiplient dans les sections, les voix pour entendre pour réclamer une mobilisation plus ferme et l'abrogation des ordonnances. Ces « gardiens » qui reprochent à leur centrale le « décalage » de son propre programme de « comporter en « courroie de transmission » du gouvernement », retrouvent pas l'adhésion chez les militants de la Ligue communiste révolutionnaire, aussi, parfois, parmi des militants syndicaux de vieille souche et des communistes orthodoxes et... très désorientés. Plusieurs congrès fédéraux, la métallurgie aux chemins, comme des articles de la « ouvrier », se sont fait l'écho de ce mécontentement, de ce désarroi. Et dans une récente adresse à M. Krasucki, quatre sections syndicales de Cherbourg ont déploré que « les revendications », les luttes « soient délaissées au profit », participation à la gestion « entreprises ». Un signe parmi d'autres.

Cette difficulté à réagir, à infléchir la rigueur, cause la C.F.D.T., qui, elle aussi, réunit son conseil national du 22 au 30 avril. Mais les critiques émanent d'une « gauche » nature. Dans son rapport, M. Chérèque va s'en prendre au « plan gouvernemental » jugé trop limité à un assainissement financier aux résultats incertains. La rigueur manque de rigueur : « C'est le Canada Dry, ironie le secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., cela ressemble à la rigueur, cela n'est pas le goût ». En gardant de se « mobiliser » les syndicats, en estimant les effets sur l'emploi, le gouvernement s'est, pour la C.F.D.T., privé d'une « mobilisation de confiance ». Il ne s'agit pas de « jeter aux chiens » le plan mais le « compléter par un volet social », l'emploi, les propositions et à diriger les actions plutôt que le patronat, serait-ce que pour récupérer les salaires perdus par le pouvoir d'achat entraîné par le plan gouvernemental. L'Etat-patron ne sera pas épargné, à l'automne, le gouvernement échappe à l'affrontement direct.

Un front d'opposants C.F.D.T.

pour la C.F.D.T. la rigueur mise en œuvre correspond à ce que préconisait M. Maire le perron, l'Elysée, il n'est question non plus de heurter frontalement le gouvernement. Une attitude amène, la aussi, des opposants à la ligne cégétiste. Il se regroupent à passer, timidement, à l'offensive. Le 13 avril, à la Bourse du travail à Paris, les représentants des trente-cinq syndicats parisiens (santé, P.T.T., E.D.F., Intero, SGEN, Banque de France, finances, équipement) ont amendé et adopté un « projet » présenté par le conseil des syndicats du livre et du papier-carton (2). Intitulé « Pour une autre démarche syndicale », il devrait être « enrichi » d'une réunion nationale d'opposants le 11 juin.

Si ce texte porte la marque de l'extrême gauche — comme à la C.G.T., les militants de la Ligue communiste cherchent à jouer un rôle actif dans l'opposition, — avec le refus « massif » de l'austérité, l'appel à une « mobilisation de masse », il émane aussi de cégétistes qui retrouvent dans une même hostilité au recentrage fédéral et aux « nouvelles solidarités ». La C.F.D.T., y lit-on, vit une mobilisation « précédente (...) La mobilisation » question décisive pour les

mois à venir. Ce doit être le support d'une réconciliation confédérale.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a joué au poker avec l'organisation : le discours confédéral, les nouvelles initiatives, les exigences économiques, les qu'elles sont formulées par le gouvernement. Mais de pratiques « présidentielles » et « autoritaires », la confédération a évité le piège d'une « transformation profonde de la société par l'action syndicale » : elle « accepte aujourd'hui une adaptation au cadre économique capitaliste ». Or, affirme le texte, « il n'y a pas d'issue contractuelle à la crise, la seule véritable anticapitaliste et socialiste. Elle passe obligatoirement par une mobilisation importante des travailleurs ».

Certes, les salaires au sein de la C.F.D.T. n'est pas encore aussi élevés que le prétend le texte. Une large majorité de l'organisation soutient la ligne unitaire. Le mouvement oppositionnel n'ébauche qu'une esquisse d'alternative, et, parmi les syndicats signataires, on reconnaît qu'il manque à cette « alternative » une « stratégie nationale », l'appui d'une « mobilisation de masse ». Hachicux, pourtant critique vis-à-vis de la « mobilisation », évitant de faire de l'obstruction systématique au sein du bureau national, — est resté à l'écart de la « mobilisation » des cinq syndicats, jugés d'ailleurs « très limités » dans les propositions ». Ce texte, ajoute-t-on, la fédération, « pose les bases d'une stratégie démocratique » alternative. Il n'apporte pas de réponses « problèmes économiques (protectionnisme, sortie S.M.E., etc.) ». La contestation manque de « masse », mais, la C.F.D.T. comme à la C.G.T., le désarroi militant risque d'être amplifié par le deuxième plan de rigueur.

F.O. contre l'austérité

A l'ouverture, qui réunit l'exécutif le 25 avril, la fédération contre le plan gouvernemental, tel qu'il est présenté dans son numéro du 13 avril. Force ouvrière Hebdo a consacré 4 pages à des témoignages de fédérations et d'unités départementales « contre l'austérité ». Cela va de « questions » à laisser s'élargir

payée par les travailleurs. « Un syndicat n'est pas fait pour demander des salaires de se serrer la ceinture ». Dénonçant « le plan de récession qui n'ouvre aucun espoir », M. Blondel, secrétaire confédéral, ironise cruellement : « Austérité économique, austérité financière, austérité sociale : pour les travailleurs, l'émancipation devrait aller au-delà de la rédemption ».

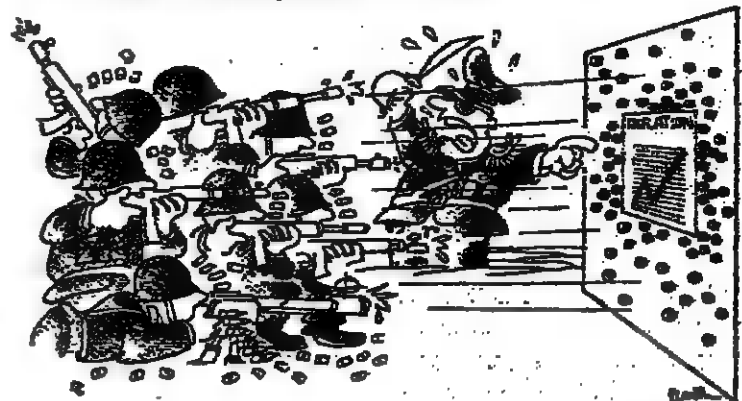
F.O. a adopté un ton plus combatif, même si le langage du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, le déperissement de la politique contractuelle et des tensions sociales. Déjà poussé à l'ordre du jour de grève lors du blocage des trains, M. Bergeron a, ces jours forcés de « calmer le jeu » et ne peut rajouter des difficultés au gouvernement. Mais il veut qu'une trop grande modération ne le coupe d'adhésions qui se feraient plus dans le syndicat. Aujourd'hui, il veut demander d'être plus ferme. Les militants, même si les grèves sont forcées, ont une grève nationale le 24 mai. En 1977, la politique de M. Barre, F.O. est allée à l'extrême, elle a initié des initiatives d'action. Pour une fois, les syndicats, la marge de manœuvre de ne pas dresser d'obstacles supplémentaires au redressement économique et celle, vitale pour eux, de ne pas se laisser le camp des déçus du syndicalisme.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) A la commission exécutive de la C.G.T., il aurait été indiqué pour la fin mars 1982 une baisse des effectifs de 17,5 % par rapport à la fin mars 1981. Certains opposants avaient le chiffre d'un million de syndiqués actifs (un million deux cent mille avec les retraités). A la confédération, on indique que les chiffres communiqués à la commission exécutive sont purement provisoires : « c'est une simple base de travail » et n'indiquent pas l'état réel des effectifs.

(2) Un « conseil élargi » des syndicats du livre et du papier-carton qui refusent la décision du bureau national de la C.F.D.T. d'affilier le papier-carton à la fédération de la chimie (ceux du livre étant rattachés à la F.T.I.A.A.C.) au 1^{er} janvier 1983 (le 15 mai du 15 janvier) s'est tenu les 14 et 15 avril. Il a réaffirmé « sa volonté de constituer avec la F.T.I.A.A.C. la fédération C.F.D.T. des travailleurs de l'information ». Une réunion pour tenter de trouver une solution est cependant prévue le 26 avril entre des représentants de ces syndicats, la fédération de la chimie et la F.T.I.A.A.C.

HYPER-INFLATION EN ARGENTINE Tous millionnaires



Dessein de PLANTU.

10 000 pesos le kilo de carottes, 15 000 un journal, 50 000 un paquet de cigarettes, 100 000 le kilo de viande, 150 000 une course en taxi, 250 000 un repas, 2 millions une paire de chaussures, 60 millions un vélomoteur, 360 millions une motocyclette 750 cm³, plus de 1 milliard une Renault Fuego. Il faut avoir le cœur bien accroché pour suivre l'effroyable valée des étiquettes en Argentine.

Chaque jour apporte son réajustement des prix sur le marché. Les plus étonnants, peut-être, c'est que l'érosion quotidienne est plus qu'étonnante. On ne peut rien y faire. On s'habitue et on s'adapte, tel est le leitmotiv des Argentins. « Que voulez-vous, on ne peut rien y faire. On s'habitue et on s'adapte », tel est le leitmotiv des Argentins. « Que voulez-vous, on ne peut rien y faire. On s'habitue et on s'adapte », tel est le leitmotiv des Argentins. « Que voulez-vous, on ne peut rien y faire. On s'habitue et on s'adapte », tel est le leitmotiv des Argentins.

Si le phénomène frappe l'imaginaire à Buenos-Aires, les campagnes ne sont pas épargnées. Dans le nord de la Patagonie, un petit éleveur calculait devant nous : « Il y a six mois, pour acheter une vache, il me fallait compter deux cages de tourillons, c'est-à-dire deux charges de camion de trente à trente-trois bêtes d'environ quatre tonnes chacune. Aujourd'hui, pour la même camionnette, je dois prévoir une charge supplémentaire ». Un agriculteur de la région de Bahia Blanca explique qu'il lui est plus rentable d'acheter des vaches pour les vendre ensuite à meilleur prix plutôt que de continuer sagement à du bled.

Cette « dollarisation » de l'économie se traduit par un grandissement entre le taux officiel de change, déjà supérieur à 65 000 pesos pour 1 dollar, et les cours du marché noir, où la monnaie américaine grimpe régulièrement et se traite à près de 100 000 pesos. Ce déséquilibre infligé par les pressions en faveur d'une dévaluation en bonne et due forme.

Jusqu'en 1981, les militaires, qui avaient pris le pouvoir en 1976, avaient maintenu un peso artificiellement surévalué. Cette politique leur avait permis d'en peu mieux contrôler la hausse des prix et de ramener le taux d'inflation à 88 % en 1980. Mais en stimulant les importations, les options ultra-libérales du tout-puissant ministre de l'économie de l'époque, M. Martinez de Hoz, avaient multiplié les faillites et durement frappé l'industrie nationale.

Avec le tirage pris par ses successeurs, la spirale inflationniste a repris de plus belle, et en deux ans, le peso s'est déprécié de plus de 2 500 % par rapport au dollar. Les Argentins ne se méprennent plus sur la valeur d'une monnaie devenue au fil des ans roupie de sansonnet. La plus petite coupure utilisée, le billet de 500 pesos, ne vaut plus guère que 5 « minimas » français. Lors des matchs de football, il n'est pas rare de voir le public arroser l'arbitre de ces billets pour donner libre cours à sa mauvaise humeur.

L'ouvrier qui rapporte un 1,5 million de pesos

semaine à la maison ne se sent pas millionnaire pour autant. Lors de la dernière grève, les syndicats revendiquaient un salaire minimum mensuel de 10 millions de pesos. Qu'en restera-t-il cependant prochainement, avec une inflation qui a dépassé 200 % en 1982, et des perspectives qui s'annoncent vers 100 %, compte tenu du rythme de l'inflation du coût de la vie pour les premiers mois de l'année ? Les autorités, incapables de contenir cet emballement, ont tout de même décidé de proposer un remède. Ainsi, à partir du 1^{er} juillet, le peso fera peau neuve. D'un trait de plume, il se verra amputé de quatre zéros et sa parité s'inscrira vraisemblablement entre 7 et 10 pour 1 dollar. Autrement dit, le billet de 1 million de pesos ne vaudra plus que 100 nouveaux pesos. Si le porte-monnaie de l'Argentin moyen ne sera pas mieux garni pour autant, les ordinateurs de la Banque centrale pourront, eux, se remettre à fonctionner normalement. Quant au ministre de l'économie, il avait tenu à préciser que les chiffres étaient incapables de saisir un zéro de plus dans leurs calculs.

Certains responsables argentins se rendent néanmoins compte que ce tour de passe-passe ne résoudra rien et ne sera qu'un pis-aller. Il ne fera qu'ajouter à l'anarchie dans un pays où une bonne partie de la population compte encore en anciens pesos, version d'avant 1969, quand le gouvernement avait supprimé deux zéros, et que 100 pesos étaient devenus du jour au lendemain 1 peso.

Pour M. Alvaro Alsogaray, ministre de l'économie et qui se pose aujourd'hui en candidat de la libre-entreprise aux prochaines élections, le subterfuge des militaires ne peut avoir qu'une valeur « cosmétique ». A ses yeux, ni les partis politiques traditionnels, ni les militaires n'évaluent correctement les dangers de cette spirale inflationniste.

Comme il l'avait déjà fait du temps de M. Isabel Peron, il vient de renouveler l'expérience : l'hyperinflation détruit l'ordre social et crée les conditions pour l'anarchie. Le travail perd sa valeur, et comme en Allemagne après la première guerre mondiale, « quelque chose risque de surgir en promettant de rétablir l'ordre ».

L'Argentine n'est d'ailleurs pas seule dans la région à avoir d'incalculables problèmes avec la monnaie. Le Brésil, qui vient de procéder au février à une maxidévaluation de 30 % du cruzeiro, a lui aussi bien du mal à contenir la spéculation sur le dollar.

De même en Bolivie, où les militaires, qui avaient longtemps monopolisé le pouvoir, ont légué un lourd héritage aux civils. A la veille de la passation des pouvoirs, durant les neuf premiers mois de 1982, le peso bolivien avait subi une dévaluation de facto d'au moins 1 000 %.

Pour combler le vide des caisses de l'Etat, les autorités ont recouru à la planche à billets, et la rapide dévalorisation du peso, sans parler de son coût social, ne va pas sans poser quelques problèmes d'ordre pratique. Ainsi, jusqu'à ces dernières semaines, la coupure de 100 pesos était la plus élevée, les Bolivien devaient se munir d'une mallette, ou à tout le moins d'une serviette, pour effectuer un achat d'une certaine importance. D'aucuns ont même parfois recouru aux services d'un portefaix indien pour transporter dans un baluchon, sur le dos, l'argent nécessaire à une transaction de plus grande envergure. L'introduction d'une nouvelle coupure de 500 pesos devrait contribuer à alléger ce genre de désagrément. Mais les problèmes de fond que révèlent ces désordres monétaires demeurent, eux, entiers.

JEAN-CLAUDE BURNIER.

Transformez l'emprunt obligatoire en acompte pour votre maison Phénix.

Jusqu'au 14 juillet, les 10% que vous allez verser pour l'emprunt obligatoire auront valeur d'acompte à la commande de votre future maison Phénix. Et ceci, dans la limite de 5 000 Francs. Vous ne nous rendrez cet

argent que lorsque l'Etat vous aura lui-même remboursé, et les intérêts liés à cet emprunt vous resteront acquis.

C'est notre façon à nous, Phénix, de stimuler l'épargne et de participer à la politique de lutte contre l'inflation.

MAISON PHENIX

Société des Maisons Phénix - Centre National d'Information - Tél. (1) 574.99.99.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

4. Trouver l'âme sœur en Chine populaire.

FRANCE

8. La faux pas des corridors d'identité.
10. L'affaire des quarante...
11. La justice est une « entreprise en difficulté », déclare M. Badier.

CULTURE

13. Portal, la félicité clarinette.

ÉCONOMIE

23. L'inflation en Argentine.
25. Crédits, changes et grande marchandise.
25. Revue des valeurs.

RADIO-TÉLÉVISION (21)
INFORMATIONS
« SERVICES » (21):
« Journal officiel »; « Météorologie »; « Météo »;
« Carnet (21) »; « Programme des spectacles (13-14) ».

UN COMMANDO A SACQUÉ LE MUSÉE DE LA LÉGION D'HONNEUR A PARIS

Un commando « anti-impérialiste » d'une douzaine de personnes, appartenant au groupe « Action directe », a saqué le musée de la Légion d'honneur, à Paris, rue de Bellechasse, samedi 21 avril vers 17 heures. Armés de machettes, de pistolets, de barres de fer, d'un fusil à canon scié, selon les témoignages, le commando a pénétré dans le musée, le visage dissimulé par des casques, les membres du commando se sont séparés en trois groupes, chacun luttant à briser les pièces de circulation des salles du musée. Une douzaine de tableaux du musée ont été saisis, dont une œuvre de Van Loo, prêtée par le musée du Louvre. Le coût des dégâts s'élève à plusieurs millions de francs.

Après cinq heures de pillage, le commando s'est retiré sans laisser sur place un tract relatif au départ « des troupes françaises du Liban » et la « libération du territoire ». Le commando révolutionnaire Frédéric Orliach, du gouvernement socialiste social-démocrate de Mitterrand, a été arrêté par la police. Il est âgé de 35 ans. Ancien militant maoïste, il fut durant les années 1974-1977 militant des Noyaux armés pour l'autonomie populaire, les NAPAP, qui revendiquèrent plusieurs attentats par explosifs en l'absence de Jean-Antoine Trémolet, en 1977, qui avait eu cinq ans plus tôt, durant un conflit social, Renault Overney, ouvrier chez Renault. Arrêté et emprisonné à la prison de la Santé, Frédéric Orliach avait fait l'objet d'une longue surveillance policière après la série d'attentats du 1982, à Paris. Évoluant au sein de l'ultra-gauche, lié à des groupes comme Action directe, il avait été arrêté le 12 octobre alors qu'il refusait une consigne individuelle à la gare du Nord. Les policiers trouvèrent notamment dans cette « cache » une quarantaine de lettres sur des cartes postales et des lettres où l'on pouvait envisager de telles actions.

M. Mitterrand, qui par sa fonction grand maître de la Légion d'honneur, s'est rendu, samedi 23 avril au matin, au musée de la Légion d'honneur.

■ L'industriel et éditeur américain Armand Hammer, qui possède la collection la plus importante au monde d'œuvres d'Honoré Daubigny, a fait don à la Caracorum Gallery de Washington de 100 lithographies signées par le peintre sculpteur et caricaturiste français en 1830 et 1870. Cette donation, estimée à 100 000 dollars (1,10 millions de francs) s'accompagne d'une aide financière.

GABICCE MARE
Adriatique - Italie
HOTEL EXCELSIOR
Via del mare - Chiavari, 10, Chiavari - Anzio
Hôtel de ville, 10, Chiavari - Anzio
Hôtel de ville, 10, Chiavari - Anzio
Hôtel de ville, 10, Chiavari - Anzio

A B C D E F G

La chute des cours du porc provoque de violentes manifestations en Bretagne

La chute des cours du porc, dont l'élevage est une des spécialités des agriculteurs bretons, a provoqué de très violentes manifestations, notamment à Quimper, où les éleveurs réclament la libération de deux des leurs, qui a connu une « nuit chaude » dans la grande tradition des années 60. A Châteaulin, la préfecture a été envahie et saccagée. L'agitation s'est étendue dans la Vienne, à Poitiers et à Châtellerault, où des agriculteurs ont lâché des porcs, dont l'un a été poussé dans le bureau de M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, alors absente. Ces violences éclatent au moment où les discussions agricoles à Bruxelles traversent une passe éminemment difficile.

La « chaude nuit » de Quimper

Quimper. — Depuis le début de l'après-midi, on le savait, « la nuit allait être chaude à Quimper ». Au fil des heures, la tension montait. Les informations s'accumulaient : deux agriculteurs affiliés au C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs) avaient été arrêtés au cours de la nuit de jeudi à vendredi et inculpés de tentative de cambriolage alors qu'ils tentaient, avec deux autres syndiqués, de dérober des bordereaux d'importations de porc dans les bureaux d'une entreprise de salaisons quimperoise.

Les deux hommes, MM. Raymond Le Bot, vingt-sept ans, et Jean Pennec, trente ans, exploitants agricoles à Plonevez-Portzay (Finistère-Sud), recherchaient des documents prouvant que les maîtres salaisonniers bretons importaient des porcs de l'étranger. Deux de leurs complices avaient pénétré à l'arrivée des représentants de l'ordre. Depuis plusieurs semaines, les éleveurs bretons s'indignent de la chute des cours du porc et le maintien des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) qui réduisent de beaucoup, affirment-ils, leurs revenus. Les paysans allaient manifester.

Tous unis : les C.D.J.A., les départements des Côtes-du-Nord, de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, la F.N.S.E.A., les salariés agricoles. Ils se sont réunis sur le champ de foire, dans le haut du vieux Quimper. M. Alexis Gourvenec souligne que la décision du procureur finistérien a fait contre elle l'unanimité des paysans bretons. Le C.N.J.A. ne fait pas toujours bon ménage avec la F.N.S.E.A. au point que, accusés de faire bande à part, les jeunes agriculteurs ont été exclus de la F.D.S.E.A. du Finistère.

Une heure après, c'est l'explosion. Aux cris de « libérez nos compatriotes », les manifestants attaquent la prison, en ouvrent les portes, pénètrent dans les cours, mettent le feu à une voiture. Puis, poursuivis par les C.R.S., tandis que fusent les grenades lacrymogènes, des agriculteurs, par groupes, défilent dans la ville, sur les quais, près de la préfecture. Armés de barres de fer, ils s'acharment des policiers de signalisation, des corbeilles à papiers, des feux tricolores, avant de remonter sur le champ de foire, non sans y avoir placé plusieurs bombes à retardement.

A 21 heures, c'est l'acalmie. Ils attendent le résultat de l'entrevue avec le procureur. C'est l'heure des discussions, tandis qu'une dernière explosion éclate au pied de la cathédrale. Au-delà des deux syndicalistes emprisonnés, c'est la guerre aux montants compensatoires qui est au cœur de la manifestation. « Si on ne fait rien, la majorité des éleveurs bretons va disparaître dans un an », affirme un agriculteur. « Nous sommes doublement pénalisés depuis les dernières mesures monétaires européennes. La Bretagne est une région d'élevage hors sol, c'est-à-dire que nous sommes obligés d'importer plus cher la nourriture de nos animaux que les vendeurs plus difficiles à trouver que la France importe le porc. C'est une injustice qui nous pénalise ».

CHATEAULIN : MISE A SAC DE LA SOUS-PRÉFECTURE

(De notre correspondant.)

Châteaulin. — Revenant de la manifestation à Quimper, une dizaine d'agriculteurs ont envahi la sous-préfecture de Châteaulin (Finistère-Sud) dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 avril. Deux gendarmes qui effectuaient une patrouille et qui tentèrent de raisonner les manifestants furent violemment pris à partie et ont dû être hospitalisés. Leur voiture a été jetée dans le canal de Nantes à Brest.

Les agriculteurs se côtoient péniblement dans la sous-préfecture après avoir brisé le rideau métallique du garage et la porte d'entrée à l'aide de pioches et de mines. Ils se sont dispersés en plusieurs groupes, ils ont mis à sac plusieurs bureaux et incendié des papiers.

De notre envoyée spéciale

dénoncer nos militants...
« Un éleveur qui possède cent quatre-vingts porcs perd 100 000 francs par mois », estime un autre. « Depuis quelques semaines, nous perdons les marchés. Tous. Les Français ne se rendent pas compte, estime un éleveur. Que penseraient-ils si on leur disait : Volkswagen ou Mercedes à importer leurs voitures, chez nous ? »

Minuit. Minuit et demi. Les groupes se font et se défont, on commence à avoir froid. Les cordons de C.R.S., dont les casques tracent un pointillé lumineux bloquant les routes. On attend. Les délégués ne reviennent pas. Mais l'humour est au rendez-vous : « On aura eu Guerre et Paix en direct », commente un quimperois qui venait d'assister à la projection du film. Les C.R.S. dégagent les véhicules placés en travers de la rue en lançant à un reporter qui les suit : « Ce sont toujours les mêmes qui sont sur la photo ! Les manifestants accueillent les « fleurs » agricoles : « Ça va, les fleurs ? » « Ça va, ça va, ça va ».

DE JANVIER A MARS

Le déficit commercial de la France a été voisin de 25 milliards de francs

Le déficit de la balance commerciale française, qui a atteint 27,1 milliards de francs en 1982, a été voisin de 25 milliards de francs en 1981. Selon les chiffres bruts, 24,9 milliards de francs en 1981, 23,9 milliards en 1982 et 23,7 milliards en 1983. Après correction, le solde négatif a été de 6,585 milliards de francs en 1981, de 6,585 milliards en 1982 et de 6,585 milliards en 1983. Le déficit commercial de la France a été voisin de 25 milliards de francs en 1981.

En chiffres bruts, les importations ont atteint 111 888 millions et les exportations 62 639 millions de francs. Après correction, les importations ont atteint 111 888 millions et les exportations 62 639 millions de francs. Le déficit commercial de la France a été voisin de 25 milliards de francs en 1981.

MISSION INTERROMPUE POUR SOYOUZ T-8

Moscou (A.F.P., U.P.I.). Vladimir Tiorov, Gueorgi Strelakof et Alexandre Serebrov, les trois cosmonautes soviétiques, sont revenus sur la Terre sains et saufs le 22 avril 15 H 29 (heure de Paris) à bord du vaisseau spatial Soyouz T-8. L'atterrissage a eu lieu à soixante kilomètres au nord-est d'Aralyok, localité du Kazakhstan.

Soyouz T-8 avait été lancé le 20 avril et devait rejoindre le « train spatial » composé de la station spatiale Salout-7 et du satellite Cosmos 1433. Les trois cosmonautes, semble-t-il, ont été libérés de la mission orbitale plus de deux semaines plus tard. Ils ont été libérés de la mission orbitale plus de deux semaines plus tard.

A la suite d'une défaillance technique, au sujet de laquelle les Soviétiques n'ont donné aucune précision, Soyouz T-8 n'a pu rejoindre le « train spatial » bien qu'il s'en soit approché à moins d'un kilomètre.

MORT DU PIANISTE EARL « FATHA » HINES

Le pianiste américain de jazz Earl « Fatha » Hines est mort le vendredi 22 avril à Oakland (Californie).

[Né en 1905, en Pennsylvanie, de parents musiciens, il débuta dans le jazz en 1922, à Chicago, où il devait fonder par la suite un club. Longtemps considéré comme insurpassable — jusqu'à l'arrivée du pianiste Teddy Wilson —, Earl Hines a beaucoup joué avec Louis Armstrong dont il a rejoint le groupe de 1943 à 1951, et a eu une grande influence sur des artistes comme Charlie Parker, Dizzy Gillespie et à leurs débuts — ou, plus tard, le tromboniste Teagarden, avec qui il fit le tour du monde. Il a également contribué à établir la réputation de son ami Billy Eckstine ou Sarah Vaughan. Il continua à se produire jusqu'à dans les années 70. De nombreux enregistrements de ses solos existent. Personne n'ignore par exemple le fameux « Rhapsody ». C'est un des derniers pianistes qui disparaît.]

Le numéro de « Monde » daté 23 avril 1983 a été tiré à 500 053 exemplaires.

différent.

A l'école Américaine au Tessin ou en Angleterre.

Seize : Quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou italien. Pour les jeunes de 12 à 18 ans. En juillet ou en août. Les enfants pour les plus jeunes de 6 à 12 ans. Colonie de vacances internationale pour les enfants de 12 à 18 ans. Cours de vacances internationales pour les enfants de 12 à 18 ans. Cours de vacances internationales pour les enfants de 12 à 18 ans.

The American School in Switzerland

Les carnets de Hitler sont-ils authentiques ?

Quinquante ans après sa prise de pouvoir, c'est Hitler lui-même qui intervient dans la commémoration et coupe court à tous les colloques, séminaires ou militants : son journal quotidien, partant du 22 juin 1932 jusqu'à avril 1945, écrit-il sur soixante-huit pages de cent pages, a été retrouvé. Des extraits vont être publiés par l'hebdomadaire allemand Stern et par le Sunday Times.

Ce document, d'un intérêt évidemment considérable si son authenticité est attestée, aurait été confié à Martin Bormann, confident de Hitler, dans les derniers jours du bunker à Berlin. Ennemé dans des cahiers de fer, il aurait été chargé à bord d'un des deux avions qui quittèrent Tempelhof à cinq minutes d'intervalle, dans la soirée du 21 avril 1945. Selon le Times de Londres, l'un des deux, piloté par le commandant Friedrich Gundt, se serait écrasé dans l'Eggenberg, aux frontières de la Tchécoslovaquie, informé de l'accident et de la mort du pilote, Hitler se serait exclamé que ces cahiers contenaient ses archives privées, témoignage qu'il destinait à la postérité.

La carcasse de l'appareil fut fouillée par une unité de la Wehrmacht, dont l'un des officiers emporta les cahiers et les cache depuis lors en Allemagne de l'Est.

Comment ces cahiers sont-ils à l'Ouest ? Stern n'en donne pas l'explication, indiquant seulement que, voilà trois ans, le détenteur de ces documents prit contact avec la direction et précisa que la plupart avaient été déposés dans une banque suisse.

C'est là que, sur la demande du Times, les cahiers originaux furent examinés par lord Decro, nom actuel de l'historien Hugh Trevor-Roper, ancien professeur à Cambridge. Totalisant sept cahiers au départ, il vit ces cahiers se dissoudre progressivement, et il déclara au Times, en ajoutant qu'il tenait désormais ces documents pour « authentiques » et qu'ils pourraient servir à réviser les vues acquises sur le personnage de Hitler et « peut-être même sur quelques événements publics ».

« Il est absurde toute fois de considérer que l'évidence (supposée) par Hitler l'emporte sur toute autre évidence, sauf sur quelques points isolés, et il ajouta : Ce serait introduire le Führerprinzip en histoire, autrement dit : jouer son jeu ».

Le Stern expose qu'il a soumis ces cahiers à différents historiens et à des experts, dont les conclusions ont admis l'authenticité. Une seule allusion avait jusqu'alors transpiré : dans les souvenirs du général Baur, pilote personnel de Hitler, paru en 1956. Il y évoque en passant le désespoir de Hitler en apprenant que ses journaux avaient été détruits.

Dans l'immédiat, attendons la confirmation de presse que Stern donnera le 25 avril à Hambourg à l'occasion de sa publication de premiers extraits.

La caution de Hugh Trevor-Roper suffit certes à ébranler le scepticisme que suscite une telle nouvelle. Car l'historien britannique a, depuis 1944, consacré une large partie de ses activités à enquêter, comme officier de l'intelligence service puis comme universitaire, sur Hitler et sur sa fin dans la chancellerie. Peu de pairs l'égalent en prudence. Son jugement donc, est à prendre en compte.

Inversement, Eberhard Jäckel, professeur à l'université de Stuttgart, auteur d'un récent ouvrage sur les écrits de Hitler en 1905 et 1924, estime que « les circonstances de la vie du Führer indiquent qu'il n'était pas le genre d'homme à tenir un journal. Il dit plusieurs fois qu'on

ne devrait pas écrire et garder de la paperasserie inutile ».

Un autre historien, Werner Maser, rappelle que en raison de son tremblement nerveux, Hitler ne pouvait pas écrire à l'encre et utilisait toujours un crayon, alors que les documents sont écrits à l'encre noire. Et l'historien britannique David Irving déclare qu'un Allemand de l'Ouest lui avait déjà proposé trente-quatre volumes de prétendus « écrits de Hitler ».

Un faux politique ?

Jusqu'à plus ample informé, le doute est d'autant plus requis que le temps choisi pour une telle publication est de toute évidence un dessin de bouleversement, voire de déstabilisation de l'opinion allemande.

Pionnière, en effet, dans un réexamen profond et sincère de l'époque nazie et de ce qu'elle implique pour l'Europe, cette opinion, notamment dans les jeunes générations, est en voie d'accomplir le « déassement du passé », le dégageant de la culpabilité, qui restitue leur équilibre personnel à la masse de ceux qui, après la guerre, n'ont rien à voir avec le nazisme. Ils constituent de loin la majorité de la population allemande.

Donner la parole à Hitler en des termes tels que la révision des données historiques établies puisse simplement être proposée, c'est un dessin non pas historique, mais politique, visant à remettre en selle des démons qu'on croyait morts, tant chez les Allemands que chez leurs alliés. Une façon de relancer le mythe de l'« Allemagne éternelle » à travers le Führer.

Qui peut avoir intérêt à une opération aussi malicieuse ? Et qui peut avoir eu la patience et les moyens de la mettre au point pendant de longues années ? Car aucun fabricant artisanal de faux historiques n'aurait disposé du temps et des ressources nécessaires pour écrire soixante cahiers portant sur deux ans.

La découverte encore obscure de ces cahiers en Allemagne de l'Est justifie tous les soupçons. Menée conjointement par des services soviétiques et par des services allemands, l'opération pourrait être un chef-d'œuvre de désinformation, ou d'intoxication.

Seconde hypothèse : des survivants du III^e Reich auraient eu largement le temps de la mener pour leur propre compte, d'en faire l'élément d'un plus vaste programme d'action. Et les faussaires, sous la dictée de compagnons de Hitler, ne manqueraient pas à Berlin.

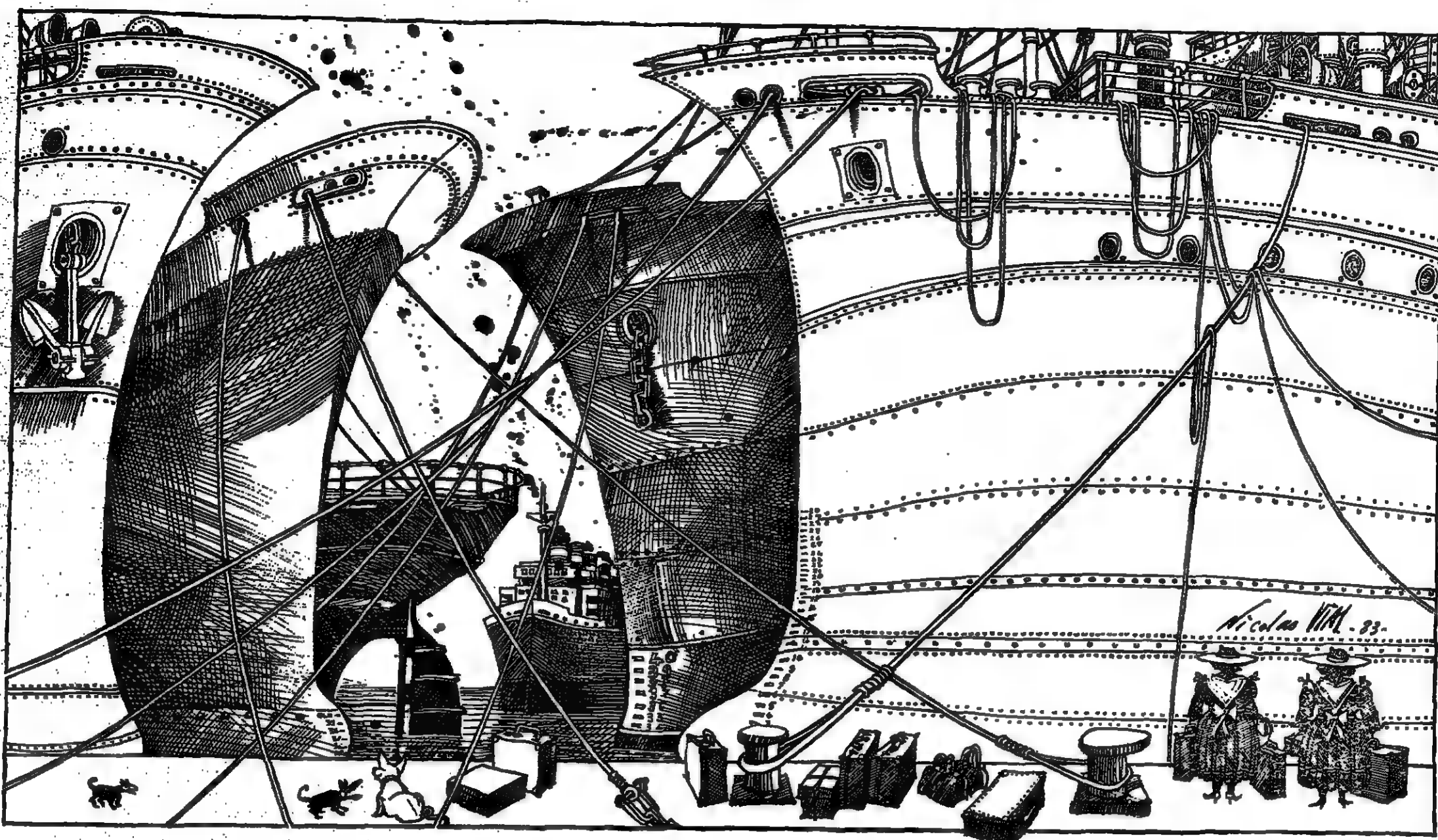
Dans un cas comme dans l'autre, les artisans pourraient être assez nombreux pour tromper même Hugh Trevor-Roper. Il exclut que le simple goût du jeu et de l'escroquerie ait inspiré une pareille opération. Il est certain que les faux, ils servent un but précis, et ils servent l'anxiété allemande.

Les fragments fragmentaires ébranleront peut-être des convictions, même fondées. Est-il vrai, par exemple, comme le rapporte le Times, que Hitler a déploré la destruction de synagogues et de magasins juifs, en novembre 1938 ? Qu'il ait été surpris et ravagé quand la Bretagne lui a été livrée ? Quelle vérité exprime-t-il, ou quelle vérité lui est attribuée ?

Si la preuve était faite qu'il s'agit d'un faux, les historiens ne pourraient même pas y réfléchir avec sérénité. Vrais ou faux, ces carnets vont avoir un impact politique. Ils ont toujours un retour sur le cas départ : à 1945.

JACQUES NOBECOURT.

**l'année américaine
après le BAC**
Sur le campus d'une
grande université
de Floride
un avantage déterminant pour les études supérieures
C/O CIPRESS, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY.



NICOLAS VIAL

Les candidats à l'exil

Cadres, techniciens, agriculteurs, chômeurs, professions libérales aussi, mus par l'espoir de décoller ou par la crainte du « changement », sont aujourd'hui plus nombreux devant les mêmes portes, moins largement ouvertes.

SUR la carte du monde accrochée dans l'entrée de son F2 à Sarcelles (Val-d'Oise), Yvon désigne l'immense Australie, vaste comme ses rêves de bourgeoisie. « Si le fils, ce sera pour aller là-bas. On dit qu'il y a de belles possibilités. Alors, pourquoi pas ? ». Bertrand, après trois années de coopération en Afrique, n'a plus aujourd'hui qu'une idée : y retourner. « Le Blanc peut y faire son... ». Pour la même raison, ce petit confectionneur du Sentier s'apprête à « tout bazarder » pour s'installer avec femme et enfants sous d'autres cieux — le Québec ou la Suisse, espère-t-il. « Le pays d'avant où l'on ne décourage pas l'homme entrepreneur... ».

Partir... En ces temps d'incertitude, d'austérité mal tolérée, certains se verraient bien prendre le large. Voyages aux antipodes, moustiquaires et smoking blanc... On rêve d'eldorados, de coups sous les tropiques, plus prosaïquement, d'un emploi à l'étranger offrant des perspectives de carrière et des rémunérations plus alléchantes.

Mais il y a loin entre le rêve et l'émigration proprement dite. Une raison au fond à cela : chez nous, émigrer n'est pas dans la coutume. Alors, durant les périodes de conquêtes territoriales et d'administration coloniale, les Français ne se sont jamais aventurés en masse sur des frontières. A l'époque des grandes migrations transocéaniques, de la seconde moitié du dix-neuvième siècle jusqu'aux lendemains de la première guerre mondiale, qui virent quarante millions d'Européens gagner les Amériques (1), ils ne furent que quelques dizaines de milliers tout au plus : Bretons (surtout au Canada), Basques (vers l'Amérique du Sud, particulièrement l'Argentine et l'Uruguay), et, dans une moindre proportion, Savoyards, Normands, Beaumais, Poitevins, Charentais et Berrichons.

Le chômage et la crise économique des dernières années poussent-ils davantage au départ ? Selon les sources officielles, malgré la conjoncture, le flux migratoire reste plus faible, proportionnellement, que dans certains pays voisins, la Grande-Bretagne par exemple. La tendance serait même, dit-on, à la baisse. De deux mille à trois mille personnes, peut-être un peu plus, émigrent chaque année. Mais le chiffre ne rend qu'imparfaitement compte de la réalité. Car, si ces Français qui partent avec un

visa d'immigration en bonne et due forme obtenus dans les pays étrangers, il faudrait ajouter ceux qui arrivent à destination avec un visa de touriste, qui le prorogent et finissent par rester, et aussi ceux qui, de résidents temporaires, deviennent résidents permanents.

Il n'est pas moins difficile de connaître avec précision le nombre d'émigrés installés définitivement hors métropole. Au ministère des relations extérieures, on ne peut fournir que des estimations quant à la présence française à l'étranger : on parle de 1,5 million de personnes environ. A fortiori, on a bien du mal à décrire une population au comportement fluctuant. Vouloir distinguer en effet les « expatriés » des faux touristes, les naturalisés des titulaires de la double nationalité, relève de l'exercice. Agents électoraux — particulièrement actifs ces dernières années écoulées — et « honorables correspondants » y perdraient eux-mêmes leur latin.

Sur un terrain connu

Si on ne sait pas vraiment combien ils sont, on connaît du moins leurs « points de chute ». Là, pas de surprise : encore et toujours le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis, les tains pays d'Amérique latine — Brésil, Argentine, Venezuela notamment —, l'Afrique du Sud. Ajoutons les pays d'Afrique francophone où la politique de coopération a favorisé de nouvelles installations — spécialistes, techniciens,

ingénieurs, plutôt que petits commerçants ou employés maintenant — comme la Côte-d'Ivoire, qui comptait en 1982 quarante-cinq mille Français.

Prudents, les compatriotes ! Ils ne partent pas à la tête, ils choisissent toujours un pays connu. Les statistiques le montrent : plus la présence française est importante, plus ancienne, plus elle favorise un « effet d'immigration ». Le groupe déjà installé forme une « structure d'accueil sécurisante », comme le dit récemment un rapport de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (2), qui peut faciliter la prise de décision du futur émigrant et ensuite son intégration.

Le meilleur exemple, de ce point de vue, est le Canada, que les liens historiques avec la France et, pour le Québec, la communauté de culture et de langue rendent toujours attrayant. Aussi les Français le choisissent-ils en priorité. Actuellement, ils y seraient près de quatre-vingt-dix mille. Le Québec lui seul en a accueilli vingt-cinq mille quinze ans.

C'est beaucoup et peu à la fois si l'on considère l'importance de la demande. Car s'il y a beaucoup de Français, il y a en revanche un nombre croissant de candidats à l'exil qui viennent frapper aux portes des bureaux d'immigration. Cela vaut pour le Canada comme pour les autres nations d'accueil. A la délégation générale du Québec, à Paris et à Marseille, on traite plusieurs milliers de demandes chaque année. A l'ambassade d'Afrique du Sud, l'empressement n'est

pas moindre : en dix ans les demandes de visas d'immigration ont triplé, passant aujourd'hui à dix-huit mille. A l'ambassade d'Australie, se dit débordé : quinze mille dossiers en juillet à décembre 1982. « Il y a trois ans, raconte un responsable du service de l'immigration, nous avions organisé une tournée d'information à Valenciennes, Lille, Dunkerque, Toulouse, Marseille et Lyon. Partout, nous avons fait salle comble. Tout le monde voulait savoir comment on pouvait aller dans les pays des kangourous ».

L'Afrique noire séduit pas moins. Prenez le Cameroun. M. Pierre Eloundou, consul général à Paris l'affirme : « Depuis un an on a une pression extraordinaire. On n'arrête pas de téléphoner, de nous écrire. Nos services sont en plein déphasage. On le voudrait bien, mais il nous manque matériellement impossible de répondre à toutes les demandes ».

Naguère, sept mille aujourd'hui, cinq mille

S'il y a plus en plus de candidats, il y a peu d'élus. Aventuriers, entrepreneurs et autres pionniers d'une nouvelle conquête de l'Ouest en sont le plus grand nombre. Beaucoup de nations riches qui, hier, accueillaient volontiers les émigrants d'Europe occidentale referment peu à peu leurs portes. Les politiques d'immigration sont devenues beaucoup plus restrictives. « Après la guerre on prenait un peu tout le monde, dit un fonctionnaire australien. Dans les années 60-70 on recevait jusqu'à sept mille Français par an ; aujourd'hui, pas plus de cinq mille ».

La crise économique, la montée du chômage, la volonté bien compréhensible de protéger les emplois, ont amené les autorités de ces pays à examiner de plus près le curriculum vitae et le projet d'installation des demandeurs.

MICHEL HEURTEAUX.

(Lire la suite page III.)

(1) L'Economie des migrations internationales, par Georges Tapinos. Armand Colin, 1974.
(2) La Présence française à l'étranger, par M. Mercier, janvier 1982.

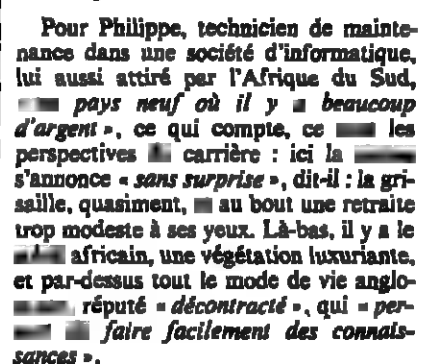
LIRE

- LES ORDINATEURS VORACES DE LA « SÉCU »
Le coût, d'une informatisation, qui gonfle démesurément (lire page IV).
- PETER KORNISS
PHOTOGRAPHE DE L'ÂME HONGROISE
La vie du photographe hongrois et la chaleur de ses relations humaines (lire page XIII).
- LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).

pour des ouvriers sur des chantiers rudes, et où l'embauche est strictement contrôlée par les syndicats...

Faire ■■■ affaires ■■■ qu'ici ■■■ n'est plus possible, c'est rapé... », voilà ce qui motive aussi, entre autres, le départ pour Montréal ■■■ Jacques, qui ■■■ en Avignon le métier de créateur en textile. Il ■■■ peut-être resté, « s'il n'y avait pas eu de changement de majorité... ». Mais avec ■■■ la communication rampante qui ■■■ menace ■■■, dites-le-vous bien !, Jacques ■■■ quitter ■■■ ■■■ ■■■ regrets ■■■. De l'autre ■■■ de l'Atlantique, il pourra ■■■ préparer ■■■ véritable avenir ■■■ à ses deux fils : ■■■ l'Amérique, dit-il, pour eux comme pour moi, c'est ■■■ ■■■ ■■■. Un espoir proche de celui ■■■ agriculteurs.

L'apartheid, dont il n'a bien parlé, ne lui pose apparemment pas de problème de conscience. Sans le soutenir, elle s'en accommodera : « S'il y a de la ségrégation, elle viendrait pas de nous. On dit d'ailleurs que les choses s'arrangent. » En cas de troubles, la petite Française décidée jugerait utile de plier bagage. « Nous partons l'intention d'y faire la vie, nous



MICHEL HEURTEAUX

(8) Georges Tapinos, *l'Economie des migrations internationales*. Armand Colin, 1974.

L'INEP veut s'étendre

[Illegible handwritten text]

TF 1 **A 2**

FR 3

Picco

L'enfer des pulsions

M. G.

Pauvre bébé

M. G.

Sentiments sous mitrailleuse

oligique

M. G

Suspense

Strasbourg

1100

LUNDI

« Cessons de croire hypocritement à l'objectivité. Elle n'existe pas. Il n'y a qu'une vertu en télévision : l'honnêteté. »
Jean-Emile Jeanneney, *Bataille pour des images*, Fernand Nathan, 1976.

MARDI

22 h 15 Temps X, de I. et G. Bogdanoff.
magazine la technique, de la prospective et la science-fiction : film Krull, présentation d'I. Asimov et J. de Rasnay, un reportage de physique du Tokyo.
23 h Journal.

MERcredi

h 45 Le théâtre et les hommes

de L. Cousseau.
*Encore un nouveau magazine de TF 1. Un regard sur le théâtre à travers l'œil des acteurs, des auteurs et des spectateurs. Cette semaine, **■ ■ ■ ■ ■** choisit l'acteur. Parmi les invités, Patrice Chéreau et Michel Piccoli.*

20 ■ 35 Emmanuël-moi au théâtre : l'intro.
Comédie de F. Dorin, mise en scène :
L. Cochet, réal. G. Ségismar. Avec
J. Moreau, J. Duflino, A. Parillaud.
*Mario-Pierre, animatrice de radio, éque-
que... M. Doucet, un voisin libraire, lui
propose une thérapie pour le désin-
toxiquer de l'agressivité ambiante.*
Comédie de boulevard.

22 ■ Magazine : Plaisir du thé-
tre.
De P. Laville et C. ■
Avec Michel Galabru.

■ 25 Journal.

22 h 35 **Mardi cinéma.**
Isabelle Adjani et Jacques Du-
mon.

Hommage à un pionnier de la télévision, directeur des programmes de 1952 à 1959, décédé en 1983. Avec la participation de François Chalais, Claude Barma, Pierre Dumayet.

[illegible]

populaires grecques.

- **R.T.I.**, 20 h, *Réparation*, 21 h, *Le Monde*, *Mollures*, film français d'E. Molinaro; 22 h 30, *Les Indes au soleil*.
- **T.M.C.**, 19 h 35, *Fonctions*, *Dallas*, 20 h, *Le Boss* et *Bouquet*, film de Ph. Fosseur; 22 h 5, *Club 56*, Variétés.
- **R.T.R.**, 20 h, *Escarmouche: Prudence et la pilule*, film britannique de F. Cook.
- **TELÉ 2**, 20 h, *Documentaire: L'Estifade Nasse*; 20 h 30, *Théâtre vaïon*; 22 h 30, *Informations agricoles*.
- **T.S.P.**, 20 h 10, *Spécial: Les Indes au soleil*, film de D. Richards; 23 h 5, *L'ensemble est le vrai*.

bout du monde ;
21 h 45, Entretien avec
Ch.-H. Favrod : Un cu-
rieux du monde.

Abstract

Monte

Q : Je suis marié et j'ai deux enfants. J'ai récemment découvert que mon épouse a eu une liaison avec un collègue de travail. Je suis très déçu et je ne sais pas comment réagir. Pouvez-vous m'aider ?

R : La trahison est une blessure profonde. Il est normal de ressentir de la colère, de la tristesse et de la confusion. Prenez le temps de vous poser et de réfléchir à ce que vous voulez faire. Parlez-en à un ami de confiance ou à un conseiller professionnel. Si vous décidez de rester avec elle, il est important d'établir des limites claires et de communiquer vos besoins. Si vous décidez de divorcer, consultez un avocat pour vous renseigner sur vos droits.

29 April 2015

Regard sur un bulgar

JEAN-MAIRE
bague d'or
ton de qui
trois belles heures
secret comme le
mité du peintre
d'empêcher. Mieux
l'atelier-jardin du
biche noire, que
peint tout. Les
barnes et les qui
de madame, dans
innocent, plein d
chants religieux à
légendes des Buis
contre le jour sur
trou de la serrure
mêlés aux roses
qui on apporte d
absence des églises
plantes

★ LES PEINTS
ET D'AILLEURS
1^{er} mai, 21 h 35/38

Cinéma

Piccoli le juste
Il ne se prend pas pour une « star » il est trop intelligent. Il n'a d'ailleurs jamais eu le physique de jeune premier. Il n'a pas assez de charme, il n'est pas assez souriant ni tourmenté. Ce grand, très grand comédien s'est imposé par une sorte de présence profonde, obsédante, une lucidité et une « justesse » dans les rôles — il traverse les personnages, on dirait qu'il ne joue pas — qui viennent peut-être davantage de son caractère que de l'expérience de la vie et du métier.
Michel Piccoli sait qui il est, il ne se met ni en dessous ni en dessus mais là où il faut précisément. Il n'est pas modeste. Il a « toujours frôlé le succès et le danger ». Il aime « rentrer le monde mais pas s'y noyer ». Mélange de bon sens, de sagesse, de doute et d'humour. Guy Braucourt et Carlos de los Llanos ont filmé Piccoli en haut d'une terrasse qui domine Paris. Ses débuts au théâtre (au Babylone), ses débuts au cinéma (il a commencé dans le burlesque), son métier, sa vie, lui... Un portrait en forme d'interview-bilan, illustré de très nombreux documents et extraits de films. Piccoli sera également l'un des invités du nouveau magazine « Le théâtre et les hommes ».
C.H.
★ MICHEL PICCOLI, TF1, lundi 25 avril, 22 h 35 (55 min.), et LE THÉÂTRE ET LES HOMMES, TF1, mercredi 27 avril, 21 h 45 (60 min.).

Musiques

Montand la vie
O'U'LS soient d'Amsterdam, ou New-York, d'Hambourg ou d'ailleurs, ils ont tous les yeux mouillés, la tête dans les étoiles et surtout le cœur battant. Qu'ont-ils donc ? Ils regardent une petite bulle de lumière tout au fond de la nuit, ils regardent et écoutent Yves Montand chanter le temps où la vie était si belle et les jours plus beaux que ceux d'aujourd'hui. Le chanteur avait quitté le music-hall pendant une bonne décennie et puis le voilà, toujours le même, danseur, souple en claquettes, le voir presque aussi enjoué qu'hier, mimant le cirque de chaussures de Broadway ou le bonnet Battling Joe.
Le spectacle se présente comme un montage actuel des plus beaux moments de sa tournée internationale, en 1982. Guy Job n'a pas seulement filmé les sourires coquins de l'artiste, ses films d'ail bon enfant, mais aussi les réactions de tout un public marchant sur ses doigts et à l'œil, à la langue des sentiments.
Les compositions connues, signées Prévert, Kosma, et d'autres, aux thèmes plus engagés. Montand est acteur, mais aussi homme politique, comme l'affirmait son ami et biographe Jorge Semprun à « Apostrophes » et surtout chanteur, qui, pendant les quelques cent minutes que dure ce concert, est lui-même généreux, cocasse. Montand, quoi !
Il ne reste plus qu'à nettoyer les oreilles et les yeux de vos magnétoscopes pour que ce spectacle soit à jamais complet.
M.G.
★ MONTAND INTERNATIONAL, TF1, vendredi 29 avril, 20 h 35 (59 min.).

Série

Regard affectif sur un peintre bulgare
JEAN-MARIE DROT a les yeux bleus, une énorme baguette bleue et quand il parle d'art, c'est sur le ton de quelqu'un qui va vous raconter une très, très longue histoire, attention ! Ton mi-confidentiel mi-sacré comme si grâce à lui on allait entrer dans l'intimité d'un peintre, un ami de composition et d'engouement. Nous voilà chez Christo Kristov, dans l'atelier-jardin où le peintre silencieux et la petite berbe noire, amoureux de la terre natale, des forêts, point tout ensemble oiseaux, feuillages, vagues enroulées et les quatre fers en l'air, princesse au visage de madone, dragons et séraphins, tout un monde innocent, plein de la vision dorée des icônes, des chants religieux qui ont traversé les siècles, plain des légendes des Bulgares en lutte pendant cinq cents ans contre le joug turc. Tout ceci, on le découvre peu à peu, le trou de la serrure de la caméra, à travers les amis, les amis aux yeux bleus, dans l'agitation des plats qu'on apporte, des fleurs, des visages graves, dans le silence des églises. Un regard affectif, mais trop complaisant vraiment, à la fois.
C.H.
★ LES PEINTRES ENCHANTEURS DE FRANCE ET D'AILLEURS, Kristo Kristov, A2, dimanche 1^{er} mai, 21 h 35 (55 min.).

JEUDI

- 11 h 35 Vision plus.
- 12 h H.F. 12 (info.).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Objectif santé : diabète et sport.
- 14 h C'est à vous.
- 14 h 25 Le village dans les nuages.
- 15 h Histoire d'en rire.
- 15 h 5 Météorologie.
- 16 h 15 Émissions régionales.
- 16 h 40 Émissions d'expression directe : le Sénat.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : La vitesse du vent.
- De G. Lagarde, réal. P. Jamin. Avec S. Joubert, M. Constantin, G. Belle... (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 10 Magazine : Contre-enquête.
- d'A. Hoang, C. Vigne et V. Ginier. Un nouveau magazine mensuel sur les faits divers... composé de trois sujets traités sous les différents angles de la photo, du dessin ou du conte. Cocasse, parait-il. Attendez pour juger.
- 23 h 15 Journal.

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 50 Série : Les amours des années folles.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 5 Film : Ahmed, éléphant d'Afrique.
- De S. Trevor.
- 16 h 40 Un temps pour tout.
- Que c'est beau la photographie.
- 17 h 45 Récité A.2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Magazine : et des lettres.
- De M. Thoulouze.
- Les droits de l'homme au Bangladesh et au Brésil : une interview de Mme Mitterrand pour la campagne « Crayons et papiers » pour l'Afghanistan et le Salvador ; la délinquance et les prisons.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Bernard Lavilliers.
- 23 h 15 Journal.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- Ligue du droit des femmes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Tintin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma sans visa.
- Emission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.
- 20 h 40 Film : L'insurrection.
- De Peter Lilienthal.
- 22 h 10 Débat.
- Avec M.M. P. Lilienthal, réalisateur du film « J. Ziegler, professeur de sociologie à l'université de Genève, spécialiste des mouvements révolutionnaires du tiers-monde ; R. Jaulin, ethnologue, professeur à l'université de Paris-VII, spécialiste du Nicaragua ; P. Kaifon (UNESCO), tous deux spécialistes du Nicaragua.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h 12 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- 23 h 15 Prélude à la nuit.
- « Evocation », de M. Dupré, par Ch. Robert, argus.

- R.T.L., 20 h. Feuilletton : Dallas ; 21 h. A vous de choisir : Pas de printemps pour Marnie, film de A. Hitchcock ou l'Argent de la vieille, film de L. Comencini.
- T.M.C., 19 h 35. Feuilletton : La légende irlandaise ; 22 h 35. Pains, amour, et jalousie, film de L. Comencini ; 23 h 15. Euro-sport.
- R.T.B., 20 h. Autant savoir : Tourisme à la belge ; 20 h 25. Le Temps d'une romance, film de J. Wagner ; 22 h. Le carrousel aux lions, film de M. de la Chapelle ; 23 h. Les spécialistes du Nicaragua.
- T.S.R., 20 h 5. Temps présent : portrait Nestlé ; 21 h 10. Hockey sur glace ; 22 h 15. Présence juive ; 23 h. Toquinho.

VENDREDI

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h H.F. 12 (info.).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Portes ouvertes.
- 14 h 5 Émissions du C.N.D.P.
- 14 h 5 C'est à vous.
- 14 h 25 Le village dans les nuages.
- 15 h Histoire d'en rire.
- 15 h 5 Météorologie.
- 16 h 15 Émissions régionales.
- 16 h 40 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Montand International.
- Réal. G. Job. (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 20 Série : Lucien Lauven.
- D'après le roman de Stendhal. Réal. Cl. Autant-Lara. Lucien Lauven déserte l'armée, re joint Paris où son père le place chez le ministre de Malte, pour lui éviter d'autres déboires sentimentaux.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Suisse.

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 14 h 50 Série : Les amours des années folles.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- Mais ont son passé les bourgeois ?
- 15 h 5 Série : Le chirurgien de Saint-Chad.
- 16 h 5 Récit : L'histoire en question. Complots pour de Gaulle (diff. le 21 avril).
- 17 h 25 Histoires.
- Mexico, une ville surprise.
- 18 h 45 Récité A.2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : chiffres et lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : diplomatie.
- De D. de la Patellière.
- Expédition G.G.B. : jeunes femmes diplomatiques sur fond de « suspense politique » : une nouvelle en six épisodes d'une étonnante platitude.
- 21 h 35 Apostrophes.
- Magazine littéraire de B. Pivrot.
- Sur le thème : « Émission », sont invités : E. Badinter (Emilie, Emilie, l'ambition féminine au dix-huitième siècle), le duc de Castries (la Pompadour) ; G. de Dieblich (Madame de Staël) ; J. Tulard (Muriel).
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 5 Ciné-club (cycle Michel Simon) : Tire au flanc.
- Film de Jean Renoir.

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- La C.F.D.T.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Tintin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord.
- 20 h 35 Vendredi : Adieu Mao, bonjour la Chine ! Magazine d'information d'A. Campana.
- Reportage dans la Chine millénaire à la recherche de films oubliés par les Chinois eux-mêmes sur l'archéologie, les enfants, les minorités et les religions parallèles.
- 21 h 35 Journal.
- 21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3.
- De J. Bardin, P. Dhontel et J. Eguez.
- La revue de presse : Les coulisses du grand reportage ; Portrait de P. Charbonnier ; Film pratique : les données de focal et accessoires optiques.
- 22 h 38 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- 22 h 40 Prélude à la nuit.
- « Concerto n° 2 en sol mineur » de Durand, par l'ensemble La Follia.

- R.T.L., 20 h. Feuilletton : Dallas ; 21 h. A vous de choisir : Pas de printemps pour Marnie, film de A. Hitchcock ou l'Argent de la vieille, film de L. Comencini.
- T.M.C., 19 h 35. Feuilletton : La légende irlandaise ; 22 h 35. Pains, amour, et jalousie, film de L. Comencini ; 23 h 15. Euro-sport.
- R.T.B., 20 h. Autant savoir : Tourisme à la belge ; 20 h 25. Le Temps d'une romance, film de J. Wagner ; 22 h. Le carrousel aux lions, film de M. de la Chapelle ; 23 h. Les spécialistes du Nicaragua.
- T.S.R., 20 h 5. Temps présent : portrait Nestlé ; 21 h 10. Hockey sur glace ; 22 h 15. Présence juive ; 23 h. Toquinho.

SAMEDI

- 11 h 45 Vision plus.
- 10 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).
- 12 h Bonjour, bon appétit.
- 13 h 50 Séquence du teneur.
- 13 h Journal.
- 16 h 10 Documentaire : Les grands explorateurs. J. J. Smith.
- 18 h 55 Série : La lumière juste.
- 18 h Trente millions d'amis.
- 18 h 30 Pépinière.
- 18 h 35 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 35 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Dallas.
- Cliff Barnes impose ses conditions à J.R., qui tente encore de consolider sa position à l'Ewing Oil.
- 21 h 25 Droit de réponse.
- Emission de Michel Polac.
- Deuxième tribune des lecteurs en chef de la presse quotidienne.
- 22 h 50 Étoiles et toiles.
- Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand.
- Le cinéma vu par les minorités ethniques à Paris.
- 23 h 40 Journal.

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.
- 11 h 30 Pléiade 45.
- 12 h A nous deux.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Colorado.
- 14 h 50 Les jeux du stade.
- 17 h Récité A.2.
- 17 h 50 Les carnets de l'aventure.
- « Le ciel et la boue », de P.-D. Galassou.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- (L.N.C.).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
- De M. Drucker.
- A Cannes, avec Julien Clerc, Michèle Torr, Pierre Bachelet, etc.
- 21 h 50 Téléfilm : le Cinéma des voitures.
- De F. Arrabal. Avec J. Berto, A. Balthus, M. Bayard, D. Manuel.
- (Lire notre article ci-contre.)
- 23 h 20 Journal.

- 12 h Objectif entreprises.
- Emission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Tintin.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Tous ensemble.
- Attention : trois régions décrochent : la Bretagne et les Pays de Loire, pour l'Histoire ; les Pays de la Loire, pour l'Histoire ; les Pays de la Loire, pour l'Histoire.
- 20 h 40 Programme national : le Passage du témoin.
- Réal. P. Planchon, avec V. Gauthier, B. Frey, A. Ponsard.
- (Lire notre article ci-contre.)
- 21 h 30 Série : Jackie et Sara.
- Caprices et bêtises de deux jeunes filles anglaises.
- 21 h 55 Journal.
- 22 h 13 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- 22 h 19 Musique.
- Symphonie n° 2 de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dirigé par K. Böhm.

- R.T.L., 20 h. Série : « Chips » ; 21 h. Variétés : Le cœur va fiévreux ; 22 h. Ciné-club : film de J. J. Smith.
- T.M.C., 19 h 35. Série : Opération trafic ; 20 h 35. Le Jour et l'Heure, film de R. Clément ; 22 h 35. Chansons de toujours : variétés.
- R.T.B., 20 h. Le Jardin extraordinaire ; 21 h 30. Jean Jaurès, vie d'un homme d'un siècle ; 22 h 30. Le meilleur des mondes, documentaire ; robots et bactéries au travail.
- T.S.R., 19 h. Série : New-York Police ; 20 h 10. Les expéditions du commandant Cousteau ; 21 h 50. Hockey sur glace ; 23 h. Sport.

DIMANCHE

- 20 h Journal.
- 20 h 35 Film : Bonnie and Clyde, d'Arthur Penn.
- 22 h 40 Pleins feux Magazine d'actualités culturelles de J. Arter et C. Garbin.
- 23 h 15 Automobile : Grand Prix de formule 1 à Monza.
- 23 h 35 Journal.

- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
- A Singapour.
- 21 h 40 Document : Kristo Kristov, de J.-M. Drot.
- (Lire notre article ci-contre.)
- 22 h 30 Concert actualité.
- Pour le 150^e anniversaire de la naissance de Brahms, M. Portal, le dernier des Brahms, J.-F. Heiser interprètent des œuvres de musique de chambre de Brahms.
- 23 h Journal.

- 20 h Série : Merci Bernard.
- 20 h 35 Soiree aux lettres.
- Magazine littéraire de J. Garcia.
- Le témoin de la semaine : Bernard-Henry Lévy, reportage sur les nouveaux philosophes, sur les éditions Grasset, etc.
- 21 h 35 Aspects du court métrage français.
- Le retour à Marnay, de P. Guy.
- 22 h 30 Série : Jackie et Sara.
- Caprices et bêtises de deux jeunes filles anglaises.
- 23 h 53 Une minute pour une image. D'Agnes Varda.
- 23 h 55 Musique.
- « Banjo and fiddle » de Kroll, par J.-J. Kantorow au violon ; J. Rouvier au piano.

- R.T.L., 20 h. Série : La loi selon le Clair ; 21 h. Justice, film de G. Cukor.
- T.M.C., 19 h 30. Série : Yes minister ; 20 h 35. Nos affaires de famille, IX, film de R. Collins ; 22 h 5. Série : Cible ; 23 h. Soap.
- R.T.B., 20 h. Baryshnikov à Hollywood ; 20 h 55. Série : Bel Ami, d'après Maupassant.
- T.S.R., 20 h. Le Farain ; 20 h 50. Miroirs : émission littéraire ; 21 h 45. Les comtes.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 25 AVRIL

- 7 h 2, Matinales : Clés pour comprendre l'automatique : Nouvelles du Zaire ; Thulé et la route du pôle.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; 8 h 32, l'art de la charpenterie.
- 9 h 50, Échec au hasard.
- 10 h 7, Les lendis de l'histoire : l'histoire du livre.
- 10 h 45, Le texte et la marge : « La science et l'âme du monde » de Michel Cazenave.
- 11 h 2, La Musicothèque au théâtre, par M.-S. Hamet et A. Peron. (et à 13 h 30).
- 12 h 5, Vidéo-bibliothèque.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Échec au hasard », de N. Sarraute.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Variations III : le temps ; 15 h 15, Laboratoire ; 16 h 15, Œuvres-clés, clés du temps ; 17 h, Raisons d'être.
- 17 h 32, Instantané : magazine musical.
- 18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Présence des arts : Wilfredo Lam au Musée d'art moderne.
- 20 h, « Une tante aux soupes », de V. Fournier, avec M. Guillaume et l'auteur.
- 21 h, L'astre scien, ou les vivants et les morts : les archives de l'ère.
- 22 h 30, Nuits magiques.

MARDI 26 AVRIL

- 7 h 2, Matinales (voir lundi).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; 8 h 32, l'art de la charpenterie ; 8 h 50, Le sillon et la brousse.
- 9 h 7, La musique des autres : le mythe du pôle Nord.
- 10 h 45, Un quart d'heure avec...
- 11 h 2, Musique : films et sons, les sélections du son (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- 12 h 5, Vidéo-bibliothèque.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « La sonate rouge », de R. Peyrille.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Variations III : le temps ; 15 h 15, Laboratoire ; 16 h 15, Œuvres-clés, clés du temps ; 17 h, Raisons d'être.
- 17 h 32, Instantané : Portrait de femme.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Sciences : l'espace et le temps, avec F. Mignard.
- 20 h, Dialogues franco-portugais, avec M. Soares et J. Daniel : Sociologie et Démocratie.
- 22 h 30, Nuits magiques : une époque de transition.

MERCREDI 27 AVRIL

- 7 h 2, Matinales (voir lundi).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; 8 h 32, l'art de la charpenterie.
- 9 h 50, Échec au hasard.
- 10 h 7, Matinales des sciences et des techniques.
- 10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie, rencontre de jeunes lecteurs avec I. Merlet et M. Bouchet.
- 11 h 2, La musique prend la parole : les lieder, par D. Fischer-Dieskau et I. Siegfried.
- 12 h 5, Vidéo-bibliothèque.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « La Parole du Diable », de J. Thuillier.
- 14 h 45, L'école des parents et des éducateurs : Protégeons nos très vieux parents.
- 15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Variations III : le temps ; 15 h 15, Laboratoire ; 16 h 15, Œuvres-clés, clés du temps ; 17 h, Raisons d'être.
- 17 h 32, Instantané : Portrait de femme.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, La science en marche.
- 22 h 30, Nuits magiques : une époque de transition.

JEUDI 28 AVRIL

- 7 h 2, Matinales (voir lundi).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; 8 h 32, l'art de la charpenterie ; 8 h 50, Le sillon et la brousse.
- 9 h 7, Matinales de la littérature.
- 10 h 45, Questions en zigzag : Langages d'Émile Léonard, compagnon du devoir.
- 11 h 2, Musique : Un prix Gros comme ça (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5, Vidéo-bibliothèque.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Ces messieurs », de Saint-Malo ; 15 h, Simio.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Variations III : le temps ; 15 h 15, Laboratoire ; 16 h 15, Œuvres-clés, clés du temps ; 17 h, Raisons d'être.
- 17 h 32, Instantané : Portrait de femme.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie : la médecine et la cytofluorométrie, avec B. Lator.

VENDREDI 29 AVRIL

- 7 h 2, Matinales : voir lundi.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; 8 h 32, l'art de la charpenterie.
- 9 h 50, Échec au hasard.
- 10 h 7, Matinales des arts du spectacle.
- 10 h 45, Le texte et la marge : l'histoire du livre.
- 11 h 2, Musique : Marcelle Meyer et le groupe des Six (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Vidéo-bibliothèque.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « L'Amateur d'absolu », de L.A. Prat.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Variations III : le temps ; 15 h 15, Laboratoire ; 16 h 15, Œuvres-clés, clés du temps ; 17 h, Raisons d'être.
- 17 h 32, Instantané : magazine musical.
- 18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Présence des arts : Wilfredo Lam au Musée d'art moderne.
- 20 h, « Une tante aux soupes », de V. Fournier, avec M. Guillaume et l'auteur.
- 21 h, L'astre scien, ou les vivants et les morts : les archives de l'ère.
- 22 h 30, Nuits magiques.

SAMEDI 30 AVRIL

- 7 h 2, Matinales : voir lundi.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; 8 h 32, l'art de la charpenterie.
- 9 h 50, Échec au hasard.
- 10 h 7, Matinales des arts du spectacle.
- 10 h 45, Le texte et la marge : l'histoire du livre.
- 11 h 2, Musique : Marcelle Meyer et le groupe des Six (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Vidéo-bibliothèque.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « L'Amateur d'absolu », de L.A. Prat.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Variations III : le temps ; 15 h 15, Laboratoire ; 16 h 15, Œuvres-clés, clés du temps ; 17 h, Raisons d'être.
- 17 h 32, Instantané : magazine musical.
- 18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Présence des arts : Wilfredo Lam au Musée d'art moderne.
- 20 h, « Une tante aux soupes », de V. Fournier, avec M. Guillaume et l'auteur.
- 21 h, L'astre scien, ou les vivants et les morts : les archives de l'ère.
- 22 h 30, Nuits magiques.

DIMANCHE 1 MAI

- 7 h à 19 h, Programme unique, avec France-Inter, France-Culture et FIP.
- 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
- 20 h, Musique : Ballades, avec J. Bouli et R. Lortie-Jacob.
- 21 h, Musique : création radiophonique ; Experimentatio Giorgio Battistelli.
- 22 h, Musique.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Les émissions polonaises

Lancées quelques jours après le coup d'État du général Jaruzelski, fin décembre 1981, les émissions de R.F.I. en langue polonaise n'ont cessé de s'enrichir, puisque R.F.I. a décidé d'en doubler la durée. R.F.I. diffuse jusqu'à 18 h 30, 18 h 45, 19 h 15, 19 h 30, 19 h 45, 20 h 15, 20 h 30, 20 h 45, 21 h 15, 21 h 30, 21 h 45, 22 h 15, 22 h 30, 22 h 45, 23 h 15, 23 h 30, 23 h 45, 24 h 15, 24 h 30, 24 h 45, 25 h 15, 25 h 30, 25 h 45, 26 h 15, 26 h 30, 26 h 45, 27 h 15, 27 h 30, 27 h 45, 28 h 15, 28 h 30, 28 h 45, 29 h 15, 29 h 30, 29 h 45, 30 h 15, 30 h 30, 30 h 45, 31 h 15, 31 h 30, 31 h 45, 32 h 15, 32 h 30, 32 h 45, 33 h 15, 33 h 30, 33 h 45, 34 h 15, 34 h 30, 34 h 45, 35 h 15, 35 h 30, 35 h 45, 36 h 15, 36 h 30, 36 h 45, 37 h 15, 37 h 30, 37 h 45, 38 h 15, 38 h 30, 38 h 45, 39 h 15, 39 h 30, 39 h 45, 40 h 15, 40 h 30, 40 h 45, 41 h 15, 41 h 30, 41 h 45, 42 h 15, 42 h 30, 42 h 45, 43 h 15, 43 h 30, 43 h 45, 44 h 15, 44 h 30, 44 h 45, 45 h 15, 45 h 30, 45 h 45, 46 h 15, 46 h 30, 46 h 45, 47 h 15, 47 h 30, 47 h 45, 48 h 15, 48 h 30, 48 h 45, 49 h 15, 49 h 30, 49 h 45, 50 h 15, 50 h 30, 50 h 45, 51 h 15, 51 h 30, 51 h 45, 52 h 15, 52 h 30, 52 h 45, 53 h 15, 53 h 30, 53 h 45, 54 h 15, 54 h 30, 54 h 45, 55 h 15, 55 h 30, 55 h 45, 56 h 15, 56 h 30, 56 h 45, 57 h 15, 57 h 30, 57 h 45, 58 h 15, 58 h 30, 58 h 45, 59 h 15, 59 h 30, 59 h 45, 60 h 15, 60 h 30, 60 h 45, 61 h 15, 61 h 30, 61 h 45, 62 h 15, 62 h 30, 62 h 45, 63 h 15, 63 h 30, 63 h 45, 64 h 15, 64 h 30, 64 h 45, 65 h 15, 65 h 30, 65 h 45, 66 h 15, 66 h 30, 66 h 45, 67 h 15, 67 h 30, 67 h 45, 68 h 15, 68 h 30, 68 h 45, 69 h 15, 69 h 30, 69 h 45, 70 h 15, 70 h 30, 70 h 45, 71 h 15, 71 h 30, 71 h 45, 72 h 15, 72 h 30, 72 h 45, 73 h 15, 73 h 30, 73 h 45, 74 h 15, 74 h 30, 74 h 45, 75 h 15, 75 h 30, 75 h 45, 76 h 15, 76 h 30, 76 h 45, 77 h 15, 77 h 30, 77 h 45, 78 h 15, 78 h 30, 78 h 45, 79 h 15, 79 h 30, 79 h 45, 80 h 15, 80 h 30, 80 h 45, 81 h 15, 81 h 30, 81 h 45, 82 h 15, 82 h 30, 82 h 45, 83 h 15, 83 h 30, 83 h 45, 84 h 15, 84 h 30, 84 h 45, 85 h 15, 85 h 30, 85 h 45, 86 h 15, 86 h 30, 86 h 45, 87 h 15, 87 h 30, 87 h 45, 88 h 15, 88 h 30, 88 h 45, 89 h 15, 89 h 30, 89 h 45, 90 h 15, 90 h 30, 90 h 45, 91 h 15, 91 h 30, 91 h 45, 92 h 15, 92 h 30, 92 h 45, 93 h 15, 93 h 30, 93 h 45, 94 h 15, 94 h 30, 94 h 45, 95 h 15, 95 h 30, 95 h 45, 96 h 15, 96 h 30, 96 h 45, 97 h 15, 97 h 30, 97 h 45, 98 h 15, 98 h 30, 98 h 45, 99 h 15, 99 h 30, 99 h 45, 100 h 15, 100 h 30, 100 h 45, 101 h 15, 101 h 30, 101 h 45, 102 h 15, 102 h 30, 102 h 45, 103 h 15, 103 h 30, 103 h 45, 104 h 15, 104 h 30, 104 h 45, 105 h 15, 105 h 30, 105 h 45, 106 h 15, 106 h 30, 106 h 45, 107 h 15, 107 h 30, 107 h 45, 108 h 15, 108 h 30, 108 h 45, 109 h 15, 109 h 30, 109 h 45, 110 h 15, 110 h 30, 110 h 45, 111 h 15, 111 h 30, 111 h 45, 112 h 15, 112 h 30, 112 h 45, 113 h 15, 113 h 30, 113 h 45, 114 h 15, 114 h 30, 114 h 45, 115 h 15, 115 h 30, 115 h 45, 116 h 15, 116 h 30, 116 h 45, 117 h 15, 117 h 30, 117 h 45, 118 h 15, 118 h 30, 118 h 45, 119 h 15, 119 h 30, 119 h 45, 120 h 15, 120 h 30, 120 h 45, 121 h 15, 121 h 30, 121 h 45, 122 h 15, 122 h 30, 122 h 45, 123 h 15, 123 h 30, 123 h 45, 124 h 15, 124 h 30, 124 h 45, 125 h 15, 125 h 30, 125 h 45, 126 h 15, 126 h 30, 126 h 45, 127 h 15, 127 h 30, 127 h 45, 128 h 15, 128 h 30, 128 h 45, 129 h 15, 129 h 30, 129 h 45, 130 h 15, 130 h 30, 130 h 45, 131 h 15, 131 h 30, 131 h 45, 132 h 15, 132 h 30, 132 h 45, 133 h 15, 133 h 30, 133 h 45, 134 h 15, 134 h 30, 134 h 45, 135 h 15, 135 h 30, 135 h 45, 136 h 15, 136 h 30, 136 h 45, 137 h 15, 137 h 30, 137 h 45, 138 h 15, 138 h 30, 138 h 45, 139 h 15, 139 h 30, 139 h 45, 140 h 15, 140 h 30, 140 h 45, 141 h 15, 141 h 30, 141 h 45, 142 h 15, 142 h 30, 142 h 45, 143 h 15, 143 h 30, 143 h 45, 144 h 15, 144 h 30, 144 h 45, 145 h 15, 145 h 30, 145 h 45, 146 h 15, 146 h 30, 146 h 45, 147 h 15, 147 h 30, 147 h 45, 148 h 15, 148 h 30, 148 h 45, 149 h 15, 149 h 30, 149 h 45, 150 h 15, 150 h 30, 150 h 45, 151 h 15, 151 h 30, 151 h 45, 152 h 15, 152 h 30, 152 h 45, 153 h 15, 153 h 30, 153 h 45, 154 h 15, 154 h 30, 154 h 45, 155 h 15, 155 h 30, 155 h 45, 156 h 15, 156 h 30, 156 h 45, 157 h 15, 157 h 30, 157 h 45, 158 h 15, 158 h 30, 158 h 45, 159 h 15, 159 h 30, 159 h 45, 160 h 15, 160 h 30, 160 h 45, 161 h 15, 161 h 30, 161 h 45, 162 h 15, 162 h 30, 162 h 45, 163 h 15, 163 h 30, 163 h 45, 164 h 15, 164 h 30, 164 h 45, 165 h 15, 165 h 30, 165 h 45, 166 h 15, 166 h 30, 166 h 45, 167 h 15, 167 h 30, 167 h 45, 168 h 15, 168 h 30, 168 h 45, 169 h 15, 169 h 30, 169 h 45, 170 h 15, 170 h 30, 170 h 45, 171 h 15, 171 h 30, 171 h 45, 172 h 15, 172 h 30, 172 h 45, 173 h 15, 173 h 30, 173 h 45, 174 h 15, 174 h 30, 174 h 45, 175 h 15, 175 h 30, 175 h 45, 176 h 15, 176 h 30, 176 h 45, 177 h 15, 177 h 30, 177 h 45, 178 h 15, 178 h 30, 178 h 45, 179 h 15, 179 h 30, 179 h 45, 180 h 15, 180 h 30, 180 h 45, 181 h 15, 181 h 30, 181 h 45, 182 h 15, 182 h 30, 182 h 45, 183 h 15, 183 h 30, 183 h 45, 184 h 15, 184 h 30, 184 h 45, 185 h 15, 185 h 30, 185 h 45, 186 h 15, 186 h 30, 186 h 45, 187 h 15, 187 h 30, 187 h 45, 188 h 15, 188 h 30, 188 h 45, 189 h 15, 189 h 30, 189 h 45, 190 h 15, 190 h 30, 190 h 45, 191 h 15, 191 h 30, 191 h 45, 192 h 15, 192 h 30, 192 h 45, 193 h 15, 193 h 30, 193 h 45, 194 h 15, 194 h 30, 194 h 45, 195 h 15, 195 h 30, 195 h 45, 196 h 15, 196 h 30, 196 h 45, 197 h 15, 197 h 30, 197 h 45, 198 h 15, 198 h 30, 198 h 45, 199 h 15, 199 h 30, 199 h 45, 200 h 15, 200 h 30, 200 h 45, 201 h 15, 201 h 30, 201 h 45, 202 h 15, 202 h 30, 202 h 45, 203 h 15, 203 h 30, 203 h 45, 204 h 15, 204 h 30, 204 h 45, 205 h 15, 205 h 30, 205 h 45, 206 h 15, 206 h 30, 206 h 45, 207 h 15, 207 h 30, 207 h 45, 208 h 15, 208 h 30, 208 h 45, 209 h 15, 209 h 30, 209 h 45, 210 h 15, 210 h 30, 210 h 45, 211 h 15, 211 h 30, 211 h 45, 212 h 15, 212 h 30, 212 h 45, 213 h 15, 213 h 30, 213 h 45, 214 h 15, 214 h 30, 214 h 45, 215 h 15, 215 h 30, 215 h 45, 216 h 15, 216 h 30, 216 h 45, 217 h 15, 217 h 30, 217 h 45, 218 h 15, 218 h 30, 218 h 45, 219 h 15, 219 h 30, 219 h 45, 220 h 15, 220 h 30, 220 h 45, 221 h 15, 221 h 30, 221 h 45, 222 h 15, 222 h 30, 222 h 45, 223 h 15, 223 h 30, 223 h 45, 224 h 15, 224 h 30, 224 h 45, 225 h 15, 225 h 30, 225 h 45, 226 h 15, 226 h 30, 226 h 45, 227 h 15, 227 h 30, 227 h 45, 228 h 15, 228 h 30, 228 h 45, 229 h 15, 229 h 30, 229 h 45, 230 h 15, 230 h 30, 230 h 45, 231 h 15, 231 h 30, 231 h 45, 232 h 15, 232 h 30, 232 h 45, 233 h 15, 233 h 30, 233 h 45, 234 h 15, 234 h 30, 234 h 45, 235 h 15, 235 h 30, 235 h 45, 236 h 15, 236 h 30, 236 h 45, 237 h 15, 237 h 30, 237 h 45, 238 h 15, 238 h 30, 238 h 45, 239 h 15, 239 h 30, 239 h 45, 240 h 15, 240 h 30, 240 h 45, 241 h 15, 241 h 30, 241 h 45, 242 h 15, 242 h 30, 242 h 45, 243 h 15, 243 h 30, 243 h 45, 244 h 15, 244 h 30, 244 h 45, 245 h 15, 245 h 30, 245 h 45, 246 h 15, 246 h 30, 246 h 45, 247 h 15, 247 h 30, 247 h 45, 248 h 15, 248 h 30, 248 h 45, 249 h 15, 249 h 30, 249 h 45, 250 h 15, 250 h 30, 250 h 45, 251 h 15, 251 h 30, 251 h 45, 252 h 15, 252 h 30, 252 h 45, 253 h 15, 253 h 30, 253 h 45, 254 h 15, 254 h 30, 254 h 45, 255 h 15, 255 h 30, 255 h 45, 256 h 15, 256 h 30, 256 h 45, 257 h 15, 257 h 30, 257 h 45, 258 h 15, 258 h 30, 258 h 45, 259 h 15, 259 h 30, 259 h 45, 260 h 15, 260 h 30, 260 h 45, 261 h 15, 261 h 30, 261 h 45, 262 h 15, 262 h 30, 262 h 45, 263 h 15, 263 h 30, 263 h 45, 264 h 15, 264 h 30, 264 h 45, 265 h 15, 265 h 30, 265 h 45, 266 h 15, 266 h 30, 266 h 45, 267 h 15, 267 h 30, 267 h 45, 268 h 15, 268 h 30, 268 h 45, 269 h 15, 269 h 30, 269 h 45, 270 h 15, 270 h 30, 270 h 45, 271 h 15, 271 h 30, 271 h 45, 272 h 15, 272 h 30, 272 h 45, 273 h 15, 273 h 30, 273 h 45, 274 h 15, 274 h 30, 274 h 45, 275 h 15, 275 h 30, 275 h 45, 276 h 15, 276 h 30, 276 h 45, 277 h 15, 277 h 30, 277 h 45, 278 h 15, 278 h 30, 278 h 45, 279 h 15, 279 h 30, 279 h 45, 280 h 15, 280 h 30, 280 h 45, 281 h 15, 281 h 30, 281 h 45, 282 h 15, 282 h 30, 282 h 45, 283 h 15, 283 h 30, 283 h 45, 284 h 15, 284 h 30, 284 h 45, 285 h 15, 285 h 30, 285 h 45, 286 h 15, 286 h 30, 286 h 45, 287 h 15, 287 h 30, 287 h 45, 288 h 15, 288 h 30, 288 h 45, 289 h 15, 289 h 30, 289 h 45, 290 h 15, 290 h 30, 290 h 45, 291 h 15, 291 h 30, 291 h 45, 292 h 15, 292 h 30, 292 h 45, 293 h 15, 293 h 30, 293 h 45, 294 h 15, 294 h 30, 294 h 45, 295 h 15, 295 h 30, 295 h 45, 296 h 15, 296 h 30, 296 h 45, 297 h 15, 297 h 30, 297 h 45, 298 h 15, 298 h 30, 298 h 45, 299 h 15, 299 h 30, 299 h 45, 300 h 15, 300 h 30, 300 h 45, 301 h 15, 301 h 30, 301 h 45, 302 h 15, 302 h 30, 302 h 45, 303 h 15, 303 h 30, 303 h 45, 304 h 15, 304 h 30, 304 h 45, 305 h 15, 305 h 30, 305 h 45, 306 h 15, 306 h 30, 306 h 45, 307 h 15, 307 h 30, 307 h 45, 308 h 15, 308 h 30, 308 h 45, 309 h 15, 309 h 30, 309 h 45, 310 h 15, 310 h 30, 310 h 45, 311 h 15, 311 h 30, 311 h 45, 312 h 15, 312 h 30, 312 h 45, 313 h 15, 313 h 30, 313 h 45, 314 h 15, 314 h 30, 314 h 45, 315 h 15, 315 h 30, 315 h 45, 316 h 15, 316 h 30, 316 h 45, 317 h 15, 317 h 30, 317 h 45, 318 h 15, 318 h 30, 318 h 45, 319 h 15, 319 h 30, 319 h 45, 320 h 15, 320 h 30, 320 h 45, 321 h 15, 321 h 30, 321 h 45, 322 h 15, 322 h 30, 322 h 45, 323 h 15, 323 h 30, 323 h 45, 324 h 15, 324 h 30, 324 h 45, 325 h 15, 325 h 30, 325 h 45, 326 h 15, 326 h 30, 326 h 45, 327 h 15, 327 h 30, 327 h 45, 328 h 15, 328 h 30, 328 h 45, 329 h 15, 329 h 30, 329 h 45, 330 h 15, 330 h 30, 330 h 45, 331 h 15, 331 h 30, 331 h 45, 332 h 15, 332 h 30, 332 h 45, 333 h 15, 333 h 30, 333 h 45, 334 h 15, 334 h 30, 334 h 45, 335 h 15, 335 h 30, 335 h 45, 336 h 15, 336 h 30, 336 h 45, 337 h 15, 337 h 30, 337 h 45, 338 h 15, 338 h 30, 338 h 45, 339 h 15, 339 h 30, 339 h 45, 340 h 15, 340 h 30, 340 h 45, 341 h 15, 341 h 30, 341 h 45, 342 h 15, 342 h 30, 342 h 45, 343 h 15, 343 h 30, 343 h 45, 344 h 15, 344 h 30, 344 h 45, 345 h 15, 345 h 30, 345 h 45, 346 h 15, 346 h 30, 346 h 45, 347 h 15, 347 h 30, 347 h 45, 348 h 15, 348 h 30, 348 h 45, 349 h 15, 349 h 30, 349 h 45, 350 h 15, 350 h 30, 350 h 45, 351 h 15, 351 h 30, 351 h 45, 352

DISQUES

Classique

La leçon des vieilles cires

Elles n'intéressèrent longtemps que les brocanteurs et les collectionneurs, les gramophones qui étaient contemporains. Il est vrai que, même passés du cylindre au 78, ils exigeaient un appareillage et une manutention d'archéologue ou... de maniaque ! Surtout, l'enregistrement électrique (mono puis stéréo), la rapide constitution d'un répertoire de haute fidélité, les nouvelles formes de nouveauté, érigée en loi dans le monde musical de l'après-guerre (au point que certains enregistrements, à peine publiés, étaient retirés du catalogue et remplacés par leurs successeurs), semblaient devoir nous renvoyer dans les limbes des origines, le mi-chemin entre le disque des origines et les traditions populaires ou le Pavillon des découvertes.

C'était accorder à la technique et à l'acoustique des pouvoirs qu'elles ne détenaient pas. C'était même confondre hâtivement l'amour de la musique et celui du son ! Comme si les styles, les écoles, les traditions gravées dans la cire par les interprètes de la musique historique, pouvaient être effacés par la dernière invention technologique. Autant imaginer effacer les hiéroglyphes égyptiens parce qu'on a découvert l'informatique.

A l'époque précisément où le disque laisse le dispute à la quadruphonie, où le catalogue remonte irrémédiablement le temps (curieux paradoxe d'ailleurs : plus la technique s'affirme d'avant-garde, plus l'exploration du répertoire se fait mémoriel : hier, le bel canto et le dix-huitième siècle, aujourd'hui le baroque et le médiéval...), voilà que les vieilles cires reviennent dans la pratique, comme à nouveau sur les ondes, à travers les rubriques dans les revues spécialisées... Certes, on les

a (plus ou moins soigneusement) repiquées sur 33 tours utilisables sur tout appareil. Certes aussi, cette résurrection est sensible dans le répertoire lyrique, pour des raisons au demeurant mêlées (la phonogénie de la voix, qui résiste mieux que les instruments aux massacres de la technique d'enregistrement balbutiante, la passion du souvenir, qui habite tout lyrico-mane, l'aura des stars d'opéra, qui s'inscrit en fait vendre...). Mais le fait est là : alors qu'on dispose de nombreuses et excellentes Traviata, Aïda et Flies enchantées, on voit fleurir et s'arracher les collections spécialisées qui offrent l'Addio del passato de Claudia Muzio, l'Opéra de l'Elisabeth Reiberg ou le Ach, ich fühl's! de Lotte Schöne.

Quand un phénomène atteint pareille dimension, il ne suffit plus, pour l'expliquer, d'invoquer la manie du collectionneur ou la passion du fanatique. On peut avancer en revanche deux hypothèses, l'une d'ordre acoustique, l'autre d'ordre proprement artistique. Il est certain que la cire offre une acoustique, qui a emporté depuis quelques années les firmes de disques, les fabricants d'appareils, mais aussi les critiques et le public, à l'effet de produire un effet de saturation. C'est en effet des performances technologiques, et elles doivent avoir la primauté sur les performances musicales. Et, sauf à « écouter sa chaîne », il y a parfois plus de musique à entendre dans un enregistrement de Nellie Melba fait en 1904 que dans certains produits hypersophistiques que l'on nous livre chaque semaine en pâture, à grand renfort de « numérique » et autres trémolos de la technologie.

Plus gravement, les conditions de travail des artistes, et tout particulièrement des

chanteurs, sont devenues telles que, malgré leurs incontestables, on est de moins en moins assuré de la qualité de leurs interprétations. La multiplication de leurs déplacements, et de leurs prises de rôles, les distributions hétérogènes, ne demeurant confiées à une vingtaine de stars du jet-set lyrique qui chantent tout, vite et vite, sans préparation suffisante, et dans le même style, quels que soient les répertoires et les époques, ont abouti à des produits standard, où les mêmes se retrouvent dans Mozart, Wagner ou Berlioz (mais jamais dans Berlioz ou Stockhausen !). Face à cette banalisation de l'art lyrique, comment ne pas revenir aux sources pour y retrouver un ton, un style, une interprétation... d'une lente maturation d'un répertoire, d'un compositeur, parfois même d'un seul rôle, par des artistes qui y consacraient tout leur temps et leurs moyens ? Réaction de santé, et aussi besoin de vérité musicale !

C'est donc une double leçon qu'enseignent les vieilles cires, lorsque, au-delà de leurs défauts et de leurs défaillances techniques, on a appris à les écouter. Leçon d'esthétique, on nous ouvrant les trésors accumulés par des écoles et des personnalités inoubliables, et d'un autre côté en vain l'équivalent aujourd'hui. Leçon d'ethique aussi, rappelant aux chanteurs contemporains les valeurs premières du leur art : la patience, l'attente, la maîtrise de soi-même, la fin de l'exécution et le respect des différences. Bref, rappelant que l'impératif du chant ne réside ni dans les artifices de la scène ni dans l'ambition d'une promptie carrière, mais bien dans la volonté de musique avant toute chose !

ALAIN ARNAUD.

La Passion selon saint Matthieu, par Corboz

Pour ses intentions, Bach, Michel Corboz nous donne ce bel album qui témoigne de l'approfondissement d'une pensée musicale et d'un monument qui est la Passion selon saint Matthieu.

Pour célébrer ce mariage d'amour, Corboz a dirigé l'ensemble des anciens et des modernes, Munich par l'œuvre depuis ses longues années, il a voulu fixer sa conception de la Passion, une préoccupation musicale.

De ce point de vue, les inconditionnels des anciens et des modernes seront déçus, car Corboz ne parvient pas à la pratique baroque, ni à la portée de l'écrit musical. Corboz revient à ce qu'il avait fait, l'an passé, pour son remake des Vespres de Monteverdi, Corboz n'a pas fait de la musique de réciter, mais une cathédrale sonore, aux proportions d'époque, l'ensemble des anciens et des modernes, dans l'ensemble d'un répertoire aux accents de baroque. À cet égard, sa quête spirituelle nous dit combien l'angoisse de l'homme de l'homme est insurmontable de son existence. Et c'est dans cette le principal motif de son travail musical, de réconcilier le croyant et l'agnoste dans une même optique de beauté et de vie dramatique intense.

Il faut ajouter que le chef vaudois est suivi par une équipe toute acquise à ses intentions, avec, à la pointe du combat, l'ensemble vocal de Lausanne, qui est bien l'acteur principal de la tragédie, tant dans les grands portiques extrêmes que dans les chœurs de foule - les fameuses turbes - qui nous crient la violence et la haine sur des rythmes furieux jusqu'au vertige.

Côté solistes, le plateau est superbe avec Kurt Equitz, le plus émouvant et le plus habile des évangélistes depuis plus de vingt ans, Margaret Marshall, l'interlocuteur de Carolyn Watkinson, l'intériorité du rare Gerhard Faulstich et la rare présence de Philippe Huttenlocher

(qui chante les arias de basse et les trois rôles de Judas, de Pilate et de Pierre), tandis que l'Orchestre de chambre de Lausanne fait valoir un style et une discipline impeccables.

Le lecteur aura compris : il ne faut pas aborder cette entreprise passionnante, qui est surtout témoignage en marge des expériences actuelles, avec la loupe du musicien à la main. Vigoureusement exprimé, mais sans la moindre complaisance romantique, attenti à la couleur comme à tous les accidents métriques du discours, Corboz dirige et compose en même temps, pour mieux révéler le symbole à l'auditeur. Désormais, il faudra compter, pour la Saint-Matthieu, avec ce dynamisme visionnaire - gage d'une jeunesse nouvelle - qui en éclaire la dimension religieuse et humaine dans le sillage des plus grands, depuis Ramin et Klemperer - les maîtres à l'orchestre d'Herbert von Karajan, pour ne citer que quelques noms. (Trois disques Erato, NUM 171033).

ROGER TELLART.

Concertos de Mozart, par Serkin et Abbado

A quatre-vingts ans, Rudolf Serkin enregistre les concertos de Mozart avec l'Orchestre symphonique de Londres, dirigé par Claudio Abbado, et quatre des plus beaux viennent de paraître : le plus souverain, le Concerto en sol mineur (K. 455), le plus dramatique (ré mineur, K. 488), un grand concerto de jeunesse dont l'andante est d'une majesté mystérieuse (mi bémol, K. 271), enfin le merveilleux, « richissime », sol majeur (K. 453), qui allie un paysage idéal peuplé de chants d'oiseaux, un andante d'un profond recueillement qui se déploie en vastes efflorescences et, pour finir, une fantasia éblouissante à la manière de Papageno avec des échanges délicieux de répliques comme une bataille à coups de boules de neige.

Il arrive que le ton de Serkin paraisse un peu sec ou triste (dans l'andante du sol majeur) ou que le tempo soit trop retenu, mais la no-

blesse et la distinction du phrasé sont telles qu'elles nous ramènent souvent la beauté et le charme de ces thèmes si connus, tandis que la sonorité très ouvragée évoque la saveur du piano-forte et nous fait de ces sons des lignes dépeintes.

De ces interprétations, ne donnons qu'un exemple : le vibrant concerto en mi bémol pour Mlle Jeunehomme brille d'une délicate malice et nous ramène sous cet œil attendri par la vieillesse, à la fois à la jeunesse et à la maturité. Le mouvement lent s'élève à de prodigieuses hauteurs au long de ces récitatifs qui semblent annoncer ceux de l'op. 110 de Beethoven, mais la houle marine de l'orchestre où l'on se perd (comme dans le ré mineur) l'intensité et la chaleur d'Abbado qui s'ajoutent à la perfection de Serkin, nous ramènent à la perfection. (Deux disques DG, NUM 45301 et 45302).

JACQUES LONCHAMPT.

Schumann, par Michael Levinas

Michael Levinas (né en 1949) est à la fois un des jeunes compositeurs français dont on parle le plus et un remarquable pianiste. Son talent d'interprète, l'exerce par exemple au sein du groupe de l'itinéraire, dont il est le pianiste attitré, mais aussi au service du répertoire classique et romantique.

Le disque que voici n'est pas le premier consacré par lui à ce répertoire, mais il s'agit certainement du plus ambitieux. Ébène de Lazare Lévy, administrateur de Cortot, Levinas ne pouvait que s'attaquer au grand piano romantique, mais choisir la Fantaisie et les Kreisleriana, deux des pages les plus hautes et les plus difficiles de Schumann, tenait de la gageure, d'autant que les qualités exigées ne sont pas tout à fait les mêmes dans les deux cas : les Kreisleriana sont une musique de l'instant, alors que la Fantaisie, leur tournant le dos par bien des points, se situe dans la descendance des œuvres de Beethoven.

La Fantaisie, dans l'interprétation de Levinas, est une grande et originale réussite. Grande, parce

que son climat fantastique, interrompu, est admirablement rendu. Originale, parce que ce sont surtout les deux volets extrêmes qui donnent une impression d'indéfinissable ampleur, tandis que le volet central ne tombe pas, comme trop souvent, dans les effets extérieurs. Une version exaltante de cet immense chef-d'œuvre. Les Kreisleriana suscitent davantage de discussions, à cause de certains tempos, à cause de l'absence de certaines reprises. Vision personnelle au meilleur sens du terme, cependant, et qui, en particulier dans les pièces à caractère de scherzo, sait être aussi nous entraînent vers les sommets (Adès, 14.04).

MARC VIGNAL.

Jazz

TANIA MARIA : « COME WITH ME »

Tania Maria continue de faire une belle carrière aux États-Unis. Superbement enregistrée en août 1982 à San Francisco, l'album *Come with me* (qui reprend pour titre général celui d'un de ses meilleurs thèmes) prouve que le climat de la Californie lui va bien.

Le passé et le présent font échange de bons procédés : le jeu slap (qui fait fureur un peu partout aujourd'hui) vient tout droit des années 20, des modèles qu'en ont donnés Pope Foster, Al Morgan, Weiland Braud, mais occupe une place « aménagée » sur les cordes de la basse électrique.

Le sextette, avec deux percussionnistes, manifeste dans sa composition même l'importance qu'a, pour Tania Maria,

l'élément rythmique. C'est d'abord l'effervescence, la proximité, la force affirmée des rythmes, leur continuité, régularité et insistance qui accrochent l'attention dans le samba (*Sergio*), la bossa-nova (*Euzébio*) ou le balon-merengue (*Somewhere*) qui elle s'attache à jazzifier.

Tania Maria a dit elle-même que ses racines sont dans la musique brésilienne et dans la musique nord-américaine. Ici, précisément dans les styles *main-stream* et *be-bop*. C'est une chance pour nous, cette double parenté dont dispose l'art de la chanteuse et pianiste : elle lui a permis de choisir une voie qui n'est, au jugement de ceux qui ont le goût du jazz, ni une impasse ni un chemin archaïque. (Concord Jazz-Picnic CJP 200. Distribution-DAM.)

LUCIEN MALSON.

Rock Variétés

Marion Williams et Marguerite Yourcenar

C'est une entreprise originale, unique, qui associe aujourd'hui la chanteuse de gospel Marion Williams et l'écrivain Marguerite Yourcenar.

Sur une face de l'album, Marion Williams chante à capella des gospels ancrés et bouleversants.

Sur l'autre face, Marguerite Yourcenar lit quelques-uns des plus beaux gospels, simplement, sans effet, et se tenant strictement derrière des textes qu'elle a elle-même traduits ou plutôt transcrits avec leurs couleurs, leur sève, leur trépidance et, pour tout dire, la vie évidemment vécue des Noirs d'autrefois le long du Mississippi. Dans ces gospels de prédicateurs-poètes ou d'auteurs anonymes, il y a toute la douleur, la gaieté, la tendresse humaine des Noirs du Sud du dix-neuvième siècle et du début du vingtième. Et ces chants apparaissent ici comme de beaux, de poignants témoignages entre lesquels Marguerite Yourcenar fait glisser un blues comme *M'sieur l'homme riche*, chanté par Bessie Smith à la fin des années 20, au début de la Grande Dépression. (33 t. Dis. Audis, A.V. 4908.)

Van Morrison

Depuis près de vingt ans, l'aventure de Van Morrison est menée en sursis, en ruse. En butte à l'instabilité, à l'insouciance, on l'attendait à Belfast il y a trente-huit ans et vivant aux États-Unis à capella, il a publié, à travers de nombreux disques, une des œuvres les plus riches, les plus denses du mouvement rock. Produite et écrite par lui-même, la dernière œuvre de Van Morrison (*Wavelength*) est une œuvre qui le pousse, comme une étape de transition dans la carrière de Van Morrison.

On ne retrouve pas ici le chanteur bourré d'énergie et de swing, à la voix rageuse trahissant les mots, se jetant dans la musique avec une puissance, un punch étonnants. Il y a d'ailleurs beaucoup de titres instrumentaux dans cet album - certains de ceux-ci sont enveloppés dans des couleurs et des landaises (*Comewater*, *Irish Heartbeat*). Et quand Van Morrison chante - par exemple, la ballade *Higher Than the World* - c'est sur un ton un peu mollesse, bien au-dessous des possibilités du chanteur. (33 t. Dis. Phonogram 6 11 140 - 1.)

Mosallini, Beytlemann et Coratini

Anciens membres du groupe Tiempo argentino, le bandononiste Juan-José Mosallini et le pianiste Gustavo Beytlemann se sont imposés depuis comme des maîtres de leurs instruments respectifs. Associés au contre-bassiste Patrice Coratini, ils viennent de réaliser un album où les jeux de l'un et de l'autre aboutissent à recréer quelques-uns des classiques du tango (*El Choclo*, *le Bordon*, *le Coratini*) et des thèmes de Leopoldo Federico, d'Ovaldo Pugliese, d'Antal Trillo, et d'Astor Piazzola.

Cette approche nouvelle du tango est menée avec beaucoup d'intelligence, de liberté, de rigueur et de sensibilité. (33 t. Dis. M.G.K. 12, boulevard de Reuilly, 75012.)

Bernard Lavilliers

Après un court passage à vide et avant le spectacle de la porte de Pantin, début mai, revole Bernard Lavilliers fidèle à son image de chanteur de passage s'inscrivant d'émotions, de sentiments et écrivant un état d'urgence comme un rapport, racontant des personnages avec les mots et les notes. Avec la même équipe, composée de Pascal Arroyo (basse), Jean-Paul Hector Brant (guitares), Philippe Leroux (batterie) et Mathut (percussions), Lavilliers décrit New-York au mois de juillet, Las Vegas assise en plein soleil, Saint-Malo et ses murs de granit, et aussi une belle histoire d'amour. (*Saignée*). (33 t. Barclay, B.A. 260 200 446.)

CLAUDE FLEUTER.

Le Monde DE L'EDUCATION

REUSSIR DANS LA VIE la mobilité sociale

EMBÜCHES DES SEJOURS LINGUISTIQUES le monde des odesses, des conseils

INFORMATIQUE: Técole face à l'industrie
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10 F



PETER KORNISS

ENTRETIEN

Peter Korniss photographe de l'âme hongroise

Dans ses photographies, Peter Korniss essaie de fixer ce qui est au plus profond de la culture hongroise : la terre, la communauté, la chaleur des relations humaines.

PETER KORNISS devait être juriste. Son père, transylvanien, en avait décidé ainsi. Peter alla donc à Budapest étudier la loi. Pas très longtemps, car manquant d'argent, il dut s'engager comme ouvrier auxiliaire dans une entreprise d'État : le laboratoire Fényviz. C'est ainsi que, développant des films, Peter Korniss devint photographe. Au début, il fut reporter sportif, ensuite photographe dans le plus grand (par le tirage) hebdomadaire hongrois, le *Nok Lapja* (*Journal des femmes*), où il travaille encore aujourd'hui.

Mais ce qui lui valut de recevoir le prix Balazs (prix national hongrois pour la culture) ou de devenir juré du World Press Photo, c'est sa passion pour les traditions populaires hongroises.

Il y a toujours des êtres et le plus souvent des êtres en mouvement dans les photographies de Peter Korniss. Car ce qui l'intéresse dans ce monde rural, dit-il, ce sont « la chaleur et la relation humaines ».

Peter Korniss a quarante-cinq ans. Deux albums édités en français aux éditions Corvina de Budapest offrent un aperçu des 10 000 photographies qu'il a

prises jusqu'à maintenant : *les Noces de l'accordéon du ciel* et *le Temps qui passe*.

« Comment avez-vous découvert le monde rural ? »

« Je suis né en Transylvanie, mais dans une grande ville. Je n'avais donc rien à voir avec la paysannerie. C'est à travers la scène que j'ai appris les danses, les chansons et l'esprit du monde paysan. Un jour, je me suis rendu compte que certaines coutumes étaient encore en vie et que, pour la plupart, elles étaient demeurées inconnues. Elles n'étaient pas secrètes. Les ethnographes les connaissaient. Mais le public ne s'y intéressait pas du tout. La première fois que j'ai proposé un travail sur les traditions populaires hongroises à un éditeur, au milieu des années 60, il m'a répondu : « Voyons... ce sera difficile à vendre, ça n'intéresse personne. » Ce n'est qu'au début des années 70 que la vie culturelle hongroise s'est réveillée à cela.

« Un mouvement s'est alors répandu dans les lettres, les arts, vers les traditions populaires... »

« Oui. Ce mouvement était très fort. Il voulait remettre la culture paysanne à sa place, dans la culture hongroise.

« Ce mouvement correspondait-il à une préoccupation scientifique, à une tendance conservatrice ou à une recherche d'identité ? »

« A une recherche de notre identité nationale, ce qui, pour nous, est très important. C'est une façon de survivre.

Pour une petite nation, la survie implique de préserver ce qui est derrière la terre et ce que le terre enfère, c'est-à-dire la culture. J'ai compris que l'appareil photo était un très bon outil pour capturer les choses en train de disparaître. Des pierres, des céramiques ou des meubles peuvent être conservés dans des musées ; la musique, les chansons, peuvent être conservées sur des disques, les danses sur des films. Mais ce qui se passe entre les gens, la relation humaine, la communauté, tout cela je peux le conserver grâce à mon appareil. Et les coutumes, les traditions, sont la surface de cela.

Les gens semblaient si ouverts !...

« Mais la présence de votre appareil trouble ces relations... »

« Cela dépend de la personnalité du photographe. Si les gens sentent que vous ne leur êtes pas étranger, que vous aimez leur compagnie, que vous êtes ouvert à eux, ils vous laissent approcher. L'appareil ne crée plus un gouffre entre eux et vous, il devient aussi naturel dans votre main que leurs outils dans leurs mains, au travail. A partir de ce moment-là, nous travaillons ensemble, nous parlons et nous pensons ensemble. Le gouffre n'existe plus... »

« On m'a souvent posé cette question : comment ai-je pu prendre des photos lors d'enterrements ? Comment ai-je pu devenir si proche des gens ? C'était parce que je me sentais comme eux. Il y a une photo de mariage dans un de mes albums ; eh bien ! un an plus tard, je suis devenu le parrain de l'enfant de ce couple sur la photo... »

« Ensuite, j'ai découvert qu'il y avait derrière les coutumes quelque chose de plus important : la communauté, qui

nous aide à tenir ensemble. Et cela, je l'ai compris à un moment où le sentiment d'aliénation devenait de plus en plus fort en Hongrie. Je veux parler de cette aliénation qui vient après ou avec la « civilisation ». En Hongrie, elle a eu lieu dans les années 70. Les relations entre les gens empiraient... Or, dans ces villages, les gens semblaient si ouverts ! Ils pouvaient pleurer, se réjouir ensemble. Ils n'étaient pas aussi individualistes que nous. Cela a été pour moi une expérience irréversible.

« J'ai donc laissé tomber les coutumes pour m'intéresser aux relations, relations à la terre, aux animaux, et surtout entre les gens. L'amour, la fatigue, le vieillissement, les souvenirs de la guerre, voilà ce qui constituait mon second album. Evidemment, je ne me suis pas arrêté à cet aspect des choses, car, de l'autre côté de cela, il y a la pauvreté. La pauvreté a toujours été une partie de leur vie, mais, en dépit de cela, ils ont su préserver la richesse humaine.

« Cet univers qui apparaît dans vos photographies des années 70 existe-t-il encore ? »

« Non, ces communautés disparaissent, la vie communautaire a éclaté car les gens se sont dispersés, et cette culture s'est éteinte. Toute la vie rurale a changé : certains paysans se sont mis à travailler dans les coopératives d'État, d'autres sont allés vers la ville, les familles se sont souvent divisées... Les vingt dernières années ont davantage modifié le visage du pays que les cinquante années précédentes.

« Cela est vrai pour de nombreux pays. »

« Je ne pense pas que cela soit vrai à l'Ouest. Vous avez perdu vos paysans et vos villages traditionnels depuis longtemps. Nous, nous les avions encore dans les années 60. C'est ce qui m'a donné la possibilité de les « capturer » à la dernière minute. A l'Ouest, il y a des zones rurales sans paysannerie. Notre paysannerie à nous était réellement une paysannerie. L'Europe de l'Est en général est souvent représentée à l'Ouest par ses ensembles populaires où la composante paysanne est très

dominante. Or, en Hongrie, ce sont les intellectuels qui ont animé et vivifié la culture paysanne. A l'université, les étudiants y font toujours référence aujourd'hui. Ils s'en servent tout le temps.

« C'est donc une part de notre manière de penser, d'écrire, de filmer. Notre culture n'est pas divisée entre une culture populaire et le « grand art ». Tous les films hongrois ont quelque chose à voir avec le folklore. Ils comprennent des éléments, des motifs, des réflexions issus du folklore. C'est là quelque chose d'insécable. Jancso, par exemple, est à la fois le plus classique et le plus moderne des metteurs en scène hongrois. Il est classique par ses valeurs, mais, en termes de réalisation, il est très moderne. Comme Bartok dans sa musique, Jancso puise toujours quelque chose dans le folklore, ne serait-ce que l'esprit. Bela Bartok fut un de ceux qui mirent le plus en valeur cette culture paysanne. Son influence, en tant que penseur, fut plus importante qu'on ne le croit.

Mes racines sont ici

« Mais il se trouve des gens en Hongrie pour refuser ces traditions... »

« Bien sûr, il y en a. Ils disent qu'ils veulent être plus proches de l'Occident moderne, plus au goût du jour. Et ils pensent que la seule manière d'être au goût du jour consiste à se rapprocher de l'Ouest, à l'imiter. Cette tendance dépasse le cadre de la jeunesse. Je ne dirais donc pas que tout le monde partage mes idées.

« Comment utilisez-vous votre succès ? »

« Je pense que, si l'on peut montrer quelque chose d'important au monde, cela doit venir de son monde à soi. Je ne crois donc pas que, hongrois, je devrais m'efforcer de reproduire ce qui se fait à l'Ouest. Mes racines sont ici.

PATRICE BARRAT.

(Lire la suite page XV.)

CHRONIQUES

JEUX

Horoscopes et tarots

LA croyance dans l'astrologie et dans les sciences occultes fait partie de ces idées et valeurs irrationnelles qui survivent au fil du temps, marquant au passage l'univers du jeu.

Le comportement de la clientèle des mages, cartomanciens, astrologues et autres voyantes n'a certes pas grand-chose de ludique. Il suffit pour s'en convaincre d'aller traîner au dernier festival de la voyance où, sous la houlette de M^{me} Indira, une petite foule de fidèles étaient venus s'enquérir de leur avenir. Visages concentrés, regards inquiets, bousculades ; l'heure n'était pas à la plaisanterie.

Un tel engouement, dont témoigne également la floraison de gazettes et d'ouvrages spécialisés, a des racines très anciennes. Dans leur *Astrologie : hier et aujourd'hui*, M. Gauquelin et J. Sadoul estiment qu'en 1934 quelque trente mille diseurs de bonne aventure faisaient commerce de leurs talents en France. En 1963, la majorité des Français avouaient (selon les sondages de l'époque) consulter leur horoscope dans les journaux. Pour remonter encore plus loin, dans son *Histoire des passions françaises*, T. Zeldin raconte comment sévissaient au début du siècle les « médiums agréés », « voyantes diplômées » et autres fakirs, jusqu'au « groupe indépendant d'études ésotériques » ou la non moins illustre « école des sciences hermétiques ».

C'est ainsi que les citadins prirent à leur façon le relais des croyances transmises dans les campagnes de génération en génération. Toutes les études effectuées dans ce domaine aboutissent aux mêmes conclusions : ce phénomène atteint toutes les couches de la société, des personnes peu instruites, réceptives aux superstitions de toutes sortes jusqu'aux gens beaucoup plus éduqués mais déçus par la science et réfractaires à ses limites. Dans *Mythologies* de Roland Barthes, le jugement extrêmement tranché sur l'astrologie, définie comme « la littérature du monde petit-bourgeois » gagnerait donc à être nuancé.

En fait, le point commun à tous ceux qui ont recours aux techniques divinatoires reste une même angoisse face à l'avenir, des difficultés à assumer les traces de la vie quotidienne ou les problèmes sentimentaux. Comme le fait remarquer Roger Cailliois dans *Les Jeux et les hommes*, « qui désespère de ses propres ressources est conduit à compter sur le destin ». Un tiers psychanalyste, un tiers confesseur, un tiers conseiller, le « devin » intervient alors.

Toutefois, nombreux sont ceux qui se montrent réticents à aller consulter le Nostradamus de service. Ces indécis seraient en revanche tout à fait d'accord pour une expérience qui ne les compromet pas, tant à l'égard de leur entourage que de leur ego. C'est là qu'intervient le jeu : support idéal puisqu'il dédramatise la situation — on interroge l'avenir, mais « c'est pour rire » — tout en facilitant par son côté simplificateur la transmission d'un message.

C'est ainsi que toute une gamme de jeux divinatoires sont à la disposition des amateurs, dont le plus célèbre demeure le jeu de tarots.

Des origines mystérieuses

Sur l'origine du tarot, le débat n'est toujours pas tranché. Une seule certitude : les *tarocchi*, les plus anciens jeux que l'on possède — certains datent du quinzième siècle — viennent bien d'Italie. Pour le reste, défenseurs de la piste grecque, de la filière des Indes, de la thèse égyptienne ou du foyer hébraïque se renvoient la balle.

Le symbolisme des vingt-deux arcanes majeurs ne recueille pas non plus l'unanimité : éléments astronomiques, vertus cardinales et personnages allégoriques se combinent ainsi pour former des séries dont l'interprétation demeure l'ultime privilège des spécialistes. Heureusement, les fabricants viennent à point proposer au public des versions simplifiées.

Grimaud, le premier d'entre eux, propose dans son catalogue une vingtaine de

tarots et de jeux divinatoires différents depuis le classique des classiques, « Le tarot de Marseille » jusqu'au « Livre du destin », au « Tarot celtique » ou à l'énigmatique « Sibylle des salons ». M^{me} Indira — toujours elle — n'est pas en reste avec son « Grand Indira » ou son « Tarot persan ». Dernier-né de la collection : « L'Oracle d'Alma Bose », dont l'originalité réside selon les auteurs dans le fait « d'aborder franchement le problème des relations de couple, aussi bien hétérosexuels qu'homosexuels, tant sur le plan cérébral que physique ». M^{me} Bose, architecte de son état, précise bien qu'elle ne fait pas de la voyance comme n'importe qui, mais de la « divination active ». La précision s'imposait...

En dehors des circuits traditionnels, de petits fabricants tentent également de faire connaître leur production. Signalons parmi eux « Minotart » (1), un tarot traditionnel de soixante-dix-huit cartes réalisé à partir de variations sur le thème mythologique de Thésée et de son combat contre le Minotaure à l'intérieur du labyrinthe crétois. Dessinées à l'encre de Chine, les illustrations de ce jeu très soigné contribuent à une réussite esthétique qui mettra d'accord amateurs et sceptiques.

Pour qui veut connaître le passé, le présent et l'avenir, le salut ne réside pas que dans les cartes. C'est ainsi que Grimaud présente sans complexes dans son catalogue des pendules dorées ou chromées, et même la fameuse boule de cristal avec socle et notice, le tout en trois tailles différentes.

Autre solution pour les vocations naissantes : le jeu de société. En janvier 1981, le fabricant anglais Invicta a lancé « Osiris », une gamme de jeux née de l'imagination d'un voyant australien, M. Beverly Craig. Une rapide étude de marché avait eu effet révélé qu'outre-Manche aussi les phénomènes ésotériques suscitent une certaine fascination : un tiers de la population avait ainsi avoué s'être rendue au moins une fois chez un diseur de bonne aventure. Dans

la collection, deux jeux de poche, « Les cartes d'Osiris » et « Les soubresauts d'Osiris » laissent sur sa faim le joueur curieux de son avenir : dans ce cas, il s'agit d'un jeu de cartes des plus classiques, dans l'autre d'une simple roulette de poche. Plus étonnantes sont plus spectaculaires, « la rose d'Osiris » et « le tableau d'Osiris » nous promettent des révélations sur notre futur. Sur fond de figures égyptiennes, amour, santé, affaires et famille passent ainsi au crible.

C'est sans doute Osiris qui a soufflé à l'oreille du président d'Invicta, l'enthousiaste E.J. Jones Fenleigh, le secret d'une campagne publicitaire bien menée. En dix mois, 150 000 exemplaires ont été écoulés sans peine en Grande-Bretagne, en Italie, en Grèce, etc., mais pas en France, où il n'est pas encore distribué. Un succès qui n'a été qu'amplifié par la polémique née en Grande-Bretagne sur le caractère dangereux de ces jeux pour des esprits non avertis.

L'électronique a elle aussi été mise à contribution. Voilà en effet plusieurs années que Mattel a lancé un « Déesse d'horoscopes » programmé qui répond consciencieusement à toutes les questions personnelles. Certes, la précision n'est pas son fort, mais c'est bien là le lot du genre. En quelque sorte le compagnon idéal pour les profanes de nature. La joie de tous ceux qui fascinent, sans qu'ils osent jamais l'avouer, l'astrologie et les sciences occultes doit aujourd'hui être à son comble. Que de supports ludiques pour assouvir leur curiosité : les cartes bien sûr, mais aussi de véritables panoplies de voyance, des jeux de société, et, comble de la sophistication, l'électronique, se mettent désormais à leur service.

BERNARD SPITZ
ET SOPHIE COIGNARD

(1) 2, rue d'Arcueil, 75014 Paris.

DÉRIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos, abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces brèves dérives de la conversation, qui font la matière de cette série d'entretien.

HENRI LABORIT
(biologiste)

En mer
je suis
le cosmos

« Baudelaire pensait : « Homme libre, toujours tu chériras la mer. » Est-ce là, aussi, votre sentiment lorsque vous prenez le large ?

— Le fait de se trouver — seul — en mer avec 3000 mètres de fond sous la quille et le ciel étoilé au-dessus de soi vous montre à quel point on est déterminé par le cosmos. La seule liberté que l'homme possède est celle d'imaginer comment il pourrait survivre. Le cerveau humain a à sa disposition un système lui permettant — grâce à ses expériences passées — d'imaginer des moyens originaux pour faire face à l'imprévu ; mais, pour être capable d'imaginer, encore faut-il avoir appris auparavant, et la connaissance est elle-même déterminée.

— Au-delà de ce déterminisme ambiant, de quelle façon la survie en mer dépendrait-elle tout de même de soi ?

— En mer, je suis vraiment conscient du déterminisme cosmique dans lequel je me trouve, je n'ai plus un brin de liberté, alors que dans la vie courante on se croit — à tort — libre, grâce au langage. En mer, il n'y a effectivement plus de verbiage possible, puisqu'il faut survivre, grâce à des indices qui semblent parfois insignifiants : une houle qui s'approche sans vent, ce qui signifie qu'un très fort vent se faufile juste derrière et qu'il faudrait agir vite ; bifurquer, ou manipuler les voiles de sorte à pouvoir « amortir » le vent lorsqu'il va se présenter...

— Mais au-delà de ces connaissances techniques, qui sont aussi indispensables ailleurs, comment l'attitude de l'homme en mer diffère-t-elle essentiellement de celle de l'homme sur terre ?

— Je pense qu'en mer, étant totalement isolé des autres hommes, on ressemble à l'astronome observant le ciel et

qui n'a pour tout répondeur non pas ses semblables, mais des étoiles. Evidemment, le bateau est l'aboutissement de toute une expérience humaine, depuis le néolithique ; néanmoins, il n'y a qu'en haute mer, ou peut-être en haute montagne, qu'on est suffisamment isolé pour être à ce point conscient que sa survie est dépendante d'un déterminisme cosmique.

— Par quelle sensation êtes-vous alors envahi ?

— D'abord, c'est l'angoisse. A partir du moment où vous mettez votre pied sur un bateau pour partir en croisière, restant des jours et des nuits tout seul en haute mer, sans que personne ne puisse venir vous aider, vous êtes envahi par une sensation de solitude totale et vous prenez conscience que votre vie ne dépend plus que de vos propres actes. Et pour agir efficacement, il faut maîtriser le maximum de connaissances, car elles seules vous permettent de survivre.

— Mais l'angoisse face à la nature ne camoufle-t-elle pas la seule angoisse réelle qui consiste à faire face à soi-même ?

— Puisqu'on est soi-même l'ensemble du cosmos, on n'est qu'un petit point d'espace/temps dans lequel les autres sont venus s'inscrire, et puisque je ne pense le monde qu'en termes d'ensemble et de sous-ensembles, je ne peux plus m'isoler du monde. Je ne peux donc pas être face à moi-même lorsque je suis seul, mais lorsque je suis face à un « Autre », qui m'oblige à être moi-même : c'est-à-dire être ce que toute la société dans laquelle je vis m'a toujours obligé d'être. En mer, je n'ai pas l'Autre en face de moi, et du coup je ne suis plus moi-même, mais je suis le Cosmos.

— Ne serait-on pas aussi une parcelle du cosmos en haute montagne ou en plein désert ?

— Certes, mais là-bas vous avez les pieds sur terre, tandis que, sur un bateau, il suffit qu'une vanne lâche et vous coulez aussitôt ; en mer, on n'est plus sur un plan dur, un bateau bouge parfois très violemment, et l'homme se sent minuscule face à la tempête.

— Avez-vous pu vaincre la peur de la mort ?

— Si je tiens à la vie, j'ai — d'office — peur de la mort, sans avoir besoin d'être en mer pour autant. L'angoisse qui vous saisit en mer n'est pas tellement la peur de la mort, comme l'appréhension d'être entièrement déterminé, dans un monde que vous ne comprenez pas. Il y a peu d'endroits où, lorsqu'on contemple les étoiles, on sait qu'on fait partie du cosmos...

— Cette intégration dans le cosmos ne confère-t-elle pas précisément une certaine sérénité ?

— Je ne pense pas avoir acquis une sérénité en mer, mais plutôt une relativisation par rapport à ma propre société : ce n'est pas en restant parmi ses contemporains qu'on peut se situer par rapport à eux. Si les animaux, de la même espèce ne s'entrevoient pas, et si les hommes se tuent, c'est parce qu'ils ont inventé le langage. L'homme croit que son discours logique va déboucher sur la vérité ; or ce discours logique n'exprime rien d'autre que tous les automatismes culturels, les préjugés, et les jugements de valeur, qui avaient été infiltrés — inconsciemment — dans son système nerveux, suivant l'époque, le lieu et le milieu social dans lequel il vit.

— Depuis le néolithique, la société a effectué une distribution des tâches et aucun homme ne peut vivre isolé. Je suis donc forcé de vivre en société et d'y accéder grâce au langage, perpétuellement obligé de décoder ce que « cache » ce discours logique, qui n'est

que jugement de valeur, affectivité, ou conditionnement des autres et de soi-même. A cause de cela, les rapports humains sont faussés d'avance. Tandis que, en mer, il ne s'agit plus de parler ; vous avez un compas et un trajet à suivre, et, si on veut survivre, il faut prendre le bon cap et faire la bonne manœuvre.

— Dans la Cité — souvent — le langage tire peu à conséquence, il n'a aucun effet réel sur les actes et sert de camouflage. Tandis qu'en mer chaque geste est déterminant et la tricherie n'est plus de mise.

— En effet, en mer, on ne peut plus tricher ; ni avec l'Autre, ni avec l'espace qui vous entoure. Il n'y a plus moyen d'avoir un discours logique pour expliquer ses actes, il faut réellement les assumer ; ce n'est plus la peine d'essayer de raconter des histoires, on est enfin dans le vrai !

— Après cette expérience en mer, votre manière d'être a-t-elle changé ?

— L'expérience de la mer est trop globale, trop mystique, pour pouvoir être réduite à un rapport interindividuel, qui est une bouillie sentimentale, une bouillie de logos, une bouillie de paroles. Il y a une différence essentielle entre un rapport interindividuel et ce que vous éprouvez lorsque vous êtes seul en mer par une belle nuit d'été, émerveillé par la splendeur et l'immensité du cosmos, vous sentant entièrement englobé dans cet espace global, sans pouvoir faire autre chose que d'y participer, et les mots n'arriveront jamais à décrire cela. Il y a une telle distance entre ces deux mondes, que ce que j'ai appris en mer ne peut pas s'intégrer immédiatement dans mes rapports journaliers dans la Cité.

GUITTA PESSIS PASTERNAK

PAR CHRISTIANE BAROCHE

DÉPUIS quelques jours, Bertrand penchait sur ses livres un visage comme étonné par une chanson intérieure, regard désert, bouche triste. Jean, regardant son fils, pensait : il aime. Qui aimait-il ? Pourquoi cette gravité, pourquoi si tôt ? Lui, avait mis tant de mois à comprendre quand il avait son âge...

Le père et le fils marchaient sur les rives, ne parlaient guère. La rivière chantonait à quelques mètres, se froissait contre les pierres de l'écluse, frissonnait quand les peupliers italiens se dépouillaient. Cette paresse d'or, qui volait à peine dans l'air immobile, était savoureuse et lourde au cœur. Les boteaux semaient du cuivre avec des remuements de branches beaux à pleurer — seulement, l'émotion se refermait sur soi, faisait son nid dans la poitrine, et Jean sentait comme une main cogner doucement, sans répit, à hauteur de ses tendresses les plus installées.

Ils s'entendaient bien, les hommes dans leur famille ne se combattant pas. A quinze ans, Bertrand, comme ramassé autour de sa décision, avait annoncé : je voudrais m'occuper des autres ; et Jean, ému, s'était reproché de ne pas lui avoir donné de frère ou de sœur. Anne y avait-elle songé, elle aussi ? Elle avait dû se claquemurer derrière le vieux rempart habituel, tu sais bien que la Faculté... et Bertrand maintenant faisait médecine. Parfois, Jean froîait une vérité plus dure, car enfin, merde, les enfants, ça s'adapte. Anne n'avait pas accepté non plus. Ce qu'Anne voulait se résümait à ce qu'elle ne voulait pas. Les évidences sont souvent pénibles.

Bertrand sourit, ça passera.
« Veux-tu parler de ce qui t'oc-
cupe ? »

« Ce n'est pas que je t'aime trop. Je t'aime, mais avec des certitudes dissolvables, celles de cesser un jour... celles de ne jamais t'aimer davantage. Mon cœur est sec, peut-être, ou petit. »

Ils s'étaient étreints, timidement, ils avaient d'un même geste pris leur pipe et leur caban pour une promenade le long de la mer, s'ils avaient le courage

Bertrand tirait sa pipe de sa poche — les habitudes aussi se transmettaient — et Jean, tout en l'écoutant, sentit les yeux lui piquer.

Jean murmura, la durée, c'est cela qui te tient, le temps qui s'épaissit. Ils s'arrêtèrent ; Bertrand réfléchissait, laissait les mots cheminer, peut-être. Pourtant, j'ai toujours su que rien ne durait.

■ VINGT ans, ou à vingt-

Au passage d'une longue voiture, il avait tourné la tête, entrevu un visage. La voiture ralentissait; quand il était parvenu à sa hauteur, la portière s'était ouverte. Il s'était penché vers une voix calme qui demandait : « Où allez-vous? »

« A Bordeaux, il y a une grève de la S.N.C.F. »

La femme conduisait vite, ses gestes calmes, rares, donnaient une impression assez grisante d'effleurer des risques sans jamais les atteindre. Elle ne disait rien, et Jean s'était vu, tout de suite après les remerciements d'usage. Les mains gantées bongaient à peine sur le volant. Jean, recroqué, se sentait gagné par une somnolence béate. D'habitude, la conduite des autres ne le satisfaisait pas.

Derrière lui, le chien s'était redressé et griffait la vitre. Elle ouvrit la portière. La bête sauta, s'ébroua, fila vers les arbres; elle, marchait derrière, les yeux baissés, songeuse.

Il s'absente. Ce n'était pas le sommeil du train, un sommeil qui boussoule et qui n'a pas d'odeur depuis qu'on climatise. C'était plus souple, presque hypnotique: un filet d'air coulait par la fenêtre, mêlait à la verveine des senteurs fermentées, la fumée d'écobœages à peine éteinte. Il reconnaissait la route, le sel de la mer proche, les résines et les tércinthes de la forêt landaise et, toujours, toujours ce poivre un peu trop fort des sièges en cuir où il chignait ses gémissements de rabatteur qui rêve à des classes vives. Il finit par s'endormir tout à fait.

Toujours ce regard quand Jean s'éveilla. Mais, cette fois, la femme était restée à côté de lui. La portière entrouverte avalait le port tout entier, un gros paquebot mugissait dans la passe, les quais sentaient le vin, le bois jamais sec, la brume chaude. Le chien aboyait derrière les mouettes, sans s'éloigner du mince trottoir le long duquel la femme s'était garée.

Elle appela son chien. Jean descendit; leurs yeux ne se quittaient pas. Il eut envie de la blesser à son tour, de quel homme se vengeait-elle? Mais non, c'était autre chose, incomprehen-

La voiture fit demi-tour ; le chien, par la lunette arrière, regardait Jean de ses yeux d'insomnie. La voix d'un copain le tira de son immobilité : « Tu te

— Pareil, mon vieux, seulement j'étais moins bien monté, je n'embrasse

Ce n'est pas vous que j'embrasse...
Sur la passerelle du navire, à plusieurs
reprises, Jean avait entendu cette voix,
si douce, si triste. Tailler sa route dans
la nuit maritime ouvre le cœur à des

aimait pas, il connaissait l'ouïe qu'il avait cherché, retrouvait intacte la phrase que rien n'atténuait, ni les semaines, ni le vin, ni les femmes entrevues ailleurs. Ce n'est pas vous que j'embrasse...

Et puis l'on s'habitue. Jean se fit aux mots, au vide qu'ils creusaient. Une

Où fut une de leurs dernières promenades. Le père déjà ne sortait presque plus, ou alors partait très et sent, pour respirer l'odeur de sabies démodés par la marine basse. Jean revoyait le visage, le wrd visage, atteint par sa compréhension soudaine. Il avait attrapé son père aux épaules, murmuré : « *J'ai quelque chose à te transmettre.* » En effleurant la vieille bouche étonnée, il avait raconté son aventure en peu de mots. La nuit était sombre, il avait simplement déposé la main posée aux lèvres. En revenant, il avait pu à peu distancé son père. Au bas de l'escalier, la voix basse s'était soulevée dans son dos : « *Je restes là, je voudrais finir ma pipe.* » Il avait ouvert et refermé, pas assez vite cependant, la même voix avait jeté : « *Merçi, Jean.* »

Un cimetière, Jean surveille les alentours, mais aucune femme, aucun chien n'avait surgi de la brume pour accompagner le marin vers sa tombe. Sa mère avait répété, obstinément : « Il y a nos deux places dans le caveau », et Jean s'était incliné, la mer ne s'ouvrirait pas, à 6 000 mètres de silence...

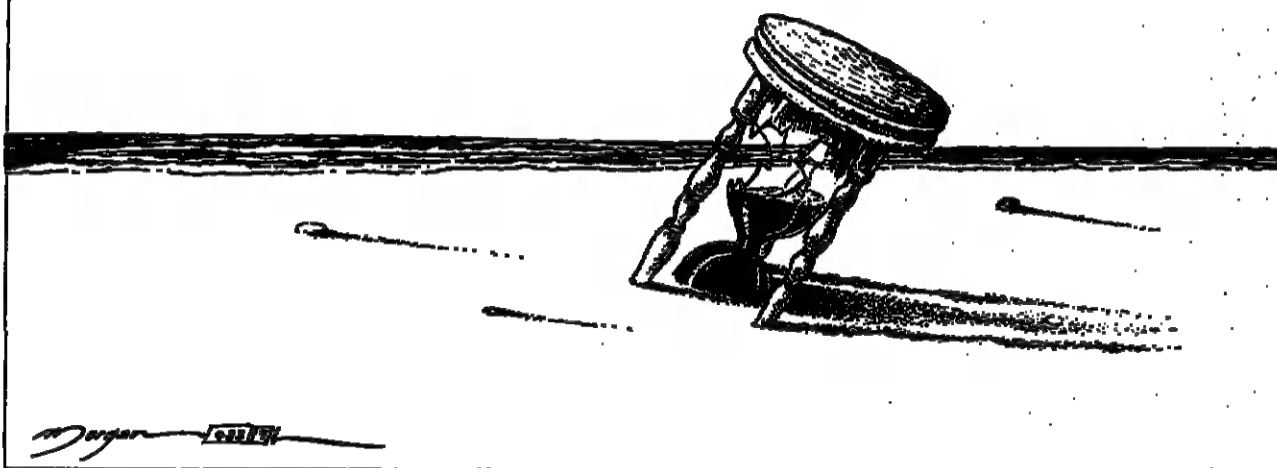
Bertrand, gentil, touchait l'épaule de son père : « Et toi papa, ton histoire d'amour ? » Jean sourit, il n'avait pas d'histoire d'amour. L'ange les surprit alors qu'ils se hâtaient vers la maison. Anne préparait déjà le petit déjeuner. Son visage était gris, perdu. Une pièce vide, pensa Jean. Il effleura la nuque maigre, apitoyé, mais son cœur restait sans élan. D'ailleurs, Anne s'écroulait avec un mouvement d'impatience. Au fond, ils ne s'étaient jamais connus.

Qu'étais devenue l'autre ? Jean la redevoyait, calme, précise, étrangère. Il ne l'imaginait pas plus loin, la voix close et dit douce continuait à dire : « *Ce n'est pas vous que j'embrasse* », et Jean continuait à l'entendre. Cela n'avait jamais eu de fin, décolorant toute l'existence.

Des mois plus tard, Anne déclara qu'elle ne supporterait pas plus avant de vivre LA, dans ce mausolée. Les hommes de cette famille étaient vraiment d'un égoïsme ! Elle, elle partait, elle regagnait SA ville. Jean pouvait protester s'il voulait, pour ce qu'ils se disaient, de toute façon.

Elle s'en alla: Rien ne l'aurait retenu et Jean n'essaya pas. Paisible désormais, il se surprémit à attendre, sans impatience, que quelque chose survienne, un peu de vie, un peu de mort. Rien ne valait qu'on s'en inquiète, le sable des plages accueillait toutes les écritures et les effaçait toutes. Alors, pourquoi ne pas dessiner... un rêve, un visage, un mot puisque, l'instant d'après, ne restait plus PERSONNE.

- Biologiste à l'Institut Curie, Christiane Jaroche a publié plusieurs recueils de nouvelles chez Gallimard : *les Feux du large* (1975), *Gambours avec une sur le passé* (Bourse, Chambres de la Nouvelle, 1978), *Par l'autre intermédiaire que la solitude* (1980), *Perdre le souffle* (1983), ainsi que *un Soir, l'inventaire le soir...* (Actes Sud, 1983).



MORGAN